



Courrier international

N° 1637 du 17 au 23 mars 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 5,50 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$ CAN,
DN 5,10 €, Espagne 5,40 €, Grande-
Bretagne 4,70 £, Grèce 5,40 €, Italie
5,40 €, Japon 650 ¥, Maroc 4,8 DH,
Pays Bas 5,40 €, Portugal cont. 5,40
€, République Fédérale de
Chili 100000 F, Suisse 6,30
CHF, TOM 650 XPF, Tunisie 7,70 DT,
Afrique CPA autres 3,500 F CPA.

UKRAINE L'ONDE DE CHOC

*L'Allemagne qui se réarme,
la Finlande et la Suède tentées
par l'Otan, la Bosnie et la Moldavie,
nouveaux points chauds...
La guerre a des répercussions
sur toute l'Europe.*

PUTIN
WAS HERE

M 03183 - 1637 - F: 4,50 €



Quand on a 16 ans on ne fait pas comme la génération d'avant

Aujourd'hui
La Banque Postale a 16 ans.
Et nous sommes devenus
une entreprise à mission
alliant performance
et objectifs sociétaux
et environnementaux.



La Banque Postale a adopté la qualité d'entreprise à mission en février 2022. Plus d'informations sur <https://www.labanquepostale.fr/particulier/solutions-citoyennes.html>

La Banque Postale – SA à Directoire et Conseil de Surveillance. Capital social : 6 585 350 218 €. 115 rue de Sèvres 75275 Paris Cedex 06. RCS Paris n° 421100 645. ORIAS n° 07 023 424.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Ukraine : l'onde de choc

p.6

Le monde entier doit savoir ce qui se passe ici : Serhiy Perebyinis est ukrainien. Le 7 mars, **The New York Times** a publié en première page une photo de quatre civils tués par un tir de mortier à Irpin. Le journal a cherché à savoir qui étaient ces victimes. Il a reconstitué leur itinéraire. Sur l'image, on voit les corps de Tetiana, Mykyta et Alisa, la femme et les enfants de Serhiy, et celui d'Anatoly Berezhnyi, un bénévole qui tentait de les aider à fuir leur ville pour rejoindre Kiev. Donner un nom aux victimes pour ne pas les banaliser et montrer la réalité crue de la guerre. C'est le choix qu'a fait le quotidien américain dont nous avons traduit le récit. "La photo,

prise par la photographe du New York Times Lynsey Addario, est venue incarner le massacre aveugle que commet l'armée d'invasion de la Russie, qui vise de plus en plus des zones civiles densément peuplées", écrit Andrew E. Kramer. C'est bien dans une guerre totale que l'aviation russe est désormais engagée en Ukraine. De Marioupol, à l'est – la mairie évoque déjà plus de 2500 morts –, à Kharkiv, Kiev et jusqu'à Yavoriv, à l'ouest, où le bombardement d'une base militaire, dans la nuit du 13 mars, à moins de 25 kilomètres de la Pologne, a fait au moins 35 morts, le Kremlin semble plus que jamais déterminé à "broyer" ceux qui lui résistent, estime **The Times**. "Cette frappe, la première si loin vers l'ouest, est un message fort envoyé à la Pologne et à l'Occident : les Russes ne vont pas hésiter à porter la guerre aux frontières de l'Otan et au-delà si l'Alliance transatlantique poursuit son soutien à la résistance ukrainienne", avance le quotidien britannique.

La guerre se rapproche, et l'onde de choc, après trois semaines de conflit, se fait sentir partout en Europe. C'est ce que nous avons voulu décrypter dans ce dossier. Tous les pays sont touchés. En quelques jours, l'Allemagne a fait voler en éclats des années de certitudes, écrit Maurice Frank sur le site **UnHerd**. "Le 27 février, Olaf Scholz, considéré jusque-là comme un chancelier insipide et inefficace, s'est rendu devant le Bundestag et a annoncé le plus grand revirement dans la politique étrangère et de sécurité allemande depuis la Seconde Guerre mondiale." Soit un fonds spécial de 100 milliards d'euros pour la défense, ajouté au budget 2022 (le double du budget militaire annuel). Ce revirement de l'Allemagne est sans doute le bouleversement majeur de ces dernières semaines en Europe. D'autant qu'il ne concerne pas que l'armement. "Lorsque l'Allemagne a suspendu le processus de certification de Nord Stream 2 [le gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne en traversant

la mer Baltique], le message envoyé au Kremlin n'était pas que ce dernier l'avait bien cherché, mais que l'Allemagne était prête à souffrir au nom des principes qu'elle défend", analyse Ivan Krastev dans un article passionnant paru dans **Die Zeit**, qui clôt notre dossier. Pour le politologue bulgare, nous sommes entrés dans une ère de résilience. Désormais, dit-il, une société forte est une société capable d'endurer la souffrance. "Ce qui nous attend aujourd'hui, c'est l'irruption de l'inconnu... La résilience, c'est la capacité des sociétés libérales démocratiques à empêcher d'autres sociétés de se servir de leur vulnérabilité comme d'une arme à leur rencontre." Il y a ceux qui s'arment (l'Allemagne mais aussi le Danemark) et ceux qui s'interrogent sur leur neutralité : l'Irlande, l'Autriche, la Suisse – qui, décision historique, a annoncé, à la fin de février, qu'elle s'alignerait sur les sanctions européennes et gênerait les actifs russes... La Finlande et la Suède songent, elles, à rejoindre l'Otan quand

la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine frappent à la porte de l'Union européenne. L'UE a poliment décliné jusque-là, mais on sent bien que la guerre en Ukraine est en train de modifier tous les équilibres sur le continent. D'autant qu'à l'Est l'agitation monte dans des régions historiquement liées à la Russie. En Moldavie et en Bosnie, on s'inquiète déjà des risques sécessionnistes. Grozny, Alep... Marioupol. "Il est à craindre que cette ville soit sacrifiée, rasée. Pour casser le moral des Ukrainiens, pour l'exemple. Dans sa guerre totale, Vladimir Poutine voudra frapper les esprits, instiller la terreur. Comme en Tchétchénie avec Grozny. Comme en Syrie avec Alep", écrit un chroniqueur du **Temps**. On espère que les prochains jours lui donneront tort. Et que les négociations finiront par aboutir.

En couverture :
"Poutine était dans la place."
Dessin de Tom paru dans **Trouw**, Amsterdam.



Sommaire



IRAN p.22

L'accord sur le nucléaire, victime de la guerre en Ukraine

L'invasion russe a renvoyé l'accord, qui semblait imminent début mars, aux calendes grecques, décrypte **The New York Times**.

ALGÉRIE p.26

Retrouver la mémoire de la révolution

Soixante ans après la fin de la colonisation française, il est temps, souligne le journal **Liberté**, de se libérer du poids d'une histoire figée.

SCIENCES p.38

"L'Univers est queer"

Pour **Vox**, l'astrophysicienne noire, juive et queer Chanda Prescod-Weinstein plaide pour une physique plus inclusive.

IDÉES p.42

Cette quête de sens qui nous distingue

D'où vient ce besoin, né durant la pandémie, de donner du sens à notre existence ? s'interroge **Die Zeit**.



JAMES KERR / SCORPION DAGGER, CANADA

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de **Courrier international** sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- ELDiarioAR** (eldiarioar.com) Buenos Aires, en ligne. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **The Guardian** Londres, quotidien. **Jutarnji List** Zagreb, quotidien. **Liberté** Alger, quotidien. **El Mundo** Madrid, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien.
- Nihon Keizai Shimbun** Tokyo, quotidien.
- El País Semanal** Madrid, hebdomadaire.
- Pressian** (pressian.com) Séoul, en ligne.
- Le Soir** Bruxelles, quotidien.
- Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien.
- Sunday Times** Johannesburg, hebdomadaire.
- Le Temps** Genève, quotidien.
- The Times** Londres, quotidien.
- TSA-Tout sur l'Algérie** (tsa-algerie.com) Alger, en ligne.
- UnHerd** (unherd.com) Londres, en ligne.
- Vox** (vox.com) New York, Washington, en ligne.
- The Washington Post** Washington, quotidien.
- Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



SOMMAIRE

À la une

6. Ukraine, l'onde de choc

D'un continent à l'autre

22. Iran. L'accord sur le nucléaire, victime collatérale de la guerre

24. France. Une dérive aristocratique

26. Algérie. Retrouver la mémoire de la révolution

28. Afrique du Sud. La vie dorée du pasteur Java

30. Argentine. En Patagonie, des habitants poussés dehors

32. États-Unis. Austin se rêve en capitale d'une autre Silicon Valley

34. Corée du Sud. Moon éclipsé

36. Afghanistan. Et maintenant, comment administrer le pays ?

Transversales

38. Sciences. "L'Univers est merveilleusement queer"

40. Économie. Kumamon, champion des mascottes nippones

41. Signaux. Où va le pétrole russe ?

360°

42. Idées. Cette quête de sens qui nous distingue

46. Plein écran. Demyana Nassar, oiseau rare

48. Culture. L'effet papillon selon Rosalía

50. Histoire. Le passé enfoui de Tenochtitlán



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine. Le conflit vu par la presse étrangère

Reportages, analyses, tribunes, interviews... L'offensive russe, la résistance des Ukrainiens, les craintes des pays voisins et l'onde de choc mondiale vues par les reporters et les spécialistes de la presse internationale.

Modern Love. Devenir une femme sans mère

La chronique phénomène du *New York Times* sur l'amour et la famille vous est proposée chaque semaine en exclusivité, traduite en français, par *Courrier international*. Ce dimanche, le récit d'une fille qui, après la mort de sa mère, s'aide de souvenirs, de fragments, d'amitié pour apprendre à se construire.

Vidéo. Comment ça va, les Français ?

Chaque semaine jusqu'à l'élection présidentielle, *Courrier international* sonde des électeurs à travers le regard de correspondants étrangers installés en France. Ce vendredi, l'analyse de Richard Werly, du quotidien suisse *Le Temps*.

L'horoscope de Rob Breznsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Comment être féministe au Nigeria ?
Les hommes ont-ils une horloge biologique ?
La K-pop est-elle queer ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Courrier international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 219,80 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €*

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>

ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-cv

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Édité par *Courrier international* SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Mars 2022. Commission paritaire n° 0722c82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31). Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Béranger Dominici (Pologne), Guillaume Marguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowski (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechai (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béloil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) HISTOIRE Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouré (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, *Courrier Histoire*), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérod, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66) INFORMATIQUE Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Giuseppe Arditi, Jean-Baptiste Bor, François Burkard, Anne-Françoise Cochet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Lecallet, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Lucie Droulers, Sophie Laurent-Lefèvre, Astrid Mouget, Valentine Morizot, Florent Normand, Robin de Obaldia, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Présidente Laurence Bonalizi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque *Courrier international* David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) Directeur délégué Activités programmées, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (16 54) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 Service clients Abonnements *Courrier international*, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 02 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) Courriel.abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by *Courrier International SA* c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to *Courrier International c/o ExpressMag, 67/69, avenue Marco-Polo, Montréuil, QC H1E 7K1, Canada.*



Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

pefc-france.org

Origine du papier : UK, Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations : Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



Ce numéro comporte un encart "Histoire" posé en aléatoire sur certains abonnés France Métropolitaine.



LA PETITE BOUTIQUE DE JULIE SE DÉVELOPPE AUSSI EN LIGNE.



En tant que banque créée par et pour les entrepreneurs, nous accompagnons nos clients pour développer leur activité avec **des solutions d'e-commerce** adaptées à chaque situation.

Découvrez nos offres d'encaissement en ligne simples et accessibles à tous.

**BANQUE
POPULAIRE**



la réussite est en vous

à la une

UKRAINE L'ONDE DE CHOC

Kiev encerclé, Marioupol, Kharkiv et Mykolaïv pilonnés... Les forces russes poursuivent leurs attaques tous azimuts, semant la mort et la terreur. Elles ont même bombardé, le 13 mars, une base militaire proche de la frontière avec la Pologne. Comme un avertissement. En quelques jours, l'Europe a vu ses certitudes voler en éclats. Une nouvelle histoire commence, annonce le politologue bulgare de renom Ivan Krastev.

→ Le 14 mars, dans un quartier résidentiel du nord-ouest de Kiev bombardé par l'aviation russe. Photo Aris Messinis/AFP





UN EMBRASEMENT INÉLUCTABLE?

Alors que la guerre en Ukraine entre dans sa quatrième semaine, le Kremlin semble plus que jamais déterminé à “broyer” ceux qui lui résistent. Et, écrit ce journal britannique, il n’hésitera pas à défier l’Occident, qui arme et soutient les Ukrainiens.

—The Times Londres

Tacite avait décrit de façon prémonitrice les horreurs de la guerre totale : “Enlèvements, massacres, pillages, voilà ce qu’ils appellent l’empire”, écrit l’historien romain en citant le chef des Calédoniens insurgés à propos des Romains. Et laisser des déserts, voilà ce qu’ils appellent la paix.”

Plusieurs villes ukrainiennes sont en train de devenir des déserts. La situation à Marioupol et Kharkiv n’est pas sans rappeler les destructions implacables de Coventry ou de Hambourg pendant la Seconde Guerre mondiale. Les frappes aériennes russes se font toujours plus brutales et ciblent indistinctement des immeubles d’habitation, des hôpitaux pour enfants et des convois de civils apeurés qui fuient dans les couloirs humanitaires qui n’en ont que le nom.

La stratégie russe est en train de changer. Dépités par la résistance ukrainienne et l’efficacité des missiles Stinger, les Russes sont en train de “broyer” les villes qu’ils ont encerclées. Tôt ou tard, ils vont probablement avoir recours à la solution mise en œuvre en Tchétchénie et en Syrie pour briser la résistance : des bombardements jour et nuit pour raser les grandes villes et tuer ou disperser la population. Kiev devrait connaître le même destin que Grozny.

Dans le même temps, les envahisseurs russes veulent empêcher les flots de livraisons d’armes occidentales qui traversent la frontière polonaise et qui ont montré leur efficacité entre les mains de l’armée ukrainienne, celle-ci une fois formée. Des missiles de croisière russes ont frappé une base importante à une vingtaine de kilomètres de la frontière et tué des dizaines de personnes.

COMME AU PLUS FORT DU RÈGNE DE STALINE, LA RUSSIE REPLONGE DANS L’ISOLEMENT ET L’AUTARCIE. TOUTE UNE GÉNÉRATION VOIT SON AVENIR COMPROMIS.

L’objectif étant justement d’empêcher la formation des soldats ukrainiens par des instructeurs des États-Unis et de l’Otan. Cette frappe, la première si loin vers l’ouest, est un message fort envoyé à la Pologne et à l’Occident : les Russes ne vont pas hésiter à porter la guerre aux frontières de l’Otan et au-delà si l’Alliance transatlantique poursuit son soutien, qu’ils jugent surnois, à la résistance ukrainienne.

C’est une étape supplémentaire qui a été franchie dans l’escalade du conflit. Elle vient

donner corps à la menace du président Poutine de déchaîner les enfers sur l’Occident si celui-ci décidait d’intervenir en Ukraine. Pour autant, cette menace n’a pas entamé la détermination de l’Occident à assurer sa propre défense ainsi que celle des Ukrainiens, qui pourraient bientôt mourir par dizaines de milliers.

Les atrocités commises par Moscou inondent désormais tous les soirs les écrans de télévision européens : des corps gisant dans des faubourgs glacés, des femmes et des enfants mutilés, au visage ensanglanté, des appartements en ruine, des civils se terrant dans des abris souterrains, sans eau, ni chauffage, ni lumière. Inquiet, le pape a lancé un appel à la paix [le 13 mars] : “Au nom de Dieu, je vous le demande : arrêtez ce massacre.” Les villes ukrainiennes sont en train d’être réduites à l’état de cimetière, alerte-t-il.

Paria international. Son appel est néanmoins resté lettre morte auprès des représentants de l’Église orthodoxe russe, berceau du nationalisme local, qui ont apporté leur soutien moral à la mission de réunification du monde orthodoxe et ont longtemps fait bloc avec le régime de Poutine.

Les dirigeants européens lancent eux aussi un appel à la paix : Emmanuel Macron et le chancelier allemand Olaf Scholz continuent de s’entretenir directement avec le Kremlin et réclament un cessez-le-feu. Mais Vladimir Poutine reste toujours aussi inflexible. Il ne rappellera pas ses chars et ses avions tant que Kiev n’aura pas renoncé définitivement à intégrer l’Otan, reconnu l’annexion de la Crimée et

accepté que les régions séparatistes de Donetsk et Louhansk forment désormais des gouvernements indépendants.

La troisième semaine de guerre est déjà bien engagée. Dans ce court laps de temps, la Russie est devenue un véritable paria au sein de la communauté internationale. Les entreprises, les traders, les représentants du secteur de l’énergie et les artistes occidentaux se dérobent les uns après les autres. Les banques russes subissent des sanctions, les exportations sont suspendues et les entrepreneurs sont tombés en disgrâce. Le pays replonge dans l’isolement et l’autarcie qu’il avait connus au plus fort du règne de Staline. Toute une génération de jeunes Russes voit leur avenir compromis et leurs espoirs ruinés.

Malgré des signes évidents de colère et de mécontentement au plus haut niveau, provoqués notamment par l’arrestation de pointures des services de renseignements, il semble illusoire d’espérer que les malheurs du peuple russe puissent déclencher un coup d’État. Les Occidentaux doivent se préparer à durcir encore davantage leur position, à accueillir d’autres réfugiés et à voir l’Ukraine continuer d’agoniser.

Publié le 14 mars

UE: l’indépendance énergétique en 2027

Le sommet européen de Versailles des 10 et 11 mars n’a pas avalisé un embargo sur les hydrocarbures russes. Pourtant, explique **Politico**, “la dépendance de l’Europe à l’égard de l’énergie russe” est “au centre des préoccupations” des Vingt-Sept, et certains États membres souhaitent aller plus loin que la Commission, qui a annoncé la réduction de deux tiers de la demande de gaz russe cette année. “Les Vingt-Sept n’en sont pas encore à couper toutes leurs importations d’hydrocarbures depuis la Russie, qui représente encore un fournisseur majeur”, constate **La Libre Belgique**. Ils proposent “l’interdiction des nouveaux investissements européens, mais aussi les transferts de technologies et les services financiers liés au secteur énergétique russe”. Cependant, le sommet de Versailles a fixé “la date limite de 2027 pour libérer l’UE de sa dépendance”, résume **le Guardian**. La Commission va présenter d’ici à la mi-mai “des propositions sur la manière d’atteindre cet objectif”. Le calendrier de ce plan fera “l’objet de débats intenses entre les États membres”, estime le quotidien belge. Car le défi est “plus important pour certains que pour d’autres, selon le poids que représentent les importations russes dans leur mix d’énergie”.

À la une



“LA GUERRE S’APPROCHE DES FRONTIÈRES DE L’OTAN”,

peut-on lire en une du Times le 14 mars. La veille, les forces russes ont tiré une trentaine de missiles de croisière sur la base militaire de Yavoriv, située à 25 kilomètres de la frontière polonaise et à une quarantaine au nord-ouest de Lviv. Ces frappes ont fait au moins 35 morts.

MARIOUPOL, ANÉANTI POUR L'EXEMPLE

Il est à craindre que la principale ville portuaire sur la mer d'Azov soit rasée par les troupes russes, déclare ce chroniqueur suisse. Une façon pour Poutine de savourer sa revanche après avoir échoué à prendre la ville en 2014.

—Le Temps Genève

C'était pourtant charmant, Marioupol. Son bord de mer et ses plages de sable. Ses collines et ses pavillons d'un autre temps. Ses places, ses terrasses et ses monuments. Depuis seize jours, ses 430 000 habitants sont pilonnés par l'armée russe, par terre et par air. Jour et nuit. Depuis une bonne semaine, la ville est encerclée. Ces derniers jours, les rares informations qui filtrent font état d'une population affamée et de cadavres qui s'empilent dans une fosse commune.

Sasha Volkov, vice-responsable de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Marioupol, témoignait mercredi 9 mars par un message audio transmis aux médias :

"Il n'y a plus d'électricité, plus d'eau ni de gaz. Donc plus de moyens de se chauffer.

*— Les magasins et pharmacies ont été pillés.
— Beaucoup témoignent ne plus avoir de nourriture pour les enfants. Certains ont encore à manger, je ne sais pas pour combien de temps.*

— Les gens commencent à se battre pour de la nourriture.

— Les gens endommagent des voitures pour voler l'essence.

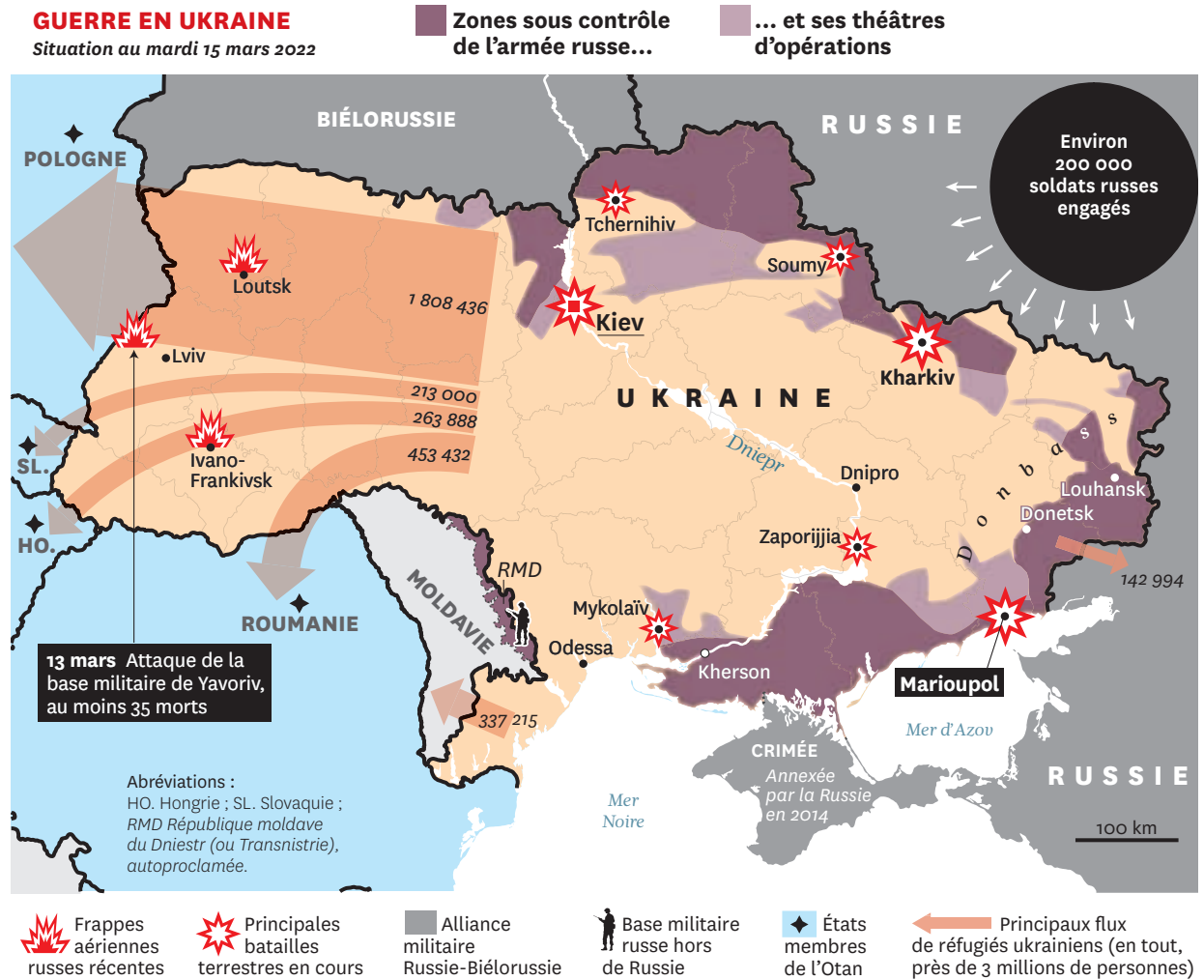
— Il n'y a plus moyen de trouver de médicaments pour les diabétiques ou les cancéreux.

— Les gens tombent malades en raison du froid."
Etc.

Le CICR apporte encore un peu d'aide en eau et en électricité. Le délégué conclut : *"Nous avons acheté du bois de chauffage, c'est précieux. On en a besoin pour cuisiner."*

Les habitants ont bien tenté de fuir. Mais les combats les ont stoppés. Les couloirs "humanitaires" n'ont jamais été sécurisés. Combien de civils sont-ils pris au piège ? 200 000 personnes ? 300 000 ? Combien y a-t-il de morts ? Impossible à dire. Le 9 mars, le bombardement d'un hôpital pédiatrique tuait trois personnes dont une fillette. Les femmes proches du terme étaient évacuées, éberluées, sur des brancards.

GUERRE EN UKRAINE Situation au mardi 15 mars 2022



COURRIER INTERNATIONAL D'APRÈS "THE NEW YORK TIMES", AGENCE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS (HCR), "LE MONDE"



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

La course effrénée des Occidentaux pour livrer des armes aux Ukrainiens

Un reportage du **New York Times** sur le pont aérien pour faire parvenir du matériel militaire aux forces ukrainiennes, une opération qui rappelle le pont aérien de Berlin en 1948.

Ce n'est qu'un début. Les tirs sont de plus en plus aveugles.

Pourquoi Marioupol ? La ville n'est pas qu'un lieu de villégiature. C'est aussi la plus polluée du pays. Dans sa banlieue, les usines sidérurgiques (aux mains de l'oligarque Rinat Akhmetov, l'homme le plus riche d'Ukraine) n'ont jamais cessé de cracher leurs fumées.

Son port – le plus important de la mer d'Azov – est la porte d'entrée de l'Est ukrainien. Entre la Russie et la Crimée, elle fait obstacle au continuum territorial rêvé par Moscou. En 2015, la ligne de front s'était figée à une vingtaine de kilomètres de la ville.

Voilà huit ans que Marioupol est en état de guerre. Huit ans que les soldats creusent des tranchées, que les femmes tissent des filets de camouflage, que les autorités préparent la population à cet assaut. Marioupol s'est transformé en forteresse.

Sa conquête, ainsi que celle des territoires de Donetsk et de Louhansk, restés sous contrôle de Kiev, aurait pu suffire au Kremlin à déstabiliser un peu plus l'Ukraine et les Européens. La surprise est que Vladimir Poutine a vu bien au-delà de Marioupol.

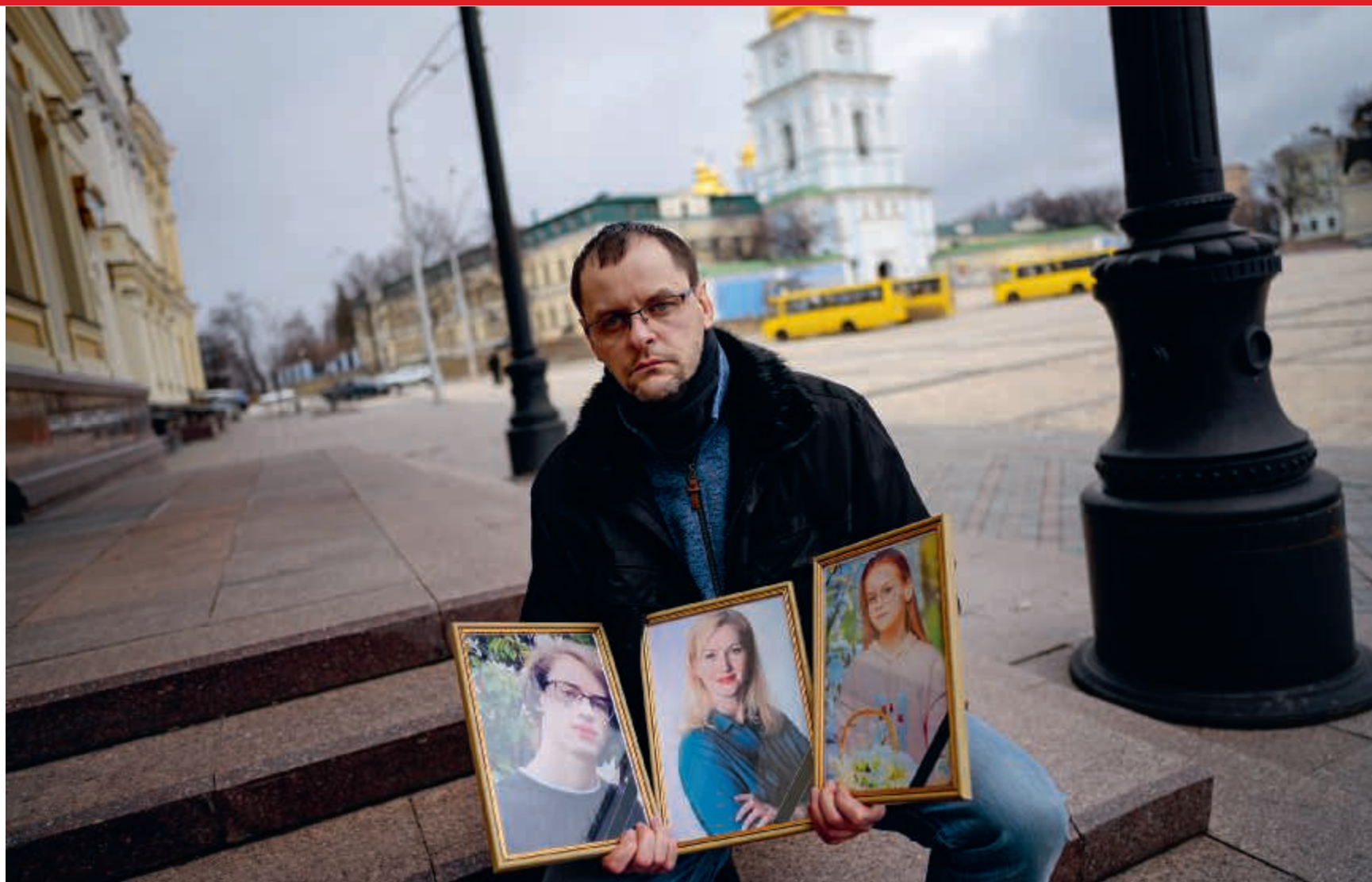
Il est toutefois à craindre que cette ville soit sacrifiée, rasée. Pour casser le moral des

Ukrainiens, pour l'exemple. Dans sa guerre totale, Vladimir Poutine voudra frapper les esprits, démontrer sa détermination, instiller la terreur. Comme en Tchétchénie avec Grozny. Comme en Syrie avec Alep.

La ville de Kiev ne peut être détruite. N'est-elle pas considérée comme la Jérusalem de l'orthodoxie russe ? Odessa sera préservée. N'est-elle pas une création russe chargée de symboles ? L'armée russe asphyxiera ces villes mais limitera les destructions. On peut encore l'espérer. Alors que Marioupol, cette ville au carrefour des migrations qui ne sut pas choisir le bon camp...

En 2014, l'armée ukrainienne avait repris le contrôle de Marioupol, en passe de tomber aux mains des rebelles du Donbass et de leurs supplétifs russes grâce au soutien du bataillon Azov et de Pravyi Sektor. Ces groupes paramilitaires ultranationalistes alimentent depuis la propagande du Kremlin qui associe le pouvoir ukrainien à des nazis. C'est absurde. Aucun membre de ce bataillon [transformé depuis en régiment Azov] n'est dans le gouvernement ukrainien. Mais l'anéantissement de Marioupol aurait aussi le goût de la revanche.

—Frédéric Koller
Publié le 12 mars



L'HISTOIRE DE TETIANA, MYKYTA ET ALISA, MORTS PRÈS D'UN PONT À IRPIN

Le 7 mars, le *New York Times* publiait une photo montrant les corps de civils ukrainiens, tués par un tir de mortier à Irpin et incarnant “le massacre aveugle” que commet l’armée russe en Ukraine. Le quotidien américain a cherché à savoir qui étaient ces victimes.

—The *New York Times* (extraits)
New York

Ils se sont connus au lycée. Ce n’est que quelques années plus tard qu’ils se sont mis ensemble, après s’être retrouvés sur la piste de danse d’une boîte ukrainienne. Mariés en 2001, ils vivaient dans une cité-dortoir de la banlieue de Kiev, avec leurs deux enfants et les chiens Benz et Cake. Elle était comptable, lui programmeur. Serhiy et Tetiana Perebyinis avaient un minivan Chevrolet.

RÉCIT

Ils avaient acheté une maison de campagne avec des amis, et Tetiana était une passionnée de jardinage et de ski.

Et puis, fin février, la Russie a envahi l’Ukraine, et rapidement les combats se sont rapprochés de Kiev. Bientôt, des obus se sont mis à tomber sur leur quartier. Un soir, leur immeuble a été frappé, et Tetiana et les enfants sont descendus s’abriter à la cave. Bientôt, son mari étant parti dans l’est du pays pour s’occuper de sa mère malade, elle a décidé que l’heure était venue pour elle et les enfants de fuir.

À la une



“UNE FAMILLE FAUCHÉE PAR UN OBUS ALORS QU’ELLE COURAIT SE METTRE À L’ABRI”

La photo dont il est question dans cet article a fait la une du *New York Times* le 7 mars.

Ils n’y sont pas parvenus. Tetiana Perebyinis, 43 ans, son fils, Mykyta, 18 ans, et sa fille, Alisa, 9 ans, ainsi qu’un bénévole d’une église qui leur venait en aide, Anatoly Berezhnyi, 26 ans, sont morts dimanche 6 mars alors qu’ils tentaient de traverser à la hâte les ruines d’un pont, à Irpin, leur ville, pour rejoindre Kiev.

Leurs bagages gisaient autour d’eux, et dans un sac de transport vert aboyait un petit chien.

Outre ces quatre-là, de très nombreuses personnes tentaient comme eux le week-end dernier de franchir ce pont, mais leur mort a résonné bien au-delà de leur banlieue ukrainienne. La photo des corps sans vie de la mère, de ses deux enfants et d’Anatoly Berezhnyi, prise par la photographe du *New York Times* Lynsey Addario, est venue incarner le massacre aveugle que commet l’armée d’invasion de la Russie, qui vise de plus en plus des zones civiles densément peuplées.

Serhiy Perebyinis et Polina Nadava, une marraine des enfants, ont accepté de nous parler d’eux, de leur vie, et de leurs dernières heures. Serhiy, 43 ans, a appris la mort de sa femme et de ses enfants sur Twitter, par des publications postées par des internautes ukrainiens.

La veille de la mort de Tetiana, Serhiy lui a dit à quel point il regrettait de ne pas être avec elle – quand il évoque ce moment, il fond en larmes, et ce sera la seule fois de notre entretien. “Je lui ai dit : ‘Excuse-moi de ne pas être là pour vous

défendre. J'ai voulu prendre soin d'une personne, et cela m'empêche de prendre soin de vous.' Elle a répondu : 'Ne t'inquiète pas, je vais sortir de là.'"

Mais elle n'en est pas sortie vivante, et aujourd'hui son mari trouve important que des photos et des vidéos aient gravé la mort de ses proches. "Le monde entier doit savoir ce qui se passe ici", assène-t-il.

La famille Perebyinis avait déjà été déplacée par la guerre en 2014 : ils vivaient à Donetsk quand la Russie y a fomenté un soulèvement séparatiste. Ils étaient partis s'installer à Kiev pour échapper aux combats et commencer une nouvelle vie. Quand, le mois dernier, les chars russes sont entrés en Ukraine, ils ont été abasourdis de revivre la même chose, raconte Serhiy Perebyinis.

SERHIY PEREBYINIS TROUVE IMPORTANT QUE DES PHOTOS ET DES VIDÉOS AIENT GRAVÉ LA MORT DE SES PROCHES. "LE MONDE ENTIER DOIT SAVOIR."

Les derniers temps, Mykyta s'était mis à dormir le jour pour pouvoir veiller la nuit sur sa mère et sa sœur. Au moindre bruit d'affrontement, il les réveillait, et tous trois se mettaient dans un couloir, loin des fenêtres. "Mon fils a subi un stress énorme", juge Serhiy Perebyinis.

Samedi 5 mars, après deux jours passés à la cave, ils ont fait leur première tentative pour quitter la ville. Mais alors qu'ils chargeaient leurs affaires dans leur minivan, un char est passé dans la rue. Ils ont décidé d'attendre.

Le lendemain, ils étaient debout à 7 heures, prêts à partir. Tetiana Perebyinis avait tout planifié minutieusement avec son mari. Elle et ses deux enfants, ainsi que ses parents, qui habitaient à proximité, devaient retrouver un groupe paroissial et essayer de partir pour Kiev, et de là rejoindre un endroit plus sûr.

Ils ont roulé aussi loin que possible dans Irpin, mais à un moment Tetiana Perebyinis a été contrainte d'abandonner le minivan. Ils sont alors partis à pied en direction d'un pont endommagé qui enjambe la rivière Irpin. Il leur fallait parcourir une centaine de mètres d'un côté du pont dans une rue très exposée aux tirs. Au moment où les forces russes ont commencé à tirer dans cette zone, de nombreuses personnes se sont abritées derrière un mur en brique.

Berezhnyis, le bénévole de la paroisse, qui avait précédemment mis sa famille à l'abri, se trouvait avec Tetiana Perebyinis et ses enfants quand ils ont commencé à courir pour rejoindre l'autre côté.

Pendant la nuit, Serhiy Perebyinis avait essayé de localiser sa femme grâce à son téléphone. La géolocalisation ne fonctionnait pas car la famille se trouvait à la cave, hors de portée du signal. Vers les premières heures du matin, il a vu qu'ils étaient encore chez eux. Mais ils ne bougeaient pas. La couverture réseau était trop aléatoire en ville. À 10 heures du matin, le dimanche,

← Serhiy Perebyinis tient les portraits de son fils, sa femme et sa fille tués le 6 mars à Irpin, en Ukraine.

Photo Lynsey Addario / The New York Times

Médias

DEUX JOURNALISTES ÉTRANGERS TUÉS

Brent Renaud a été tué le 13 mars à Irpin, une banlieue de Kiev. Il s'agit du premier journaliste étranger à trouver la mort sur le sol ukrainien depuis le début de l'invasion russe. Selon la police ukrainienne, citée par **The New York Times**, le journaliste et documentariste américain a été atteint à la tête quand sa voiture a été prise pour cible par des soldats russes. Le photographe Juan Arredondo, qui voyageait à ses côtés, a été blessé. Deux jours plus tard, c'est le cameraman Pierre Zakrzewski travaillant pour Fox News qui a été tué à Horenka, dans les environs de la capitale. Le journaliste Benjamin Hall qui l'accompagnait a été blessé. Au moins deux journalistes ukrainiens, Victor Dudar et Yevhen Sakun, ont également péri dans les combats.

un nouveau signal sur le téléphone de Serhiy Perebyinis : sa femme se trouvait à l'hôpital de Kiev. C'était mauvais signe. Il a immédiatement appelé sa femme, le téléphone sonnait, mais personne ne répondait. Il a composé le numéro de ses enfants. Sans succès.

Éclats d'obus. Une demi-heure plus tard, il a lu sur Twitter qu'une famille avait été tuée par des tirs de mortier à la sortie d'Irpin. Peu après, un autre post Twitter apparaissait sur son téléphone. Cette fois avec une photo. "J'ai reconnu leurs bagages, et c'est comme ça que j'ai compris", raconte-t-il.

Quand l'obus est tombé, la famille et Berezhnyi se trouvaient à une dizaine de mètres de l'impact. Ils n'avaient pas la moindre chance de s'en sortir. L'explosion a projeté des centaines d'éclats d'obus métalliques. Leurs corps se sont effondrés sur une route boueuse près d'un monument aux morts de la Seconde Guerre mondiale, où une plaque disait "À la mémoire de ceux qui sont tombés pour la mère patrie lors de la Grande Guerre patriotique". Les parents de Tetiana Perebyinis, qui marchaient derrière eux, n'ont pas été blessés.

Quand on lui demande de parler de sa femme, Serhiy Perebyinis se tasse dans son fauteuil. Polina Nedava prend le relais et raconte que c'était une personne agréable à vivre, toujours très enjouée. Évoquant leur mariage, Serhiy Perebyinis ajoute : "Nous avons rénové trois appartements et nous ne nous sommes jamais disputés."

À la mi-février, avant le début de la guerre, le père de famille avait dû retourner à Donetsk, dans cette région de l'est de l'Ukraine tenue par les séparatistes, afin de s'occuper de sa mère, malade du Covid-19. Après le début des hostilités, le point de passage vers l'Ukraine a été fermé, et Serhiy Perebyinis s'est retrouvé coincé.

Pour retourner à Kiev depuis Donetsk, après la mort de sa famille, Serhiy Perebyinis a dû se rendre en Russie et prendre un avion pour aller à Kaliningrad, et de là rejoindre la Pologne. À la frontière russo-polonaise, il a été interrogé par des gardes russes, qui ont pris ses empreintes, apparemment prêts à l'arrêter sans raison valable, mais ils ont fini par le laisser passer. Il raconte leur avoir déclaré : "Ma femme et mes enfants sont morts dans votre prétendue 'opération spéciale'. Pour nous, c'est la guerre. Faites ce que vous voulez. J'ai déjà tout perdu."

—Andrew E. Kramer
Publié le 11 mars

SOURCE



THE NEW YORK TIMES

New York, États-Unis
Quotidien
nytimes.com

The New York Times est le journal américain de référence. La famille Ochs-Sulzberger, qui, en 1896, a pris le contrôle de ce journal, est toujours à la tête du quotidien de centre gauche.

Dernière minute

COMBATS

Au vingtième jour de guerre, le 15 mars, aucun signe d'apaisement n'était en vue. À l'aube, des tirs d'artillerie ont détruit des immeubles d'habitation à Kiev. Les forces russes resserraient leur étau sur la capitale-forteresse, où un couvre-feu de trente-cinq heures devait débiter dans la soirée, selon **CNN**.

À Marioupol, port stratégique sur la mer d'Azov, les 350 000 habitants encore sur place continuaient de vivre sous les bombes, sans eau, nourriture ni électricité, même si, pour la première fois, un convoi de 160 voitures a pu quitter la ville, le 14 mars. Les autorités évoquent plus de 2 500 morts, rapporte **The Guardian**. Pour le conseiller à la présidence ukrainienne Oleksiy Arestovitch, cité par l'agence de presse **Interfax**, "les Russes rayent purement et simplement la ville de la surface de la terre".

Au nord de Marioupol, l'aéroport de Dnipro a été bombardé le 15 mars, selon Valentyn Reznitchenko, gouverneur de la région, cité par le média **Ukrinform**. Les troupes russes doivent s'emparer de la ville si elles veulent progresser vers l'est et prendre en tenaille les soldats ukrainiens près du Donbass. Plus à l'ouest, en direction de la mer Noire, Mykolaïv continuait de tenir.

"Pas une heure ne s'écoule sans qu'on entende le son des tirs et des explosions", raconte l'envoyé spécial de **Foreign Policy**. La ville, pilonnée elle aussi sans discontinuer depuis des jours, est le dernier verrou sur la route d'Odessa. "Si Odessa tombe, la Russie prendra le contrôle de toute la côte ukrainienne."

NÉGOCIATIONS

Parallèlement à ces offensives tous azimuts, Ukrainiens et Russes poursuivaient leurs pourparlers. Un quatrième round s'est tenu les 14 et 15 mars. Le 12, le président Volodymyr Zelensky avait noté une approche nouvelle, "fondamentalement différente", de Moscou dans les négociations. Pour le **Daily Mail**, il pourrait exister une "lueur d'espoir". Dans la nuit du 14 au 15 mars, le chef d'État a affirmé que les Russes avaient "déjà commencé à comprendre qu'ils ne parviend[raient] à rien par la guerre". Son conseiller Oleksiy Arestovitch a quant à lui déclaré, selon **The Economist** : "Soit un accord de paix sera conclu dans les deux semaines, soit les forces ukrainiennes viendront à bout de la Russie d'ici à la fin d'avril."

LE JOUR OÙ L'ALLEMAGNE A BASCULÉ

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a chamboulé de fond en comble la vie politique du pays, constate ce journaliste allemand. De la défense à la transition écologique en passant par l'austérité et l'héritage d'Angela Merkel, les remises en question touchent tous les domaines.

— **UnHerd** (extraits) Londres

La mort est un maître d'Allemagne." Ce vers est tiré de *Fugue de mort*, un poème écrit par Paul Celan pour dire l'abjecte horreur de la guerre génocidaire menée par les nazis en Europe de l'Est. Celan était juif. Et il était né à Tchernivtsi, une ville aujourd'hui en Ukraine, qui se trouvait alors en Roumanie.

Ces mots inoubliables écrits en 1945 sont restés enfouis dans la psyché allemande. Plongés dans une culpabilité sans fond pour les crimes commis sous le III^e Reich, beaucoup d'Allemands nourrissent depuis des décennies une profonde méfiance à l'égard de leur propre culture et de leur pays, ainsi que la crainte qu'une Allemagne militariste, nationaliste et sanguinaire ne renaisse des cendres de la guerre.

C'est pourquoi, pendant toutes ces décennies, l'Allemagne a prôné le pacifisme et le désarmement, alliés aux échanges commerciaux et au dialogue. Cette doctrine a trouvé une concrétisation dans l'Ostpolitik du chancelier social-démocrate Willy Brandt à la fin des années 1960 et dans les années 1970, quand l'Allemagne de l'Ouest a commencé à importer du gaz naturel d'Union soviétique. Lorsque Vladimir Poutine, un ancien agent du KGB ayant vécu à Dresde et parlant couramment l'allemand, a remplacé Boris Eltsine au Kremlin en 1999, l'Allemagne a redoublé d'efforts pour continuer sur la voie du *Wandel durch Handel*, le "changement par le commerce". C'est dans ce contexte que Volkswagen a ouvert une grande usine à Kalouga, au sud de Moscou, en 2007.

En 2011, sous la vigilance de la chancelière Angela Merkel, le gazoduc Nord Stream 1 a relié la Russie à l'Allemagne en passant sous la mer Baltique. Il a commencé à injecter du gaz sibérien directement dans les veines de l'industrie allemande en contournant les pays de transit comme l'Ukraine, les privant ainsi de revenus. Jusqu'au premier jour de l'invasion, l'Allemagne est restée persuadée, on ne sait comment, que le très controversé Nord Stream 2 allait ouvrir.

En décembre 2021, Poutine a téléphoné à Merkel pour la remercier de "nombreuses années de coopération fructueuse". Rétrospectivement, on comprend qu'il voulait dire : merci d'avoir rempli mon

trésor de guerre. Un jour plus tôt, le président russe avait écrit au futur chancelier social-démocrate, Olaf Scholz, qu'il souhaitait engager avec lui "un dialogue constructif" et "travailler sur les sujets à l'ordre du jour bilatéral et international".

À la mi-février, lorsque le renforcement des troupes russes a fait penser que Poutine préparait vraiment l'impensable, Scholz s'est à son tour assis au bout de la grande table de six mètres au Kremlin pour parler de solutions diplomatiques. Puis il est rentré à Berlin, plein d'espoir.

Le 24 février, le ciel nous est tombé sur la tête. L'invasion par Poutine d'un grand pays souverain situé à deux frontières de l'Allemagne (à vol d'oiseau, Kiev est à 1 204 kilomètres de Berlin) a détruit toutes les illusions. L'Occident tout entier a compris qu'il avait été berné. Mais la plus grande dupe a été l'Allemagne.

L'Allemagne n'a plus su quoi dire. Les mots nécessaires pour décrire ce qui s'était passé avaient été ensevelis sous les ruines de la vision que le pays avait de lui-même, de la Russie et du monde. Les Allemands n'avaient jamais été effleurés par l'idée que, près de quatre-vingts ans après la Seconde Guerre mondiale, la menace pour l'Europe pourrait venir d'ailleurs. Devant

➤ "C'est de la part d'Olaf Scholz." Dessin de Niels Bo Bojesen paru dans *Jyllands-Posten*, Danemark.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Le Danemark décide d'investir dans son armée. L'exécutif danois va porter le budget de la défense nationale à 2% du PIB. Une décision historique pour la presse nationale.

l'évidence de l'ampleur des plans de Poutine concernant l'Ukraine, la conscience politique de l'Allemagne a commencé à évoluer. Il est devenu clair que le soutien apporté par le grand moteur économique européen à l'Ukraine (l'envoi de 5 000 casques !) avait été honteusement insuffisant. Le dimanche 27 février, Olaf Scholz, considéré jusque-là comme un chancelier insipide et inefficace, s'est rendu devant le Bundestag et a annoncé le plus grand revirement dans la politique étrangère et de sécurité allemande depuis la Seconde Guerre mondiale.

"Au vu du tournant que représente l'agression de M. Poutine, notre approche est la suivante : ce qui est nécessaire pour garantir la paix en Europe, nous le ferons", a-t-il déclaré. Un fonds spécial de 100 milliards d'euros pour la défense allait donc être ajouté au budget 2022, soit le double du budget militaire annuel. Au programme : modernisation massive de l'arsenal et réforme structurelle de l'armée, déliquescence et mal organisée. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale,

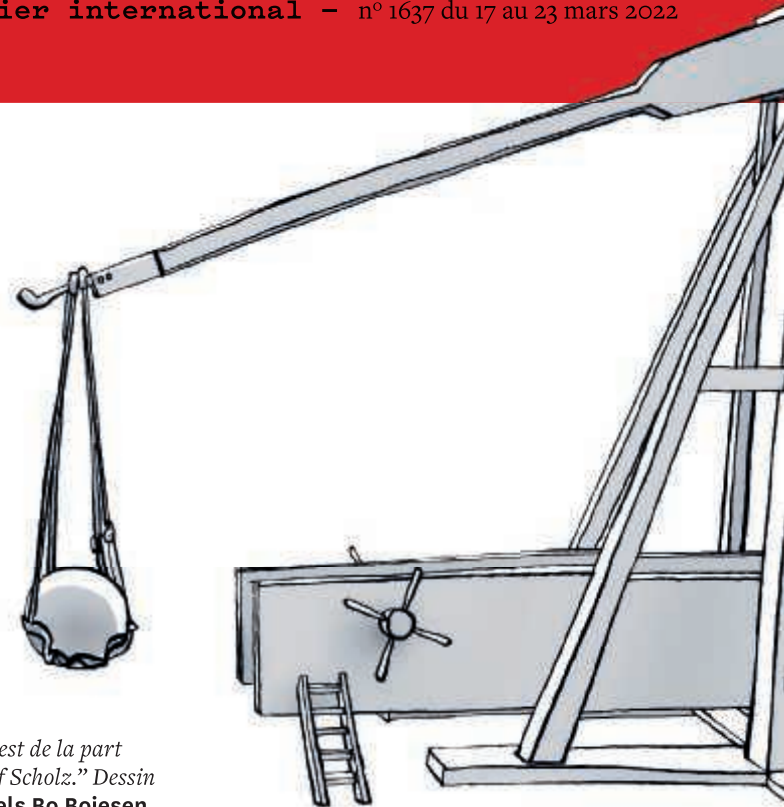
Contrepoint

Ne renonçons pas au pacifisme !

●●● Lors des récentes manifestations pour la paix à Berlin, on pouvait lire sur les pancartes un slogan quasiment récurrent : "Des armes pour l'Ukraine". Un appel au réarmement ? Dans un rassemblement pacifiste ? Cette idée a tout de suite interloqué Julia Haak. "Voilà une demande bien étrange", a pensé la journaliste de la *Berliner Zeitung*. Pourtant, elle illustre parfaitement le changement de mentalité de l'Allemagne vis-à-vis de la guerre et de sa politique étrangère. "On est en train d'enterrer le rêve pacifiste allemand sous les décombres

des villes ukrainiennes, explique-t-elle. Chaque tir d'arme, quelle qu'elle soit, semble l'enfoncer davantage." En témoignent les récentes annonces du gouvernement du chancelier social-démocrate, Olaf Scholz : augmentation du budget consacré à la défense, envoi d'armes et d'avions de combat en Ukraine, blocage du gazoduc Nord Stream 2, qui relie l'Allemagne à la Russie. "Œil pour œil, dent pour dent. À chaque nouvelle bombe, l'Occident met en place une nouvelle sanction." Pour la journaliste, cette attitude est compréhensible. "L'ordre européen

de paix est ébranlé, analyse-t-elle. La loi du plus fort règne à nouveau en Europe de l'Est, ressuscitée d'entre les morts, et personne ne sait si elle restera cantonnée à cette région du monde." Néanmoins, "la rapidité avec laquelle l'Occident - et en premier lieu l'Allemagne - laisse tomber ses convictions, positionne des troupes, livre des armes, forge des alliances et tranche net des liens économiques qui étaient jusqu'à ce jour censés assurer la paix est stupéfiante". Agir sous le coup de l'émotion n'est pourtant pas une solution pérenne. "À la fin, il faudra bien que l'on se parle."





L'Allemagne allait envoyer des armes dans une zone de guerre. Désormais, plus de 2 % du PIB serait consacré aux dépenses militaires, comme l'avait réclamé Donald Trump. L'Allemagne était devenue en quelques phrases le troisième pays avec les plus fortes dépenses militaires du monde, dépassant le Royaume-Uni et la France.

Des députés ont applaudi. Certains ont pleuré. Scholz venait de faire voler en éclats l'idée que l'Allemagne se faisait d'elle-même. Ce jour-là, l'illusion communément répandue qu'un pays de 80 millions d'habitants situé au milieu du continent pouvait rester une grosse Suisse est définitivement morte.

L'ILLUSION COMMUNEMENT RÉPANDUE QU'UN PAYS SITUÉ AU MILIEU DU CONTINENT POUVAIT RESTER UNE GROSSE SUISSE EST DÉFINITIVEMENT MORTE.

Bien sûr, les députés de base les plus à gauche du SPD et leurs homologues Verts ont crié leur indignation, mais les dirigeants des deux partis de centre gauche ont soutenu Scholz. De même que les partenaires jaunes de la coalition "feu de signalisation", les libéraux du FDP. Et, comme on pouvait s'y attendre, les membres de la CDU, de centre droit.

"En moins de quatre-vingt-seize heures, lit-on dans *Die Zeit*, les coordonnées politiques ont changé. Le SPD a jeté par-dessus bord trente ans de politique étrangère et de sécurité, les Verts ont dit adieu au pacifisme, le FDP à l'austérité à tout prix et à l'idée que la transition énergétique ne devait rien coûter à l'État, et la CDU à la conviction que les seize années de Merkel avaient été seize bonnes années."

Le projet central de ce gouvernement, la neutralité climatique, a été balayé. L'idée que le gaz russe pouvait servir de bouche-trou en attendant qu'un nombre suffisant de sources d'énergie renouvelables soient opérationnelles n'est qu'une illusion de plus à être partie en lambeaux.

Le ministre vert de l'Économie, Robert Habeck, doit maintenant goupiller une feuille de route vers la neutralité carbone qui rompt la dépendance aux combustibles fossiles de Poutine. Ironie du sort, pour que la lumière reste allumée, Habeck envisage la possibilité de laisser fonctionner les centrales nucléaires et à charbon plus longtemps que prévu. La sécurité a blackboulé le climat.

Un autre effet observable est l'effilochage des franges politiques. Le parti de droite populiste AfD est fracturé et affaibli. L'ancienne admiration de ses membres pour le président russe ne joue pas en leur faveur, ni leurs diatribes contre ces institutions "mondialistes" que sont l'UE et l'Otan. Leurs jérémiades sur la "coronadictature" ont l'air bien puériles à côté d'une guerre déclenchée par un dictateur.

Les membres du petit parti de gauche Die Linke, enraciné dans le communisme est-allemand, ont également eu du mal à condamner Poutine et à réprimer leurs penchants anti-Otan. Certains continuent de clamer que l'expansion de l'Alliance atlantique vers l'est est responsable de la guerre, mais ils sont de plus en plus seuls.

Une minorité de gauchistes actifs sur Twitter lance des mises en garde contre un nouveau militarisme allemand et les dangers d'un "glissement des bases", impliquant qu'une Bundeswehr mieux financée pourrait dériver vers une agression menée par l'Allemagne elle-même. Dans l'esprit de ces personnes, l'Allemagne aura toujours un fond autoritariste et belliqueux.

Un dictateur a craché au visage de l'Allemagne et menace la stabilité de son voisinage. "Nous avons à nouveau un ennemi, qui nous pousse à nous regarder en face", écrit Armin Nassehi, professeur de sociologie. Ce qu'il veut dire, c'est que l'Allemagne voit enfin l'évidence : qu'elle est une démocratie mature, responsable et solidement ancrée en Europe. Le fait que des pays voisins, comme la Pologne, aient applaudi le changement de cap de Scholz est significatif.

Selon un ami proche de la direction du SPD, l'effort de défense annoncé par Scholz sera profondément enraciné dans les structures européennes et mené en coordination avec les alliés de l'Allemagne. C'est à des années-lumière du vieux militarisme allemand.

L'Allemagne a-t-elle une fois pour toutes chassé ses fantômes ? S'agit-il de la dernière étape sur la voie de la normalité ? Il y a des raisons d'être sceptiques. L'usine Volkswagen de Kalouga a fermé, mais Nord Stream 1 continue de déverser du gaz russe. On pourrait penser que Scholz n'a pas vraiment changé d'avis mais qu'il a subi des pressions de ses alliés. Certains font remarquer qu'injecter de l'argent dans une armée négligée depuis longtemps ne résoudra pas ses problèmes structurels. Et quel qu'un a écrit dans la *Berliner Zeitung* que le "pacifisme toxique" de l'Allemagne continuera à faire rage sous la surface.

Ce qui est indéniable, c'est que dix jours après le début de la guerre l'Allemagne a changé. Qui sait ce que dix jours de plus pourraient faire.

—Maurice Frank
Publié le 9 mars

Vu d'Italie

"La guerre juste n'existe pas"

●●● Avec les 450 millions d'euros débloqués par l'Union européenne, certains pays membres ont décidé, le 27 février, de financer la résistance de Kiev par l'envoi d'armes. Une décision historique, qui a soulevé un vaste débat dans la presse de gauche italienne, qui se demande si la solution "armée" est vraiment la seule envisageable. Pour le quotidien libéral de gauche **Il Riformista**, la réponse est non, car, "le pacifisme n'est pas négociable. C'est un principe qui n'existe que s'il est appliqué sans exceptions. La guerre juste n'existe pas, il s'agit toujours de la négation de la politique." L'argument selon lequel l'Ukraine n'a pas cherché cette guerre et Kiev ne fait que se défendre d'une agression est battu en brèche par certains pacifistes, qui affirment que l'envoi de matériel militaire aura comme seule conséquence de faire encore plus de morts.

Quant au quotidien romain **Domani**, il n'écarte pas l'option de l'envoi d'armes à l'Ukraine, mais se questionne sur les véritables objectifs poursuivis par les Occidentaux : "Ces livraisons doivent être calibrées pour décourager l'invasion et sauver les vies des civils, pas pour annihiler Poutine" par le biais de la résistance ukrainienne. De nombreux militants se retrouvent aujourd'hui face à un dilemme : comment se montrer solidaire de l'Ukraine tout en refusant un envoi d'armes pourtant demandé par Kiev ? Le débat agite les rangs du mouvement pacifiste, qui s'est scindé lors des manifestations du 5 mars. Le grand syndicat CISL a refusé de se ranger derrière des slogans tels que "neutralité active", par crainte de se montrer "équidistant des deux camps qui font la guerre".

Vu du Royaume-Uni

Le siège de Londongrad



●●● Roman Abramovitch a "du sang sur les mains", titre le quotidien **i**. Et des avoirs gelés au

Royaume-Uni. Jeudi 10 mars, le propriétaire du Chelsea FC a été ajouté à la liste des oligarques sanctionnés par le gouvernement britannique. Dix-huit milliardaires considérés comme proches de Vladimir Poutine ont subi le même sort dans le pays depuis le lancement de l'invasion russe. En 2003, au moment de son arrivée à la tête du club, champion d'Europe en titre, Roman Abramovitch symbolisait l'influence grandissante de l'argent russe au Royaume-Uni. Ces dernières semaines, Londres, baptisée parfois ironiquement "Londongrad", tente d'inverser la vapeur en multipliant les annonces fortes.

"Le gouvernement rattrape le temps perdu avec le vote d'une loi obligeant les propriétaires étrangers de biens immobiliers à dévoiler leur identité", détaille le site d'information **Reaction**. Autre conséquence de la guerre en Ukraine outre-Manche : Boris Johnson semble avoir, pour l'heure, sauvé son poste de Premier ministre. Oublié depuis deux semaines le scandale du "partygate", qui était sur le point de provoquer sa chute. Sa cote de popularité remonte à la faveur d'une position ferme face à la Russie et d'une relation forte nouée avec Volodymyr Zelensky, symbolisée par des livraisons d'armes amorcées dès janvier dernier. "Je déteste Boris Johnson, mais, ici, à Kiev, les personnes que j'interroge remercient Londres pour l'envoi d'armes [en janvier]", constate le reporter Oz Katerji dans l'hebdomadaire de gauche **New Statesman**.

LES PAYS NEUTRES DÉSTABILISÉS

Des pays extérieurs à l'Otan, comme l'Autriche, l'Irlande ou la Finlande, ont condamné l'invasion russe de l'Ukraine. Dans ces États européens, le conflit a fait resurgir de vieux débats sur l'importance – ou non – de la neutralité. Et leurs opinions publiques sont divisées.

—**Süddeutsche Zeitung** Munich

Le week-end du 5 mars, l'ambassade de Russie à Vienne a été la cible de ce qu'elle a qualifié d'"agression barbare". Une main coupable avait lancé une bombe de peinture sur la plaque dorée ornant son portail. À l'heure où la guerre d'agression russe contre l'Ukraine fait rage, cette pleurnicherie publique n'a pas été bien accueillie par les Autrichiens.

La guerre est une chose barbare ; une tache de peinture rouge sur une plaque, non. C'est avec la même froideur que le gouvernement a entendu les plaintes du ministère des Affaires étrangères russe à Moscou, accusant le chancelier autrichien, Karl Nehammer, d'afficher "une neutralité seulement de façade" – ce dernier ayant à plusieurs reprises déclaré publiquement que la Russie était l'agresseur et l'Ukraine la victime.

En Autriche, le gouvernement et la population sont unis dans leur condamnation de l'agression russe. Néanmoins, 80 % des Autrichiens restent favorables au maintien de la neutralité de leur pays. En 1955, le chancelier de l'époque, Julius Raab, avait négocié un accord avec le ministre des Affaires étrangères russe d'alors, Viatcheslav Molotov : en échange du retrait des troupes russes [stationnées en Autriche après la division du pays en zones d'occupation réparties entre les forces alliées], Vienne s'engageait à ne jamais rejoindre d'alliance militaire, tout en faisant partie du bloc occidental. Depuis, l'Autriche dispose, certes, d'une armée participant aux missions européennes à l'étranger, mais sa Constitution lui interdit d'adhérer à une alliance militaire ou d'autoriser le stationnement de troupes étrangères sur son territoire.

Aujourd'hui, certains responsables de second rang de l'ÖVP [parti conservateur au pouvoir] réfléchissent à une possible adhésion à l'Otan : l'exemple de l'Ukraine montre combien le statut de neutralité vaut peu aux yeux d'un agresseur comme la Russie. Les libéraux du parti Neos

➤ Dessin d'Alex paru dans **La Liberté**, Fribourg.

À la une



“UN DÉFI À L'OCCIDENT”

En une de son numéro de mars-avril, **Política Exterior** montre un char déchirant un rideau bleu étoilé sur une scène jaune. Une référence aux couleurs de l'UE et de l'Ukraine. "Les doutes des Européens sur la nécessité de s'unir en matière de politique étrangère et de construire une défense commune ont disparu sur-le-champ", ajoute sur son site le bimestriel espagnol.



jugent l'idée recevable, tandis que les sociaux-démocrates du SPÖ la refusent catégoriquement, lui préférant une neutralité "active" et "engagée". Tous reconnaissent néanmoins que la neutralité de l'Autriche ne lui interdit pas de prendre position sur le conflit actuel, et que le pays a intérêt à participer à la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'Union européenne. Les opposants à une adhésion à l'Otan mettent en garde contre une augmentation massive du budget de la défense. Politiquement, l'arrivée de l'Autriche au sein de l'Otan reste, pour l'heure, difficile à concevoir.

La question agite également d'autres pays européens. Il y a quelques jours, le journal irlandais *Independent* a publié un sondage de l'insti-

“PERSONNE NE PEUT RESTER NEUTRE QUAND ON VOIT CE QUE L'ARMÉE RUSSE FAIT EN UKRAINE.”

Charlie Flanagan, ANCIEN MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES IRLANDAIS

tut Ireland Thinks qui résume les incertitudes des Irlandais quant à leur propre neutralité. Interrogés sur la pertinence de ce statut, 49 % la reconnaissent, tandis que 44 % en doutent. La neutralité de l'Irlande date des années 1930, et son armée est relativement peu importante. Avec une population de 5 millions d'habitants, l'Irlande ne compte que 10 000 soldats, réservistes compris.

Le Premier ministre irlandais, Micheál Martin, a récemment déclaré que si l'adhésion à l'Otan n'était toujours pas à l'ordre du jour, la question de la neutralité irlandaise et de son interprétation méritait d'être posée, notamment concernant sa petite armée. "Personne ne peut rester neutre quand on voit ce que l'armée russe fait en Ukraine", affirme Charlie Flanagan, ancien ministre des Affaires étrangères irlandais. Dans

le même sondage, 29 % des Irlandais interrogés estiment légitime que l'Otan envoie des troupes en Ukraine – même si cette décision augmente le risque de nucléarisation du conflit.

Porte dérobée. Ancien pays non aligné, Malte se déclare "militairement neutre". Si son ministre des Affaires étrangères, Evarist Bartolo, a condamné l'invasion russe, Malte ne viendra toutefois pas en aide à l'Ukraine avec des armes mais en lui fournissant des médicaments et des colis humanitaires. Des tensions sont apparues avec l'UE et les États-Unis en raison des passeports dorés, que l'île souhaitait maintenir. Depuis 2014, Malte offre sa citoyenneté à de riches ressortissants russes, à condition que ceux-ci investissent au moins 1 million d'euros dans le pays. Une porte dérobée pour accéder à l'UE que Malte a provisoirement – et à contrecœur – fermée aux Russes et aux Biélorusses, sous la pression de Bruxelles et de Washington. Il y a encore une semaine, le gouvernement maltais déclarait que son programme de la citoyenneté par l'investissement – qui lui a rapporté des millions d'euros – n'était pas soumis aux sanctions occidentales.

La Suède et la Finlande revendiquent encore une autre position : ces deux pays ne se présentent pas comme neutres, mais plutôt "hors de toute alliance". Mais là-bas aussi, les certitudes vacillent (lire p. 15) : à en croire un récent sondage, 41 % des Suédois sont désormais favorables à l'adhésion à l'Otan, contre 35 % qui continuent de la rejeter. En Finlande, le retournement d'opinion est encore plus marqué. Ils sont désormais une majorité de Finlandais à approuver un ralliement à l'Alliance atlantique. Fait inédit dans leur histoire, ces deux pays ont également envoyé des armes à l'Ukraine. Pendant ce temps, Moscou profère des menaces non voilées : toute adhésion de l'un de ces deux États à l'Otan entraînerait "des conséquences politiques et militaires".

—**Cathrin Kahlweit, Oliver Meiler et Michael Neudecker**

Publié le 8 mars

AUX PORTES DE L'OTAN?

VU DE SUÈDE La prudence de la Première ministre passe mal auprès des partisans d'une adhésion du pays et de son voisin finlandais, où le débat sur une candidature est plus avancé.

Depuis qu'elle a estimé qu'à l'heure actuelle une demande d'adhésion de la Suède à l'Otan "déstabiliserait la situation", déjà tendue, avec la Russie, la Première ministre fait face à une salve de critiques, tant dans son pays qu'en Finlande. Prononcés mardi 8 mars devant la presse, ces propos indiquent que, pour Magdalena Andersson, "nous faisons ce que la Russie veut, et avec la même justification que celle utilisée par Poutine", dénonce le quotidien conservateur **Svenska Dagbladet**.

En revanche, pour **Aftonbladet**, proche du parti au pouvoir, le moment n'est pas venu de "pousser pour l'adhésion de la Suède à l'Otan au milieu d'une guerre brûlante", comme le font des partis d'opposition. "À court terme, ajoute-t-il, la capacité de défense suédoise doit occuper le devant de la scène", avec comme corollaire un approfondissement de la coopération militaire avec la Finlande et les États membres de l'Otan. C'est dans cet esprit que Magdalena Andersson a annoncé, le 10 mars, que le budget suédois de la défense allait passer "dès que possible" à 2 % du PIB, contre 1,25 % cette année, relate le quotidien régional **Göteborgs-Posten**.

La grande prudence manifestée par la dirigeante suédoise a provoqué des remous en Finlande, pays voisin qui, comme le royaume, est un des rares membres de l'UE à ne pas avoir adhéré à l'Alliance atlantique. À Helsinki, le débat sur une possible demande de candidature à l'Otan avance à un rythme nettement plus soutenu qu'à Stockholm.

C'est pourquoi les commentaires prudents de Magdalena Andersson "ont surpris les dirigeants finlandais", assure le quotidien suédois **Dagens Nyheter**. Interrogé par ce journal libéral, un chercheur en politique de sécurité à l'Institut finlandais de politique étrangère s'interroge : "S'agit-il d'une tentative de fermer la porte à l'adhésion de la Finlande à l'Otan ? Car si l'adhésion de la Suède devait déstabiliser l'Europe, cela s'appliquerait encore plus à la Finlande, qui est plus vulnérable", notamment en raison de sa frontière avec la Russie, longue de plus de 1300 kilomètres, estime Charly Salenius-Pasternak.

Depuis, Magdalena Andersson a démenti vouloir influencer sur la décision finlandaise. Dans un entretien à **Dagens Nyheter**, elle a assuré que la porte d'une demande d'adhésion à l'Otan n'était pas fermée : "Si nous estimons que c'est ce qu'il y a de mieux pour la Suède, nous commencerons bien sûr à examiner cette question." Pour ses adversaires politiques, le dossier aura plus de chance de progresser si la droite l'emporte aux législatives du 11 septembre prochain.

Même en Finlande, la précipitation ne semble pas être de mise. "La principale préoccupation de l'Otan est désormais de voir comment la situation en Ukraine pourrait être apaisée. Ce n'est donc pas le moment de demander l'adhésion à l'Otan", a commenté le ministre de la Défense finlandais, Antti Kaikkonen, lors d'une visite à Washington, le 9 mars. Le président Sauli Niinistö a, lui, insisté sur le fait qu'"éviter l'escalade est une question clé en ce moment", rapporte **Dagens Nyheter**.

— **Courrier international**



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

En Irlande, des voix s'élèvent contre une neutralité "hypocrite".

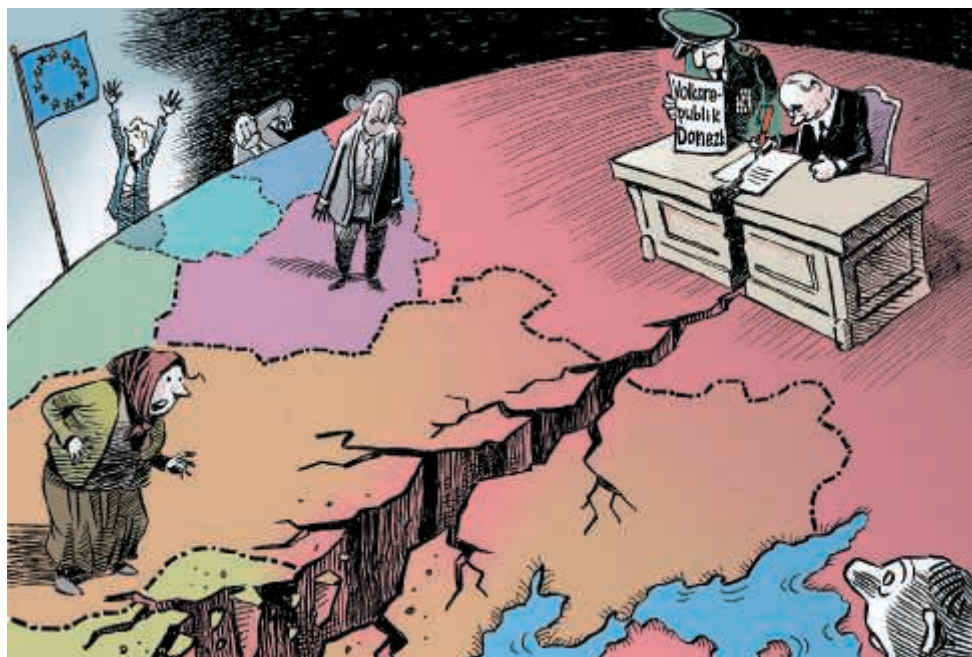
Composante forte de l'identité irlandaise, la volonté de ne s'immiscer dans aucun conflit vacille depuis le début de la guerre en Ukraine. D'autant que le pays prend déjà parti régulièrement sur le plan politique et diplomatique. Les analyses de la presse irlandaise.

Vu de Russie

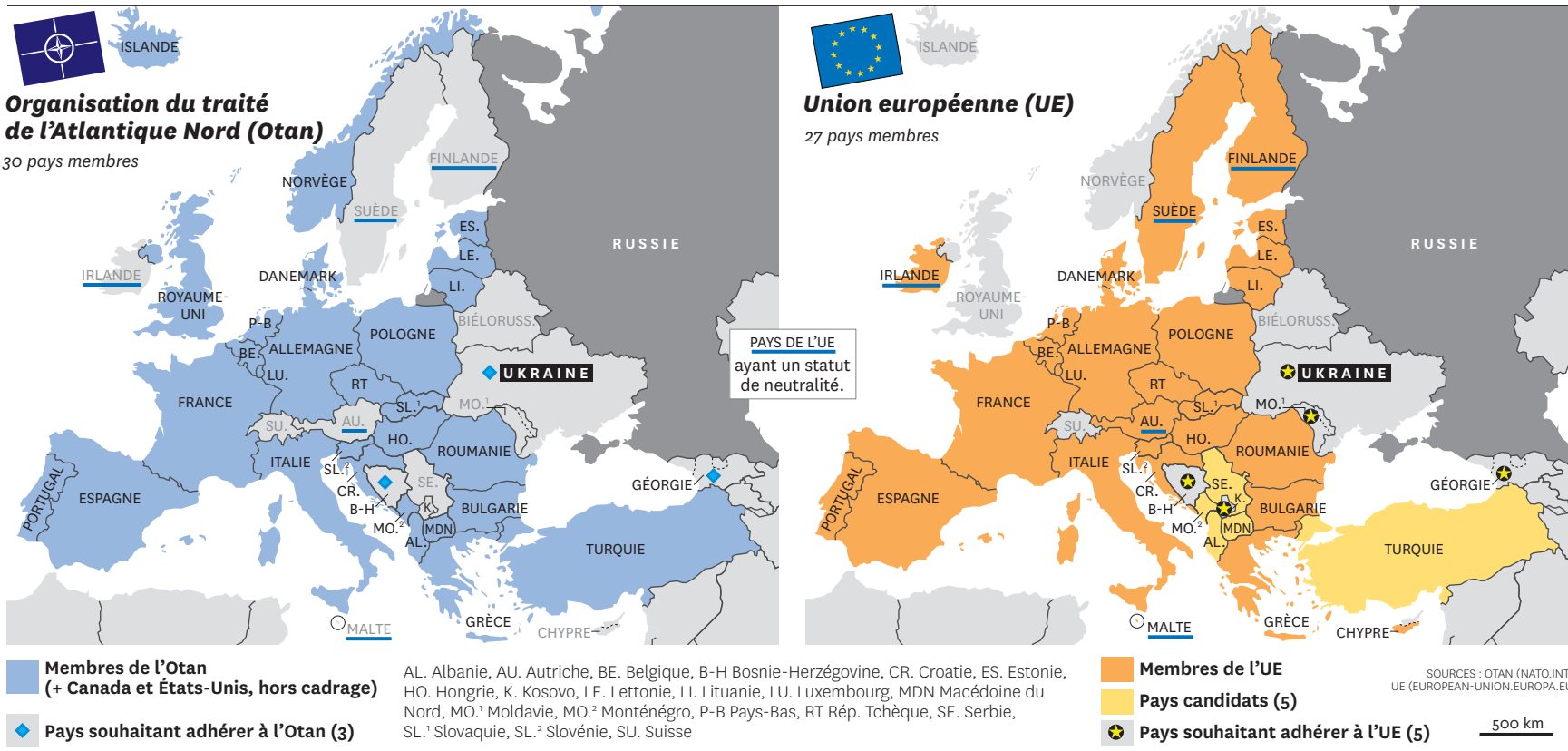
"Toute la Baltique serait projetée dans le camp ennemi"

L'intégration de la Finlande et de la Suède à l'Otan serait considérée comme une provocation par Moscou.

"Si la Finlande intègre l'Otan, cela changera radicalement la configuration géostratégique de l'Europe. Depuis la Seconde Guerre mondiale, la frontière entre la Finlande et la Russie a été un modèle de stabilité et de prévisibilité. Or elle pourrait devenir une frontière entre deux blocs opposés", explique dans le quotidien **Novy Izvestia** l'observateur des relations internationales Maxime Ioussine. Alors que Moscou a demandé, dans son ultimatum du 15 décembre 2021, des garanties de non-élargissement de l'Otan, l'éventuelle intégration de la Finlande à l'Alliance atlantique serait considérée comme une provocation. Le président du Centre de conjoncture stratégique, Ivan Konovalov, interrogé par **Gazeta.ru**, estime qu'il y a peu de chances que la Finlande renonce cependant à son statut de neutralité : "Les Finlandais ont toujours tiré profit de leur statut de neutralité, et ce depuis que la Finlande est devenu un pays tampon entre l'Occident et l'URSS. Son développement économique doit beaucoup à sa coopération active avec l'URSS, beaucoup plus active qu'avec les pays d'Europe occidentale. Aujourd'hui, il n'existe aucun problème entre la Russie et la Finlande, ils ont tous été réglés il y a bien longtemps. On ne voit donc pas dans quel but Helsinki demanderait à intégrer l'Otan. Cela risquerait de détruire ses bonnes relations économiques avec la Russie." Pour le directeur de l'Institut de recherche sur l'économie mondiale et les relations internationales, Alexei Arbatov, l'intégration de la Finlande et de la Suède (l'une risquerait d'entraîner l'autre) à l'Otan signifierait "une brutale dégradation des relations de la Russie avec les pays de la Baltique, qui, devenus tous membres de l'Otan, appartiendraient tous au camp ennemi". De son côté, rappelle **Kommersant**, le ministère des Affaires étrangères russe a, dès la fin février, accusé les États-Unis d'"essayer d'attirer dans l'Alliance atlantique" les pays scandinaves et mis en garde contre la "riposte" de Moscou au cas où la Finlande et la Suède intégreraient l'Otan.



← "République populaire de Donetsk". Dessin de Chappatte paru dans **Der Spiegel**, Hambourg.



ADHÉSION À L'UE: POURQUOI L'UKRAINE DEVRA ATTENDRE

Après le sommet européen du 10 mars, l'idée d'une adhésion rapide de l'Ukraine à l'Union européenne s'éloigne. Elle pourrait être remplacée par un partenariat privilégié, cher à Emmanuel Macron, estime ce correspondant croate à Bruxelles.

—Jutarnji List Zagreb

Le pilonnage des villes ukrainiennes et la résistance courageuse des Ukrainiens à l'agression russe ont troublé le monde. La conscience que les Ukrainiens sont à l'avant-poste de la défense de l'Europe va croissant au sein de l'Union européenne. En proie à l'émotion, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a fait plusieurs déclarations interprétées comme un soutien à l'adhésion de l'Ukraine. Il s'est ensuivi une lettre urgente du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, demandant officiellement l'intégration de son pays à l'UE. Le lendemain, la Géorgie et la Moldavie faisaient de même.

Ces déclarations faites en période de forte émotion auraient été mal comprises - l'UE, n'entrant pas dans les détails, est restée évasive,

ne pouvant pas se permettre de décourager les Ukrainiens dans ces moments critiques. En temps normal, les dirigeants de l'UE n'auraient pas attendu un instant pour écarter la possibilité d'une adhésion de l'Ukraine à l'UE.

Une longue file. Depuis des années le processus d'élargissement n'est pas une priorité. Preuve en est que la Macédoine du Nord, qui a demandé son adhésion il y a dix-huit ans, n'a toujours pas ouvert les négociations, bien qu'elle ait rempli depuis longtemps toutes les conditions imposées par la Commission européenne. De même pour l'Albanie. Ces deux pays des Balkans occidentaux se sont vu garantir dès 2003 la possibilité d'adhérer à l'UE. Quant à la Serbie, elle a commencé les négociations d'adhésion en 2014 et a déjà ouvert plusieurs chapitres. Une telle chose n'a jamais

SOURCE

JUTARNJI LIST

Zagreb, Croatie
Quotidien, 52 700 ex.
jutarnji.hr

Créé après l'indépendance de la Croatie, le "Journal du matin", d'orientation libérale, est le deuxième quotidien du pays. On y trouve des reportages et chroniques de qualité, le journal ayant ouvert ses colonnes à de nombreux écrivains croates. Jutarnji List fait partie du principal groupe de presse croate, Hanza Media.

été promise aux pays du Partenariat oriental, à savoir l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie (la Biélorussie ne pouvant plus être considérée comme un État souverain).

Durant deux décennies, l'UE a traité le processus d'élargissement de manière bureaucratique. Les discussions portaient principalement sur les formules à utiliser. Ainsi, pour les pays des Balkans occidentaux, Bruxelles a opté pour la formulation "soutenir leur perspective européenne peut aboutir un jour à l'adhésion à l'UE". Quant aux pays du Partenariat oriental, la Commission s'est contentée de "saluer leurs aspirations européennes". En quelque sorte, l'Union européenne était flattée du fait que ces pays demandent à la rejoindre, sans prendre pour autant d'engagement politique à leur endroit.

Alors qu'elle maintient dans l'attente la Macédoine du Nord depuis dix-huit ans sans véritable justification, sans ouvrir les négociations, comment l'UE pourrait-elle se permettre d'intégrer rapidement l'Ukraine ? Elle s'est employée à calmer le jeu et à abaisser les attentes des pays désireux de la rejoindre. Il aura fallu beaucoup de temps pour conclure l'accord d'association avec l'Ukraine. Principalement de nature commerciale, il a néanmoins fait figure de casus belli pour la Russie. Rappelons-nous

L'UE EST RESTÉE ÉVASIVE, NE VOULANT PAS DÉCOURAGER LES UKRAINIENS DANS CES MOMENTS CRITIQUES.

le référendum organisé en 2016 par l'extrême droite aux Pays-Bas, probablement financé par l'argent russe, qui a entraîné un non à la ratification de cet accord.

Pour sauver la mise, le gouvernement néerlandais a décidé d'ignorer le résultat de ce référendum juridiquement non contraignant et a ratifié l'accord. Même à cette occasion, Bruxelles a bien précisé que cet accord ne signifiait pas pour autant que l'Ukraine pourrait un jour rejoindre l'UE en tant que membre à part entière.

Intégration "light". L'agression de la Russie contre l'Ukraine a porté un coup sévère à l'extrême droite et à l'extrême gauche dans l'UE, défavorables à l'élargissement, et a modifié l'ambiance dans l'opinion publique. Cependant, lorsque Ursula von der Leyen déclare que "les braves Ukrainiens se battent pour nos valeurs au prix de leur vie appartiennent à notre famille", elle ne pense pas toutefois qu'ils seront forcément intégrés dans l'UE.

Désormais, c'est aux États membres de l'UE d'en discuter [le sommet européen du 10 mars a exclu une adhésion rapide de l'Ukraine]. Reste à savoir si l'Ukraine survivra, avec combien d'habitants et dans quelles frontières. Ce sera alors à Bruxelles de décider d'une éventuelle adhésion à l'UE, qui ne sera possible qu'au prix d'un changement radical de l'état d'esprit des dirigeants européens. Sinon, l'Ukraine, dévastée, fatiguée, épuisée et pauvre, perdra toute illusion sur l'UE.

La vieille idée prônée par le président français Emmanuel Macron d'"adhésion light", à savoir de partenariat privilégié n'entraînant pas d'adhésion à part entière, pourrait resurgir. Pourtant, l'agression russe a tellement changé l'Europe que même l'impossible peut devenir possible avec de la volonté politique.

—Augustin Palokaj
Publié le 5 mars



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Un nouveau fonds de mutualisation pour l'UE?
Emmanuel Macron plaide pour un "plan de résilience et d'investissements" mutualisé pour faire face aux conséquences de l'invasion russe en Ukraine. Une idée accueillie fraîchement par certains pays de l'UE, explique la *Süddeutsche Zeitung*.

«Surtout, ne le provoquons pas.» Dessin de Schot, Pays-Bas.

LA MOLDAVIE ET LES BALKANS SUR LE QUI-VIVE

Alors que la région sécessionniste de Transnistrie vient de demander la reconnaissance de son indépendance, dans les Balkans, les partis proserbes - et prorusses - pourraient déstabiliser le Monténégro.

La Transnistrie dans le collimateur russe ?

Après la signature, le 3 mars, par la présidente, Maia Sandu, de la demande officielle de la Moldavie d'intégrer l'Union européenne, la région sécessionniste de Transnistrie, ou république moldave du Dniestr (RMD, autoproclamée), majoritairement russophone et prorusse, s'est immédiatement adressée à l'ONU pour demander la reconnaissance de son indépendance.

La république moldave du Dniestr a proclamé son indépendance en 1991 et a connu deux ans de guerre civile avec Chisinau. Depuis 1992, des troupes de maintien de la paix russes, moldaves et transnistriennes sont déployées le long du Dniestr.

«À la suite de la décision de Chisinau de confier la souveraineté de la Moldavie aux organes supranationaux de Bruxelles», la RMD a fait savoir qu'elle voulait entériner définitivement son "divorce" d'avec la Moldavie, et a adressé à l'ONU et à l'OSCE

une demande de reconnaissance de cette entité politique, "qui constitue une réalité de fait depuis trente ans".

«Étant donné les circonstances, nous invitons les autorités moldaves à engager le dialogue avec la RMD afin de régler définitivement et de manière civilisée la question de nos relations, sur la base d'une coexistence pacifique entre deux États indépendants et au moyen d'un accord global intéressant», a fait savoir Tiraspol.

Selon un interlocuteur du gouvernement moldave de Chisinau, interrogé par le quotidien russe *Kommersant*, il n'y a pas de risque de déstabilisation de la RMD, car la Moldavie se trouve dans une tout autre situation que l'Ukraine : "Notre république est neutre et nous avons un dialogue ouvert avec Tiraspol." Ces éléments n'incitent pas à penser que la Russie pourrait prendre des mesures agressives à l'égard de la Moldavie, conclut-il.

Cependant, la progression de l'armée russe dans le sud de l'Ukraine pourrait avoir pour but le rattachement de la RMD à la sphère russe. Et une autre région est d'ailleurs traditionnellement prorusse en Moldavie : la Gagaouzie. Selon le leader du Parti social-démocrate moldave, Viktor Chéline, cité par le quotidien russe, en fonction de l'attitude ultérieure de la Moldavie "la Russie pourrait reconnaître la RMD, ce qui renforcerait la confrontation avec Moscou".

Par ailleurs, poursuit-il, les Occidentaux pourraient demander à Chisinau d'ouvrir aux avions de

l'Otan l'aérodrome militaire de Marculesti, d'où l'Alliance pourrait livrer des armes à l'Ukraine. "Accepter ne serait-ce que l'une ou l'autre de ces propositions reviendrait à être entraîné dans des actions contre la Russie", met-il en garde.

Le Monténégro dans la tourmente. Moscou prépare-t-il une opération de déstabilisation dans les Balkans à l'aide de ses "alliés" en Serbie, en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro ? se demande le titre croate *Jutarnji List*.

À la veille de l'invasion russe en Ukraine, Milorad Dodik, le dirigeant de la Republika Srpska, (entité serbe de Bosnie-Herzégovine) qui n'a jamais caché ses velléités sécessionnistes, s'est vanté de ses entretiens avec le chef de la diplomatie russe. Sergueï Lavrov lui aurait demandé de

"lancer le processus des accords du mois de décembre". Dodik a rendu visite à Vladimir Poutine en décembre 2021 et aurait, à cette occasion, reçu des ins-

tructions pour réagir dans une crise déjà en préparation, note le quotidien de Zagreb.

Entre-temps, sous la pression du président serbe, Aleksandar Vucic, Dodik a dû reculer, décidant de réintégrer les institutions communes de la Bosnie-Herzégovine qu'il avait promis de quitter. Il a bien essayé d'empêcher la Bosnie-Herzégovine de voter pour la résolution de l'ONU condamnant l'agression russe en Ukraine, mais en vain. Selon la politologue de Sarajevo Ivana Maric, "Poutine a suffisamment de problèmes en Ukraine pour ouvrir un deuxième front dans les Balkans".

"Le vrai maillon faible des Balkans est le Monténégro, pays de l'Otan !" estime Milivoj Beslin, chercheur à l'université de Belgrade, cité par *Jutarnji List*. Le président par intérim du Parlement, Strahinja Bulajic, membre du Front démocratique (parti proserbe et prorusse), fait obstruction à la convocation du Parlement pour confirmer le nouveau gouvernement minoritaire pro-occidental. "Bref, le Monténégro n'a actuellement ni gouvernement ni Cour constitutionnelle, alors que les services de sécurité sont en déroute totale", explique Beslin. Depuis un an et demi, l'Église orthodoxe serbe et les partis proserbes se sont rendus maîtres de tous les leviers du pouvoir au Monténégro. À noter que Podgorica et Belgrade sont les seules villes d'Europe où ont eu lieu des manifestations en soutien à l'agression russe en Ukraine.

—Courrier international



Vu des pays Baltes

Les russophones contiennent la propagande russe

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, les minorités russophones peuvent être perçues comme une “cinquième colonne” et faire craindre une intervention russe sur ces territoires. Ex-républiques soviétiques aujourd’hui membres de l’UE, les trois États baltes maintiennent pour l’heure une coexistence pacifique en luttant contre la désinformation venant de Russie. “Nous serons forts si nous restons ensemble”, titre le quotidien **Postimees** sur la version anglaise de son site. Un tiers de la population estonienne est russophone. Dès le début de la guerre, Maris Lauri, la ministre de la Justice, a demandé dans un tweet de ne pas faire d’amalgame entre la langue et la politique. Cette guerre est celle de Poutine. Comme le relève le quotidien estonien, “l’ambassade de Russie met en garde contre des actes de violence qui n’ont jamais été commis”. Harrys Puusep, du Bureau du service de sécurité intérieure estonien, estime, lui, que “l’existence d’une cinquième colonne relève plutôt d’un mythe issu de la propagande menée par Poutine pour provoquer des dissensions en Estonie”. Alors quand l’université de Tartu interdit son accès aux Russes et aux Biélorusses, plus de 1000 personnes signent une pétition pour s’y opposer. Le média public **ERR** ouvre ses colonnes à Ivar Juhkam, un étudiant, qui implore : “Levons-nous contre Poutine, pas contre les jeunes Russes. [...] Une telle sanction affecte les citoyens russes ordinaires qui sont contre la guerre en Ukraine.” En Lituanie, qui compte 5 % de russophones, certains d’entre eux s’interrogent. “Comment surmonter la réticence à parler et à penser dans mon russe maternel, et avoir quelque chose en commun avec le prétendu ‘monde russe’ ?” se demande Natalia Zverko, journaliste à la rédaction russe de **LRT**, le média public lituanien. Elle propose un début de solution : “Il est important que tous ceux qui réfléchissent, à Vilnius [capitale de la Lituanie], Riga [capitale de la Lettonie], Moscou, Arkhangelsk [en Russie] ou Berlin, fassent l’effort de se poser cette ‘maudite’ question.” Le 11 mars, Edgars Rinkevics, le ministre des Affaires étrangères letton, a lancé un appel, relayé par le média public **LSM** : “Il faut appeler les réseaux sociaux à bannir les propagandistes russes de leurs plateformes.” Depuis deux semaines, de nombreuses chaînes de télévision russes ont été interdites de diffusion en Lettonie par les autorités de régulation.

→ Dessin de Herrmann paru dans la Tribune de Genève, Suisse.

À la une



QUELLE TERRE D’ACCUEIL POUR LES RÉFUGIÉS UKRAINIENS ?

Pour son édition du 11 mars, l’hebdomadaire polonais de droite **Wprost** présente en couverture, sans aucun titre, une illustration montrant une mère tenant son enfant par la main, avançant dans un brouillard neigeux. Pour unique bagage, leur maison, portée comme un sac à dos, déracinée, à la recherche d’une terre accueillante. Passé l’élan de solidarité envers les réfugiés ukrainiens se posera la question de l’intégration sur le long terme des familles exilées. Le sujet est brûlant en Pologne, qui, au 14 mars, a accueilli près de 1,8 million de personnes.



LA POLOGNE REDORE SON IMAGE

VU DE POLOGNE Placée en première ligne dans l’accueil des réfugiés et devenue “hub logistique” pour l’acheminement de matériel militaire et humanitaire à Kiev, la Pologne, autrefois isolée sur la scène internationale, a réintégré le camp des démocraties. Pour combien de temps ?

Si les conséquences géopolitiques à long terme de la guerre en Ukraine ne sont pas encore perceptibles, ses effets immédiats sur la politique européenne et les rapports de force entre les États membres sont frappants. En quelques jours, la Pologne est passée du statut de paria à celui d’avant-garde de l’“Occident” et du “monde libre” face à la Russie.

L’image du pays, qui s’était dégradée à mesure que Varsovie s’éloignait des standards démocratiques, s’est soudainement améliorée alors que les autorités ont ouvert grand leurs frontières à plus de 1,7 million de réfugiés fuyant le conflit (au 14 mars) et que “des centaines de milliers de bénévoles ont accouru de tout le pays pour leur apporter de l’aide”, note le quotidien conservateur **Rzeczpospolita**.

De par sa position géographique, la Pologne s’est en outre proposée d’être un “hub logistique” pour l’acheminement de matériel militaire et humanitaire à destination de l’Ukraine. “Ce ne sont pas seulement les Ukrainiens qui comptent sur nous, mais également nos partenaires occidentaux souhaitant leur apporter de l’aide”, a déclaré le Premier ministre, Mateusz Morawiecki, conscient de sa nouvelle position de force, cité par le site d’information **Onet**. Pour ce dernier, engagé en première ligne dans la longue liste de conflits opposant Varsovie à Bruxelles (État de droit,

transition énergétique, droits des personnes LGBTQI, liberté de la presse, etc.), “le compteur est remis à zéro – et il peut même se prévaloir d’un certain niveau de confiance au niveau européen”, relève **Rzeczpospolita** dans un autre article.

Signe des temps troublés, Varsovie pourrait recevoir prochainement les fonds du plan de relance post-Covid que la Commission européenne retenait faute d’avoir trouvé un accord sur le dossier de l’indépendance de la justice, suppute le site **RMF 24**.

Ce retour en grâce transforme le discours du gouvernement. Le quotidien libéral **Gazeta Wyborcza** a relevé malicieusement les revirements de membres du parti au pouvoir, qui, traitant hier Bruxelles d’“occupant”, assurent aujourd’hui qu’ils ont “toujours eu une bonne opinion” de l’Union européenne.

Est-il permis toutefois d’espérer voir la Pologne rentrer dans le rang des démocraties libérales et “quitter Budapest pour rentrer à Bruxelles” ? Le journal d’opposition **Polityka**, pour qui le parti au pouvoir “n’a en rien changé, il fait simplement profil bas”, en doute. D’autant que, dans “un nouveau monde plein de menaces, l’Occident délaissera son combat pour les valeurs”, poursuit l’hebdomadaire, laissant alors la porte ouverte à des bouleversements dans la politique nationale polonaise.

— **Courrier international**



ORBÁN BOUSCULÉ

VU DE HONGRIE Tout en tentant de préserver son partenariat avec la Russie, le Premier ministre hongrois donne des gages de fidélité à l'UE et l'Otan. Et change de cap sur la question de l'asile alors que les réfugiés ukrainiens affluent dans le pays.

Tandis que la guerre dévaste l'Ukraine, voisine de la Hongrie, le Premier ministre conservateur magyar, Viktor Orbán, se trouve contraint à des contorsions entre ses partenaires occidentaux et le Kremlin, dont son gouvernement est proche. Membre de l'Otan, la Hongrie donne quelques gages à l'Alliance atlantique, mais refuse de s'impliquer militairement par crainte de représailles russes. Un décret du 7 mars "autorise la présence de troupes de l'Otan et leur transit par la Hongrie vers d'autres pays de l'Alliance", tout en "interdisant l'acheminement d'armes et d'équipements létaux vers l'Ukraine", fait observer le site d'information **24.hu**.

Budapest soutient les sanctions européennes contre Moscou et l'adhésion de l'Ukraine à l'UE, mais tient au gaz russe, dont elle dépend largement, et à l'extension de la centrale nucléaire de Paks par l'entreprise moscovite Rosatom. "Les Russes garantissent 80 % de [notre] approvisionnement en gaz. Si nous coupons le robinet comme le préconise la gauche, nous ne pourrions plus cuisiner ou nous chauffer. Et sans l'extension du complexe de Paks, les tarifs de l'électricité quadrupleraient", argumente le journal progouvernemental **Magyar Nemzet**.

Malgré la sortie des Tchèques, des Roumains, des Slovaques et des Bulgares de la Banque internationale d'investissement (BII), ex-banque des

pays du bloc de l'Est, la Hongrie refuse de quitter la BII et de fermer son siège budapestois. "Elle finance d'importantes entreprises hongroises. Si cette coopération cessait, notre économie en pâtirait", affirme le chef de la diplomatie, Péter Szijjártó, auprès de la télévision privée **RTL Klub**.

La guerre modifie aussi l'approche sur la question des réfugiés. À l'été 2015, l'exécutif barricadait la frontière serbe pour bloquer les Syriens fuyant la guerre civile. Aujourd'hui, l'État supervise une vaste collecte de fonds pour aider les personnes en difficulté, soutient financièrement les organisations caritatives assurant l'accueil des déplacés et propose des emplois aux personnes souhaitant s'établir en Hongrie. "Le pays s'est mobilisé comme un seul homme afin d'épauler les Ukrainiens et les Hongrois de Transcarpatie [une région de l'ouest de l'Ukraine]. Entraînée pendant des années à la détestation de l'étranger, la Hongrie montre enfin un plus beau visage", applaudit l'hebdomadaire de référence **HVG**.

Le 3 mars, Orbán justifiait : "Nous sommes capables de faire la différence entre les migrants et les réfugiés. Les migrants sont stoppés. Les réfugiés, eux, doivent bénéficier de toute l'aide nécessaire", relaie le site progouvernemental **Origo**. Selon l'ONU, au 14 mars, plus de 263 000 déplacés sont entrés en Hongrie depuis l'offensive russe en Ukraine.

— **Courrier international**



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Nous nous battons seuls contre l'envahisseur soviétique.

L'invasion russe de l'Ukraine réveille de mauvais souvenirs en Finlande. Devenu indépendant en 1917, à la faveur de l'écroulement de l'empire tsariste, ce pays a subi, lui aussi, une agression militaire, au début de la Seconde Guerre mondiale. **Hufvudstadsbladet**, journal d'Helsinki, établi un parallèle entre ces deux agressions.

← Dessin de Vincent L'Épée paru dans **Le Journal du Jura**, Bienne.



EN SERBIE, UN SOUTIEN POPULAIRE

VU DE SERBIE La russophilie serbe remonte aux guerres en ex-Yougoslavie. À tel point que le vote de la résolution des Nations unies pourrait gêner président Vucic, en lice pour un deuxième mandat.

Le 24 février, jour de l'invasion russe en Ukraine, le tabloïd **Informier**, proche du pouvoir, comme la majorité des tabloïds serbes, a titré : "L'Ukraine attaque la Russie". Une semaine plus tard, le 4 mars, entre 1 000 et 1 500 personnes défilaient à Belgrade en scandant "La Russie et la Serbie frères pour toujours", brandissant des drapeaux russe et serbe, des portraits de Vladimir Poutine et des croix orthodoxes. Les organisateurs de la manifestation, issus du mouvement Narodne patrola ("Les patrouilles populaires"), connu pour avoir mené des chasses aux immigrés à Belgrade, et du parti de la droite nationaliste Obratz ("La face"), dénonçaient "la politique de la Serbie à l'égard de la Fédération russe", rapporte le tabloïd **Telegraf**.

Après avoir tergiversé, le pouvoir serbe a voté la résolution des Nations unies du 2 mars condamnant l'agression russe en Ukraine. Cependant, le président serbe, Aleksandar Vucic, dont le pays a entamé le processus d'adhésion à l'Union européenne, a réitéré que la Serbie ne s'associerait pas aux sanctions contre la Russie.

"Si Vucic n'est pas pour l'agression, il est encore moins contre elle", ironise **Novi Magazin**. L'hebdomadaire estime que la position du président est d'autant moins surprenante que, depuis des années, environ 80 % des Serbes sont favorables à Poutine, selon les sondages. Un soutien qui, pour l'hebdomadaire **Vreme**, est à mettre en relation avec les guerres en ex-Yougoslavie dans les années 1990 : "Le grand frère orthodoxe est en quelque sorte en train de venger la Serbie du soutien apporté par l'Occident à la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et au Kosovo dans leur combat pour l'indépendance." La russophilie serbe est également liée à la personne de Vladimir Poutine, présenté dans les médias "comme un super-héros, un génie de la géopolitique qui aurait érigé la Russie au rang de superpuissance pour devenir le plus grand protecteur de la Serbie de l'histoire !"

Le président serbe oscille depuis des années entre Bruxelles, le Kremlin et Pékin. Une situation de plus en plus inconfortable à l'approche de la présidentielle du 3 avril, à laquelle il se présente pour un deuxième mandat.

— **Courrier international**

AUJOURD'HUI COMMENCE UNE NOUVELLE HISTOIRE

Pour le politologue bulgare de renom Ivan Krastev, le temps du soft power occidental est révolu. Désormais, une société forte est une société capable d'endurer la souffrance.

—Die Zeit Hambourg

Dans les maisons détruites de Kiev et de Kharkiv, une histoire se termine. C'est la belle histoire d'un ordre européen à nul autre pareil, né après la guerre froide. Elle avait commencé par la réunification pacifique de l'Allemagne et pourrait bien prendre fin, dans la violence, avec la partition de l'Ukraine.

Revenons un instant en arrière : ce nouvel ordre récusait l'usage de la violence pour résoudre les conflits et encourageait l'interdépendance des pays européens. La primauté des droits de l'homme, consacrée par la Convention européenne des droits de l'homme, était devenue le symbole de cette Europe.

À l'époque, après 1989, on attendait de la Russie postcommuniste qu'elle se tourne vers la démocratie et le libéralisme. Le tournant n'a pas eu lieu – pour user d'un euphémisme. Comme l'Allemagne au sortir de la Première Guerre mondiale, la Russie est devenue une puissance révisionniste en colère, qui s'est visiblement donné pour objectif de mettre à terre l'ordre européen.

En décembre 1989, l'historien britannique Tony Judt se trouve dans la gare centrale de Vienne et voit arriver des trains bondés, remplis de passagers troublés en provenance de l'ancien bloc communiste. Il estime alors qu'il est temps d'écrire sur l'histoire de l'Europe au xx^e siècle et donne à son livre, magistral, le titre d'*Après-Guerre* [Armand Colin, 2007] – en partie pour rappeler que l'Europe est dorénavant un continent sur lequel une nouvelle guerre de grande envergure est devenue impensable pour l'immense majorité des gens, ce qui vaut également pour de larges pans de la société russe.

Cette Europe accuse aujourd'hui le coup. Poutine ne détruit pas seulement des villes et des installations militaires ou d'approvisionnement énergétique, mais également une infrastructure morale et intellectuelle. La politique, ce n'est pas seulement ce que font les gouvernements ; cela englobe aussi les arguments au nom desquels ces derniers justifient leurs actes. En légitimant son offensive en Ukraine, qu'il qualifie d'"opération spéciale" visant à "dénazifier" le pays, le président russe viole les fondements moraux sur lesquels repose l'ordre européen.

Comme la fin tragique de la république de Weimar, la fin de l'ordre libéral que nous sommes en train de vivre "tient à la fois de l'assassinat,

du dépérissement et du suicide", pour reprendre la formule de l'historien Peter Gay au sujet de Weimar. Ce qui nous attend aujourd'hui, c'est l'irruption de l'inconnu. Nous passons de l'ère du soft power à celle de la résilience : le soft power, c'était la stratégie de l'Ouest, qui consistait à faire usage de son pouvoir d'attraction comme d'une arme. La résilience, c'est la capacité des sociétés libérales démocratiques à empêcher d'autres sociétés de se servir de leur vulnérabilité comme d'une arme à leur rencontre.

**EN SUSPENDANT LA CERTIFICATION
DU GAZODUC NORD STREAM 2,
L'ALLEMAGNE DÉMONTRE QU'ELLE
EST PRÊTE À SOUFFRIR AU NOM
DES PRINCIPES QU'ELLE DÉFEND.**

Ces deux concepts ont en commun le fait que le pouvoir repose, dans les deux cas, sur la société et pas seulement sur les capacités de l'État. La capacité de résistance d'une nation ne se mesure ni à l'aune de son produit intérieur brut (PIB) ni à celle de sa puissance militaire. Une société capable d'encaisser les chocs est une société qui s'appuie sur des individus résilients et sur une société civile vivante. Elle présuppose aussi que cette société soit consciente de sa vulnérabilité. À l'ère de la résilience, la souffrance que l'on est capable d'endurer compte davantage que la souffrance que l'on est en mesure d'infliger à l'autre.

Lorsque l'Allemagne a suspendu le processus de certification de Nord Stream 2 [un gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne qui traverse la mer Baltique], le message envoyé au Kremlin n'était pas que ce dernier l'avait bien cherché, mais que l'Allemagne était prête à souffrir au nom des principes qu'elle défend. La décision tardive de l'Allemagne de livrer des armes aux Ukrainiens et de se rallier au consensus européen sur l'exclusion de la Russie du réseau Swift [un système de traitement des opérations bancaires internationales] confirme cette propension nouvelle – jusqu'alors impensable – à accepter d'encaisser des chocs. Force est de constater aujourd'hui que la guerre de Poutine en Ukraine change aussi l'Occident.

La résilience suppose en premier lieu que l'on connaisse la société à laquelle on appartient. Selon l'adage, les bateaux ne coulent pas à cause



↑ Dessin de Krauze paru dans **The Guardian**, Londres.

de l'eau qui les entoure, mais à cause de celle qui entre à l'intérieur. Les sociétés souffrent de vulnérabilités multiples, dont la plus grave se manifeste lorsqu'un gouvernement a mal cerné la société et se laisse prendre à sa propre propagande. La guerre de Poutine en Ukraine en est l'exemple type. Le président russe croit dur comme fer que Russes et Ukrainiens ne forment qu'un seul et même peuple, mais n'a pas demandé l'avis des Ukrainiens sur le sujet.

Dans l'esprit de Poutine, cette "opération spéciale" s'apparente sans doute à la réunification de l'Allemagne en 1990. Or la partition de l'Ukraine en est l'exact opposé. Et les Ukrainiens se défendent, se battent pour leur liberté et leur indépendance.

Dans une passionnante étude sociologique de 2010 intitulée *Political Epistemics* ["Épistémologie politique", non traduit en français], Andreas Glaeser, de l'université de Chicago, explique que c'est l'incapacité du parti d'État à dresser une analyse pertinente de la crise du régime communiste qui a conduit à son effondrement. Les dépositaires du pouvoir ont été dupés par la logique de leurs propres institutions.

La police secrète était puissante et savait tout mais, à la fin, ne comprenait plus rien.

Cela étant, les élites occidentales courent le même risque de se méprendre sur leur propre société. Historiquement, les démocraties ont fait la preuve de leur capacité à s'adapter et à s'amender. C'était leur grand avantage dans la confrontation historique avec les régimes totalitaires du xx^e siècle. Mais la démocratie risque de se retrouver prisonnière de son succès : si l'ouverture d'esprit de l'opinion empêche les gouvernements démocratiques d'être victimes de leur propre propagande, elle fait également des citoyens des cibles faciles de la désinformation et de l'ingérence électorale.

Culte de la singularité. L'expérience de la pandémie nous a donné à voir l'attrait irrésistible qu'avaient les théories du complot ainsi qu'une méfiance grandissante à l'endroit des gouvernements et des médias traditionnels. Une méfiance saine à l'égard de ce que nous disent les gouvernements est, certes, un préalable nécessaire à l'existence même de la démocratie. Mais dès l'instant où l'on en fait une arme, cette méfiance devient mortelle pour toute société démocratique.

Le monde est en train de passer d'une ère impériale, pendant laquelle les idées et les valeurs des pays occidentaux se propageaient dans les moindres recoins du globe, à une ère où les pays tentent de "reprendre le contrôle" et de consommer leur propre culture plutôt que de copier celle des autres. Cette nouvelle ère balbutiante, marquée par le culte de la singularité, change radicalement l'exercice du pouvoir à travers le monde. Nous sommes rendus au point où ce n'est plus l'attractivité d'un régime politique mais l'exploitation des points faibles de l'opposant politique qui peut décider de l'avenir de l'ordre international.

Si ce n'est pas lié au fait que le Kremlin parvient à tourner à son avantage les faiblesses réelles ou supposées des régimes démocratiques, on a du mal à comprendre pourquoi certains membres de nos sociétés, qui érigent la liberté en valeur suprême, sont prêts à défendre Poutine et son régime. Car quand on croit vraiment au caractère fondamental de la liberté, on doit savoir que l'on est tout aussi libre de critiquer aujourd'hui le gouvernement de Grozny, capitale de la Tchétchénie, que naguère la Russie du tsar Ivan IV, dit Ivan "Grozny" ("le Terrible" en français).

Le jour où Poutine a marché sur l'Ukraine, je me trouvais dans la gare centrale de Vienne et j'essayais de me représenter le flot de réfugiés qui allait déferler de la zone de guerre. La guerre, c'est tout l'inverse d'une pandémie. La pandémie nous oblige à rester où nous sommes. La guerre nous pousse à fuir. Pendant la pandémie, nous étions surtout inquiets pour nos parents vieillissants. Pendant une guerre, nos pensées sont accaparées par la sécurité de nos enfants. L'ironie veut que les personnes âgées que nous tentions de sauver – parfois en vain – pendant la pandémie sont des enfants de la dernière guerre.

— Ivan Krastev
Publié le 3 mars

Portrait



IVAN KRASTEV

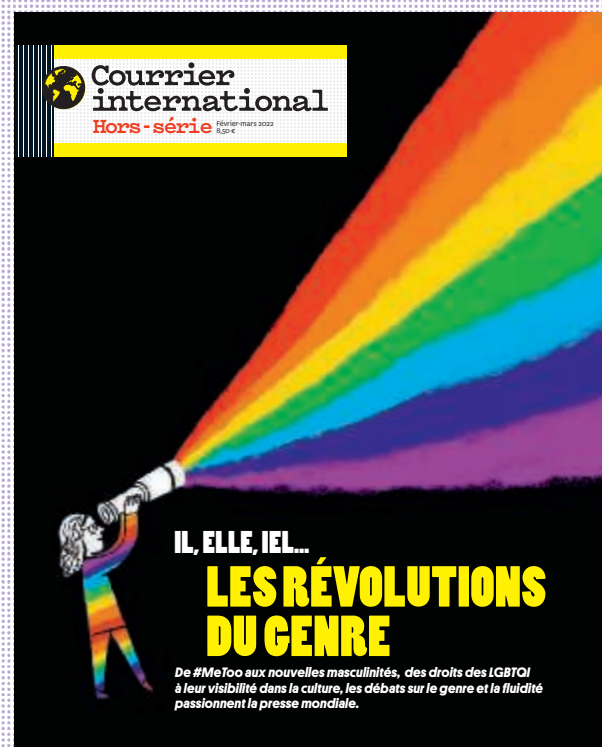
Né en Bulgarie en 1965, Ivan Krastev figure parmi les politologues les plus influents de notre époque. Directeur du think tank Centre for Liberal Strategies (Centre de stratégies libérales), à Sofia, il est l'auteur du *Destin de l'Europe* (éd. Premier Parallèle, 2017) et du *Moment illibéral* (Fayard, 2019). En 2020 il a publié aux éditions Premier Parallèle *Est-ce déjà demain ? Le monde paradoxal de l'après-Covid-19*, court essai sur la démocratie, la mondialisation et l'Europe telles qu'elles sont en train d'émerger de la crise du coronavirus.

À Versailles, l'Union européenne avance au ralenti

●●● La montagne aurait-elle accouché d'une souris ? Le sommet des chefs d'État de l'Union européenne qu'Emmanuel Macron a réunis à Versailles les 10 et 11 mars était censé apporter des réponses fortes et unitaires à la crise ukrainienne. Or, constate **Politico**, "les chefs d'État ont peiné à se débarrasser de leurs vieux réflexes au moment d'établir une stratégie commune face à la guerre". Si un nouveau paquet de sanctions – le quatrième – a bien été annoncé, sur d'autres dossiers, les États membres n'ont pas réussi à parler d'une seule voix. Exemple emblématique : le déblocage de 500 millions d'euros supplémentaires pour livrer des armes

à l'Ukraine, prématurément annoncé par le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères, Josep Borrell. Quant à l'adhésion de l'Ukraine, "les leaders se sont accordés sur une déclaration de principe d'une grande importance symbolique", note le site d'information européen. C'est "le sommet de la honte", assène le grand quotidien allemand **Die Welt**. Les dirigeants européens ont échoué à mettre en place l'embargo sur le pétrole et le gaz, comme le "statut de candidat à l'Union européenne pour l'Ukraine". Quant à l'émission d'une dette commune européenne, elle est reportée.

NOTRE HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 

d'un
continent
à l'autre.

moyen-
orient



France	24
Afrique	26
Amériques	30
Asie	34

Iran. L'accord sur le nucléaire, victime collatérale de la guerre

Un accord entre Téhéran et la communauté internationale semblait imminent début mars, après onze mois de difficiles négociations, mais l'invasion de l'Ukraine par la Russie a renvoyé les ultimes pourparlers aux calendes grecques.



—The New York Times
(extraits) New York

A l'heure où les négociateurs finissaient de remettre sur les rails l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a rendu sa mise en œuvre d'autant plus ardue.

Les États occidentaux, déterminés à sanctionner la Russie pour cette agression, ne cessent d'affirmer vouloir se passer progressivement de son pétrole [voir aussi p. 41]. Mais pour isoler la Russie et maintenir les approvisionnements pétroliers, l'Occident devait lever les restrictions qui pèsent actuellement sur les ventes de pétrole iranien dans le cadre d'un accord sur le nucléaire [iranien]. Or Moscou vient de mettre un obstacle qui, à en croire certains, pourrait faire capoter l'accord [comme l'illustre bien la suspension des pourparlers, à Vienne, le vendredi 11 mars].

Avant même que la Russie ne s'en mêle, il restait trois ou quatre questions à régler entre l'Iran et les États-Unis, qui supposent des décisions politiques difficiles de part et d'autre concernant les sanctions, selon de hauts fonctionnaires européens et américains.

Mais le [5 mars], la Russie a ajouté une nouvelle complication quand son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a demandé aux États-Unis de garantir que les sanctions occidentales imposées à Moscou à cause de la guerre en Ukraine n'entraveraient pas les échanges commerciaux de la Russie avec l'Iran.

Suite à un appel téléphonique entre Lavrov et son homologue iranien, Hossein Amir-Abdollahian, la Russie a déclaré que la nouvelle mouture de l'accord nucléaire "devait faire en sorte que tous les signataires aient les mêmes droits" à mener "une coopération dans tous les domaines" avec l'Iran.

La Russie, signataire de l'accord nucléaire, y voit l'occasion de créer une brèche dans les sanctions décidées à son encontre. Pourtant, celles-ci "n'ont rien à voir avec l'accord sur le nucléaire iranien", selon le secrétaire d'État américain, Antony Blinken.

La mise en chantier, ou plutôt la remise en chantier de l'accord, pourrait ainsi prendre plusieurs mois. Elle n'interviendrait

✓ L'accord sur le nucléaire.
Dessin de Hassan Bleibel paru dans Daily Star, Beyrouth.

peut-être pas avant le mois de juin. Les sanctions devraient d'abord être levées, et l'Iran devrait exporter ses quantités excédentaires d'uranium, puis fermer les nombreuses centrifugeuses avancées dont l'acquisition viole les termes de l'accord.

Les négociateurs assurent qu'ils étaient sur le point de mettre le point final à l'accord, au point qu'il était prévu de le signer entre [le 5 et 6 mars].

Approbation. Mais [la stratégie de] la Russie représente désormais une nouvelle inconnue. Si Moscou veut des garanties limitées à ses obligations dans le cadre de l'accord nucléaire, cela serait envisageable, d'après certains hauts fonctionnaires. En revanche, si les exigences des Russes vont au-delà et comprennent la levée de certaines sanctions financières et commerciales occidentales, l'accord pourrait rapidement devenir caduc.

L'Iran, qui souhaitait l'entrée en vigueur de l'accord et la suppression des dures sanctions économiques que les États-Unis lui ont imposées, a critiqué les nouvelles exigences du Kremlin [lire ci-contre]. La Russie a beau être signataire du pacte, l'aval de Moscou n'est peut-être pas légalement nécessaire. Mais la Chine et l'Iran ne voudront pas avancer sans cette approbation, et la Russie reste membre de la commission chargée du respect des dispositions de l'accord.

Le nouveau texte prévoit que la Russie récupère l'important stock d'uranium hautement enrichi qui dépasse les limites fixées par l'accord, et selon certains hauts responsables, il n'est pas certain qu'un autre pays soit prêt à faire de même.

[La suspension des pourparlers, le 11 mars, intervient] alors qu'un autre obstacle avait été levé, lorsque l'Iran et le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael M. Grossi, se sont entendus sur un échéancier de trois mois au cours desquels l'Iran acceptera de répondre à des questions restées en suspens sur d'éventuelles activités militaires passées, liées à la présence inexplicée de particules d'uranium dans trois anciens sites non déclarés.

—Steven Erlanger
Publié le 8 mars

↓ Pourparlers de Vienne.
Dessin de Hassan Bleibel paru
dans Daily Star, Beyrouth.

Chronologie

DE L'ACCORD HISTORIQUE AUX ESPOIRS DOUCHÉS D'UN NOUVEAU DEAL

14 juillet 2015 — Un accord historique est conclu à Vienne après douze ans de crise et vingt et un mois de négociations acharnées entre l'Iran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU en plus de l'Allemagne.

16 janvier 2016 — Le pacte entre en vigueur.

8 mai 2018 — Le président américain Donald Trump annonce le retrait des États-Unis de l'accord. Washington rétablit unilatéralement des sanctions économiques.

2019-2021 — L'Iran revient progressivement sur certains de ses engagements pris en 2015, annonçant notamment avoir commencé à produire de l'uranium enrichi à 60 %, bien au-delà du seuil de 3,67 % fixé par l'accord de 2015, et se rapprochant des 90 % nécessaires à la confection d'une bombe atomique.

Avril 2021 — Les discussions reprennent à Vienne pour sauver l'accord.

20 février 2022 — Le Premier ministre israélien, Naftali Bennett, affirme qu'un accord est "imminent".

24 février 2022 — Le président russe, Vladimir Poutine, annonce le début d'une "opération militaire spéciale" en Ukraine.

5 mars 2022 — Le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, réclame aux États-Unis "des garanties écrites" stipulant que les sanctions économiques imposées à la Russie n'auront pas de conséquences sur ses relations avec l'Iran.

11 mars 2022 — Le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, annonce la "suspension" des pourparlers à Vienne.

En bref

À Erbil, Téhéran montre ses muscles

●●● Le 13 mars, les Gardiens de la révolution iranienne ont tiré 12 missiles balistiques sur ce qu'ils ont décrit comme un "centre stratégique d'Israël" près du consulat américain à Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan, située dans le nord de l'Irak et frontalière de l'Iran. Il s'agit du dernier épisode en date de "la guerre à petite échelle" que se livrent par procuration Israël et l'Iran, explique le quotidien israélien **Ha'Aretz**, et plus précisément en Irak, "arène des guerres des autres", comme le déplore le journal irakien **Az-Zaman**. Selon **Tehran Times**, l'attaque d'Erbil intervient une semaine après un raid israélien en Syrie qui a coûté la vie à deux officiers des Gardiens de la révolution, que Téhéran avait promis de venger. Mais pour le quotidien libanais **L'Orient-Le Jour**, cette attaque vise surtout, "pour Téhéran, à montrer les muscles dans un contexte international et régional particulièrement tendu", deux jours à peine après la suspension des pourparlers sur le nucléaire iranien.



"Pris en otage" par Moscou

Vu de Téhéran. La suspension des pourparlers à Vienne, le 11 mars, a suscité la colère de la presse iranienne. Certains journaux accusent explicitement de la Russie d'avoir compromis l'accord et d'instrumentaliser le nucléaire iranien.

C'est un changement clair de ton à l'égard de Moscou qui transparait dans la presse iranienne depuis l'annonce des exigences russes en vue d'un accord sur le nucléaire iranien, suivies de celle de la suspension des pourparlers à Vienne. À Téhéran, les journaux réformateurs tiennent explicitement la Russie pour responsable de la suspension de ces négociations, tandis que la presse conservatrice exhorte les autorités à défendre les intérêts stratégiques du pays, sans pour autant froisser l'allié russe.

"Il ne fait aucun doute que la demande de la Russie d'une garantie écrite de la part des États-Unis a conduit à l'arrêt des négociations", estime ainsi le journal réformateur **Etemad**, qualifiant les exigences de Moscou d'"obstacle sérieux dont l'élimination nécessite des négociations complexes".

"Libérez l'accord retenu en otage par les Russes", titre pour

sa part en une le journal réformateur **Arman Melli**. Le quotidien réformateur va jusqu'à qualifier les conditions russes d'"injustes", leur reprochant d'avoir été imposées "au détriment de l'Iran". "Les Iraniens ont le droit d'écarter toutes les parties ayant mis fin à ces négociations, y compris les Russes", insiste-t-il.

"Il suffit de signer un traité entre l'Iran et les États-Unis", ajoute **Arman Melli**, affirmant qu'"il est possible de remplacer les entreprises russes par d'autres compagnies pour la mise en œuvre de l'accord", notamment pour ce qui est de la récupération de l'important stock d'uranium enrichi par l'Iran ces dernières années.

Les pourparlers devaient aboutir, au début de mars, à un nouvel accord historique avec Washington – après son retrait de l'accord en 2018, sous le mandat de Donald Trump – incluant la levée des sanctions

économiques imposées à Téhéran en contrepartie du respect de ses engagements.

Le quotidien réformateur **Shargh** met, lui, en garde contre une détérioration plus grave encore de la situation. "Au moment où le monde souffre déjà des conséquences de l'agression russe contre l'Ukraine, une nouvelle crise provoquée par l'effondrement de l'accord sur le nucléaire [iranien] semble beaucoup plus indésirable et dangereuse", avertit-il.

Pour **Jomhourī Eslami**, "la capacité de la Russie à instrumentaliser l'accord pour parvenir à ses fins en Ukraine dépend [toutefois] de la détermination des pays occidentaux et de la volonté politique des responsables iraniens [à aller de l'avant concernant l'accord sur le nucléaire]".

La déception et l'appel à prendre des distances par rapport à Moscou sont également visibles dans la presse conservatrice, qui se montre toutefois plus prudente et adopte un ton plus feutré. Citant le parlementaire **Alireza Salimi**, le journal ultraconservateur **Kayhan** affirme ainsi que "l'Iran ne dépend pas de tel ou tel pays", sans mentionner explicitement la Russie.

Pour le journal ultraconservateur **Javan**, plus conciliant à l'égard de Moscou et fondamentalement anti-américain, le problème n'est toutefois pas la Russie : "Le plus gros obstacle à la conclusion de l'accord doit probablement être résolu à Washington."

— **Courrier international**





france

Élection. Une dérive aristocratique

Les caractères individuels des candidats à la présidentielle française constituent une donnée déterminante dans le choix des électeurs, qui ne se prononcent plus sur la qualité d'un programme, affirme ce politologue, également chroniqueur régulier du quotidien belge *Le Soir*.

— **Le Soir** Bruxelles

On distingue deux grandes doctrines de l'élection au suffrage universel. Selon la première, l'élection est un droit conféré à chaque citoyen de voir sa volonté politique représentée et suivie d'effets : c'est ce que l'on appelle la représentation-miroir. L'électeur choisit tel parti ou tel candidat sur la base de son programme et de ses engagements ; il attend de ce parti ou de cet élu que, étant donné les valeurs qu'il affiche, il agira conformément à la vision politique de ses électeurs, dont il doit constituer un calque aussi fidèle que possible. La relation entre les uns et les autres est horizontale : les élus sont des professionnels de la politique, mais ils doivent rester proches du peuple par leur sensibilité, par leur perception de la réalité – raison pour laquelle le droit d'éligibilité est ouvert à tous, sans exigence de qualification, d'études ou d'expérience. Le mandataire idéal devant être une émanation du peuple, l'élection est éminemment démocratique.

L'autre doctrine de l'élection y voit non pas un acte démocratique favorisant la ressemblance, mais un acte aristocratique favorisant la dissemblance. Selon cette doctrine, l'élection a pour but de sélectionner certaines personnes dans la masse des citoyens, de faire siéger les meilleurs, les candidats possédant des qualités spécifiques. La procédure électorale sert non pas à désigner des mandataires

qui raisonnent comme leurs mandants, qui leur ressemblent, mais au contraire à choisir des gouvernants qui soient différents des gouvernés, qui s'en distinguent par leur supériorité sur le plan de la formation, des compétences intellectuelles, de l'expérience.

En Belgique, nous penchons pour la première doctrine : nous voyons dans nos dirigeants les relais de nos choix idéologiques via les partis qui incarnent ces choix. En France par contre, le scrutin présidentiel est censé réaliser un équilibre entre les

Macron pensera avoir les mains libres, ayant été réélu pour ce qu'il est, non pour ce qu'il a promis de faire.

deux doctrines. Les candidats à l'élection présidentielle sont politiquement marqués et s'engagent sur un programme qui en fait le relais de leurs électeurs. Mais, par ailleurs, ils sont supposés s'élever au-dessus des attentes partisans et posséder des traits de personnalité qui garantissent leur haute qualification et qui justifient de leur conférer un pouvoir très étendu. C'est cet équilibre qu'est censée exprimer la définition gaullienne de la présidentielle comme étant la rencontre d'un homme et d'un peuple : un candidat de qualité supérieure incarne la volonté populaire.

Une telle rencontre est évidemment un mythe : en pratique,

dans ce pays clivé entre la droite et la gauche qu'est la France, le président a longtemps représenté une partie du pays au détriment de l'autre. Il n'en reste pas moins que, dans les décennies 1970, 1980 et 1990, l'équilibre entre les deux doctrines était maintenu. Le premier tour de l'élection présidentielle servait à départager le meilleur candidat au sein de la droite et au sein de la gauche, à les qualifier pour le second tour, de sorte que les participants du tour final étaient à la fois les vainqueurs d'une compétition aristocratique et l'expression d'un large courant populaire.

Aujourd'hui par contre, l'équilibre est brisé : la balance penche en faveur du versant aristocratique de l'élection présidentielle. Certes, presque tous les candidats représentent des courants d'idées. On peut distinguer ainsi, à gauche, l'anticapitalisme de Nathalie Arthaud et de Philippe Poutou, la tradition communiste défendue par Fabien Roussel [*lire encadré*], la social-démocratie d'Anne Hidalgo, la gauche environnementale emmenée par Yannick Jadot et le projet populiste de rassemblement des dominés conçu par Jean-Luc Mélenchon. De même, à droite, Nicolas Dupont-Aignan reste fidèle à la ligne souverainiste, tandis que les trois courants traditionnels de la droite distingués par René Rémond [historien qui a théorisé une typologie des droites en France] sont



incarnés par Valérie Pécresse (orléanisme libéral axé sur l'économie), Marine Le Pen (bonapartisme conjuguant l'ordre et le message social au bénéfice des nationaux) et Éric Zemmour (légitimisme réactionnaire).

La plupart des candidats jouent donc la partition de la représentation-miroir. Mais Emmanuel Macron, lui, rompt avec ce schéma en se présentant comme étant "en même temps" de droite et de gauche : il ne se conçoit pas comme le porte-parole d'une idéologie ou d'une partie du corps social, mais comme un individu placé au-dessus des appartenances partisans et qui doit attirer les suffrages par ses qualités personnelles, le volontarisme, la compétence, le pragmatisme.

Emmanuel Macron joue résolument du caractère aristocratique de l'élection, a fortiori depuis l'invasion de l'Ukraine, qui le pose en chef des armées et lui permet de faire campagne sans guère défendre un programme détaillé soumis à l'arbitrage des Français.

Recul démocratique. Le problème qui se pose à ses concurrents est que la plupart sont rattrapés, eux aussi, par le caractère aristocratique de l'élection : leurs traits de personnalité risquent de tirer leurs scores vers le bas. Éric Zemmour fait peur par sa dureté, Marine Le Pen manque de crédibilité et Valérie Pécresse de sincérité, Anne Hidalgo et Yannick Jadot souffrent d'un trop faible leadership, Jean-Luc Mélenchon est ramené à son passé, à ses foudres et à ses mouvements d'humeur... Seule la personnalité de Fabien Roussel devrait lui permettre d'obtenir un score plus élevé que l'audience actuelle du Parti communiste.

La dérive aristocratique du scrutin présidentiel est en marche, qui rend les programmes – et donc les engagements pris devant les Français – assez secondaires au regard des caractères individuels des candidats. On peut considérer que c'est inévitable, au vu du déclin des idéologies et de la complexité des enjeux, qui rendent plus ou moins obsolète l'idée de représenter fidèlement des aspirations populaires formalisées

↳ Dessin de Balaban, Luxembourg.



Vu de Belgique

Fabien Roussel, la case ouvrière

● **"Fabien Roussel est tombé dans la marmite de potion magique communiste quand il était petit", annonce l'éditorialiste de De Morgen. En ne s'inscrivant pas dans le courant woke, le candidat du PCF [visé mi-mars par une enquête pour emploi fictif] se distingue du reste de la gauche et s'adresse à la France ouvrière plutôt qu'aux bobos : "[Son] programme comporte des revendications classiques comme la hausse du smic et l'imposition des plus riches. [...] Et si Roussel prône le développement des sources d'énergie renouvelables, il soutient par ailleurs, contrairement aux autres candidats de gauche, la filière nucléaire française."**

En dénonçant cette gauche qui "a oublié le peuple, vit en vase clos, s'est embourgeoisée, intellectualisée", il marque un point, souligne l'éditorial : "Si la gauche française est ainsi dans la panade, c'est parce que la classe ouvrière ne se reconnaît plus en elle, et encore moins dans ses diatribes moralisatrices contre ses traditions." Un portrait à lire en intégralité sur notre site.

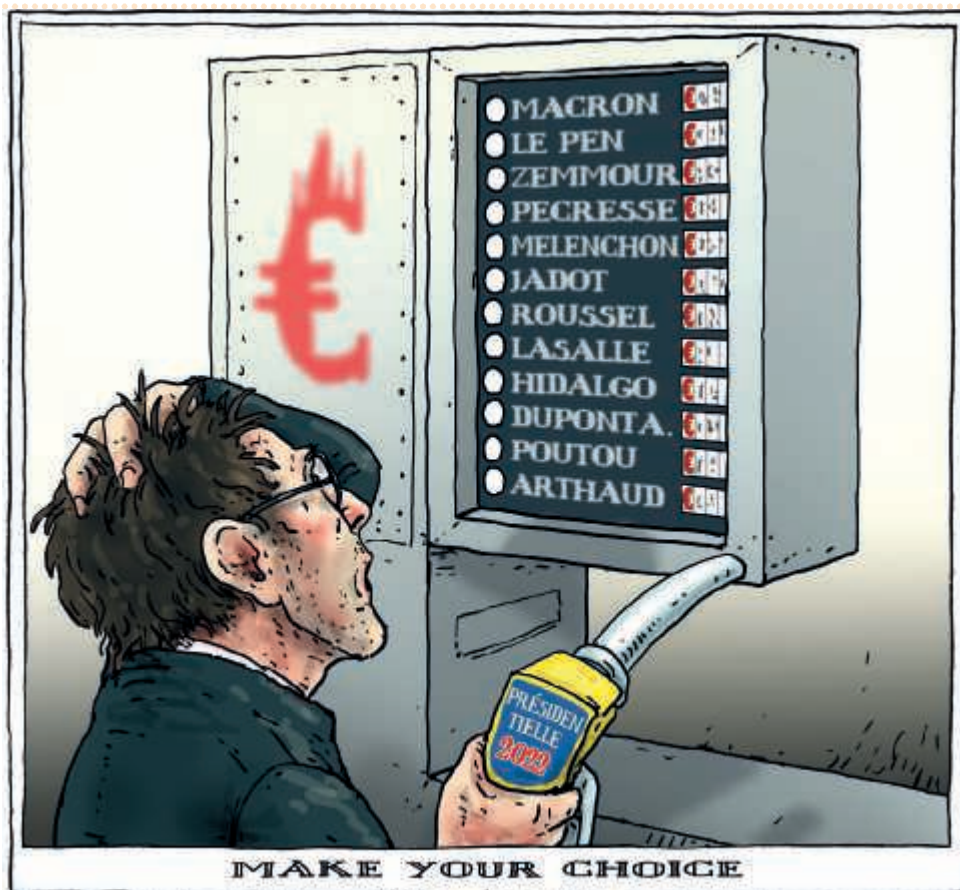
par des partis politiques. Mais cette adaptation à l'air du temps constitue un recul démocratique. Si Emmanuel Macron est réélu, il se sentira moins lié que jamais par des engagements électoraux : il estimera avoir les mains libres pour décider comme il l'entend, ayant été plébiscité pour ce qu'il est et non pour ce qu'il a promis de faire. Au risque d'ailleurs, pour lui, d'être rappelé aux attentes populaires en cours de mandat : soit parce que son parti n'obtiendra pas de majorité parlementaire lors des élections législatives, soit parce que les Français redescendront dans la rue pour exiger d'être entendus.

— **Vincent de Coorebyter**
Publié le 8 mars



L'ŒIL

DE BERTRAMS



Le dessinateur néerlandais croque l'actualité française pour *Courrier international* jusqu'au second tour de l'élection présidentielle.

↑ Faites votre choix. Dessin de Joep Bertrams, Pays-Bas, pour *Courrier international*.

COMMENT ÇA VA LES FRANÇAIS ?

NOOPUR TIWARI, correspondante en France pour la presse indienne.

“La France me paraît très raciste”

Pourriez-vous décrire en trois mots la France et les Français ?

Les Français sont rebelles, peu disposés au changement et racistes. Rebelles, car le patriotisme n'est pas vraiment la culture des Français, qui ont tendance à tester le système. Or il est important de savoir se remettre en question

et d'essayer de changer sa propre pensée. Il faut être ouvert aux changements, voire aux changements assez radicaux, sinon on n'évolue pas.

Les Français ont-ils une vision de leur propre pays plus dure que celle qu'en a le reste du monde ?

Quand les Français parlent entre eux de leur pays, ils en ont une vision très négative, mais dès qu'ils comparent la France à d'autres pays, ils se sentent très supérieurs. En tant que femme de couleur, je trouve cela très raciste. Et c'est présent chez tout le monde – à droite comme à gauche –, quoi qu'en disent les gens de gauche, qui pensent que le racisme est l'apanage

de l'extrême droite. J'aimerais que les Français, quand ils réfléchissent aux conditions de vie dans leur pays, pensent plus aux gens qui souffrent vraiment. Quand ils pensent qu'ils ne vont pas bien, ils devraient prendre du recul.

Avez-vous constaté une évolution majeure de la société française, depuis que vous vivez ici ?

Depuis dix-neuf ans que je suis arrivée en France, je n'ai pas vu de changement particulier, sauf, peut-être, l'apparition de gens de couleur, notamment de Noirs, dans les médias. Cela peut paraître anecdotique, mais c'est très important, car les médias ont un grand pouvoir pour faire évoluer les mentalités.

—Propos recueillis par *Courrier international*

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le QR code



Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/vpc>

ou par téléphone : 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi de 9h à 18h)



Les révolutions du genre

De #MeToo aux nouvelles masculinités, des droits des LGBTQI à leur visibilité dans la culture, les débats sur le genre et la fluidité passionnent la presse mondiale.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

8,50€*

Best of 2021

Courrier international a sélectionné dans ce hors série les articles de la presse étrangère qui ont marqué l'année 2021.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages



8,50€*



Comment le monde a basculé

De l'Afghanistan au Pacifique, la rivalité entre les États-Unis et la Chine redessine l'ordre mondial.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

8,50€*

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 30/06/2022
* Frais de port en sus en fonction du produit.
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>



afrique

Algérie.

Retrouver la mémoire de la révolution

En 1962, les accords d'Évian ont mis fin à huit ans de guerre en Algérie et à cent trente-deux ans de colonisation française. Soixante ans après, il est temps pour les jeunes générations algériennes de se libérer du poids d'une histoire figée.

—Liberté (extraits) Alger

Soixante ans après leur paraphe, les accords d'Évian continuent de symboliser, aux yeux des Algériens, l'acte ayant signé le clap de fin de la longue nuit coloniale.

Jalon important de la Révolution algérienne, le cessez-le-feu proclamé le 19 mars 1962 à la suite de la signature, la veille, de ces accords entre les délégations algérienne, conduite par Krim Belkacem [chef historique du Front de libération nationale (FLN) durant la guerre d'indépendance algérienne], et française, menée par Louis Joxe [alors ministre d'État des Affaires algériennes, il était le principal négociateur des accords d'Évian pour la France], avait ainsi mis fin à une guerre meurtrière de sept ans et demi.

Acte de naissance de la République algérienne, cette date consacre la victoire du peuple algérien sur le colonialisme et le combat libérateur de plusieurs générations de militants.

Ayant joué un rôle clé dans les négociations, Saâd Dahleb, un des membres de la délégation algérienne, a déclaré, en 1982, sur une chaîne de télévision française, que les accords d'Évian ont été "une grande réussite", voire "une œuvre extraordinaire", rien qu'en mettant fin à la guerre. "On était contents de la fin du cauchemar, car la guerre d'indépendance a été

un cauchemar [...]", a témoigné l'historien Mohammed Harbi, dans un entretien télévisé accordé en mars 2018 à *Algeria-Watch* [site d'information sur la situation des droits humains en Algérie]. C'est dire l'importance de cette date pour tous les acteurs de la guerre de libération nationale.

Aussi, au lendemain de l'indépendance, les autorités l'avaient instituée Journée nationale de la victoire. Mais si l'on a toujours célébré ce grand événement, très peu de rencontres et de colloques lui ont été consacrés afin de fixer cette belle page de notre histoire contemporaine dans la mémoire collective.

Même les intellectuels et les historiens ont brillé par leur "démission", en consacrant très peu d'ouvrages à un épisode clé de la Révolution algérienne. Et en ce 60^e anniversaire, l'on ne dérogera certainement pas à la règle en se contentant de quelques cérémonies festives pour célébrer des accords ayant permis de matérialiser, après des décennies de lutte, le rêve d'indépendance.

Cette célébration a minima en Algérie de la date du 19 mars contraste fortement avec ce qui est mené de l'autre côté de la Méditerranée, où une multitude de livres sont dédiés à la guerre d'Algérie, mais aussi aux accords d'Évian, sans parler des innombrables rencontres qui leur sont consacrées.



Même le président Macron y a mis du sien en faisant, à moins de deux mois de la date de la tenue des accords d'Évian et en droite ligne avec sa politique de "réconciliation des mémoires", un geste fort à l'endroit des "Français d'Algérie", en reconnaissant la responsabilité de l'État français dans deux fusillades ayant

↳ Dessin de Vlahovic, Serbie.

eu lieu à Alger le 26 mars 1962 [la fusillade de la rue d'Isly, durant laquelle des Français favorables à l'Algérie française furent mitraillés par l'armée française], et à Oran le 5 juillet 1962 [massacre d'Européens le jour de l'indépendance algérienne].

Certes, les accords d'Évian font partie de l'histoire récente de la France, et le fait que les Français s'y intéressent n'a rien d'étonnant. Mais pas jusqu'à se les approprier et rendre les Algériens s'intéressant à cette séquence historique otages d'une grille de lecture étrangère, faute d'une production intellectuelle locale.

Pourtant, les accords d'Évian symbolisent d'abord et avant tout la victoire de l'Algérie sur le colonialisme. Au vrai, cette date, comme celle du 20 août 1956 [date de la tenue du congrès de

Le pays est resté prisonnier d'une appréhension revancharde de l'histoire.

la Soummam par le FLN, qui structura politiquement le mouvement indépendantiste] et bien d'autres, est quelque peu frappée de suspicion dès la fin de la guerre d'indépendance.

Opposé aux accords d'Évian, le défunt président Boumédiène [en fonction de 1965 à 1978] avait, dès son accès au pouvoir [après le coup d'État du 19 juin 1965, lors duquel le président Ahmed Ben Bella fut renversé], imposé une sorte de chape de plomb sur cette date et sur l'histoire de la révolution, en général, où il n'avait pas joué un rôle de premier plan. Et depuis, le pays est resté, en quelque sorte, prisonnier de cette appréhension revancharde et subjective de l'histoire.

Aujourd'hui, avec la disparition d'un grand nombre de moudjahidin [combattants du mouvement de libération nationale algérien], les nouvelles générations ont tout à gagner à se libérer du poids très pesant des déchirements d'avant et d'après l'indépendance, mais aussi à adopter un rapport adulte et dépassionné à l'histoire en général, et à la révolution en particulier.

—Arab Chih
Publié le 30 janvier

Chronologie

LES ACCORDS D'ÉVIAN

Février 1962 — Après plus de sept ans de guerre, des négociations secrètes commencent entre Algériens et Français dans le Jura, près de la frontière suisse. Elles se poursuivent à partir du 7 mars 1962 à Évian-les-Bains.

18 mars 1962 — Les accords d'Évian sont signés. Ils constituent le cadre des futures relations politiques, mais aussi économiques, techniques et culturelles, entre la France et son ancienne colonie.

19 mars 1962 — Un cessez-le-feu est décrété sur tout le territoire algérien. Les accords comprennent également l'organisation d'un référendum d'autodétermination de part et d'autre de la Méditerranée.

8 avril 1962 — En France, les accords d'Évian sont approuvés par référendum à une très large majorité (90,81 %).

1^{er} juillet 1962 — Le "oui" l'emporte en Algérie à l'issue du scrutin d'autodétermination, avec 99,72 % des suffrages exprimés.

5 juillet 1962 — L'indépendance algérienne est proclamée.

SOURCE

LIBERTÉ

Alger, Algérie

Quotidien, 80 000 ex.

liberte-algerie.com

Fondé en 1992, ce journal est l'un des grands quotidiens algériens. Son actionnaire majoritaire est Issad Rebrab, un industriel proche du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), mais la ligne éditoriale est indépendante.



Le refoulé s'invite dans la campagne présidentielle française

Tous les chemins électoraux français passent-ils par l'Algérie ? On peut le penser, tant la mémoire algérienne devient, pour les candidats à l'Élysée, un argument politique.

—TSA - Tout sur l'Algérie
(extraits) Alger

Histoire, guerre et paix s'imposent à nouveau dans la présidentielle française. La question mémorielle entre Français et Algériens ne cesse d'être ravivée par les candidats à la fonction présidentielle.

C'est Emmanuel Macron, l'actuel président français, qui est le premier à utiliser la relation franco-algérienne dans la campagne présidentielle. Le chef d'État fait d'opportuns allers-retours sur le passé colonial de la France à quelques mois du scrutin.

Le président de toutes les versions de l'histoire : c'est ainsi qu'Emmanuel Macron est perçu par une partie de l'opinion française, alors que la France et l'Algérie s'apprêtent à commémorer les accords d'Évian.

[Le 26 janvier], le président français revenait sur les massacres d'Européens par l'armée française dans la rue d'Isly, à Alger, le 26 mars 1962, qui ont fait 60 morts. [Des Français favorables à l'Algérie française furent mitraillés. Le chiffre varie, selon les sources, de 49 à 80 morts.]

Il a qualifié ces "massacres" d'"impardonnables". "Les soldats français, déployés à contre-emploi, mal commandés, ont tiré sur des Français", a reconnu Emmanuel Macron.

Il a également demandé à l'État algérien de reconnaître les massacres d'Européens à Oran le 5 juillet 1962 [le jour de l'indépendance algérienne]. Une demande décalée au moment où l'Algérie réclame la reconnaissance des crimes commis durant la colonisation française.

Cette fois, le président semble faire de l'œil à l'électorat pied-noir. Parmi les nombreuses associations de pieds-noirs, l'information a été reçue de différentes manières. Si certains Français d'Algérie ont été émus d'entendre les mots "massacre" et "impardonnable" dans la bouche de leur chef d'État, d'autres associations, à l'inverse, n'y ont vu qu'un discours sans fond et sans actes. Et surtout, pour beaucoup, [ces mots] ne viennent pas annuler la reconnaissance de la colonisation comme crime contre l'humanité par Emmanuel Macron en 2017.

Alors qu'il était seulement candidat à la présidentielle à l'époque, il avait profité

d'un déplacement à Alger [en février 2017] pour admettre l'horreur de la colonisation. Ces mots, les pieds-noirs ne lui ont pas pardonné.

Depuis le début de son mandat, Emmanuel Macron tente de redessiner les contours de l'histoire entre la France et l'Algérie, il a des mots pour toutes les exactions que la France n'a jamais voulu admettre, des Algériens noyés le 17 octobre 1961 [répression, par la police française, d'une manifestation pacifique d'Algériens à Paris, qui fit de 37 à 200 morts, selon des chiffres encore indéterminés] aux tirs sur les Français quelques jours après les accords d'Évian dans la rue d'Isly.

Refus du manichéisme ou enjeu électoral, la posture d'Emmanuel Macron est surtout perçue comme maladroite. La mémoire algéro-française n'est finalement qu'une porte d'entrée pour se positionner face à l'Algérie. Chaque élection présidentielle ressort la carte Algérie pour diverses questions, tant la France est liée à ce pays. Immigration, passé colonial, coopération bilatérale. À chaque élection française, tous les chemins mènent à l'Algérie, ça ne rate pas.

L'Algérie est devenue une sorte de balle de tennis que les candidats s'envoient en pleine face pour gagner quelques suffrages.

On aurait pu croire que, pour cette présidentielle 2022, l'Algérie serait un bien lointain sujet. D'ailleurs, on remarque que cette année aucun candidat ne s'est (encore) déplacé à Alger, alors que c'était une tradition française. Nicolas Sarkozy, François Hollande ou encore Emmanuel Macron avaient effectué leur voyage de "candidat" à Alger avant d'être élus.

Même les profils un peu plus outsiders se pressaient aux portes algériennes. On se souvient d'Arnaud Montebourg, fier de revendiquer les origines algériennes de sa mère. Les négociations en amont avec l'Algérie semblaient être un passage obligé pour les candidats à la présidentielle.

Cette fois, personne ne se rend sur les terres algériennes. Le Covid-19 est une excuse valable pour éviter les déplacements politiques. Alors on joue la question algérienne à domicile.

Dès que les premières candidatures ont été déclarées, le rapport à l'Algérie est très rapidement ressorti. Emmanuel Macron n'a pas été le seul à prendre à bras-le-corps le sujet Algérie, bien au contraire.

Éric Zemmour en fait quasiment son thème de campagne. On ne compte plus les mesures anti-algériennes que l'homme a promises. Sa dernière sortie sur l'Algérie promettait d'exclure la repentance française et de négocier "entre hommes" avec les dirigeants algériens.

Le candidat d'extrême droite a promis de détruire les dernières pierres des accords négociés entre la France et l'Algérie au lendemain de l'indépendance. Il veut en finir avec les accords de 1968 [signé entre la France et l'Algérie, cet accord régleme les circulations, l'emploi et le séjour des ressortissants algériens en France], qui favorisent les déplacements des Algériens vers la France. Éric Zemmour se sert des vieux désaccords mémoriels pour rompre avec l'Algérie d'aujourd'hui.

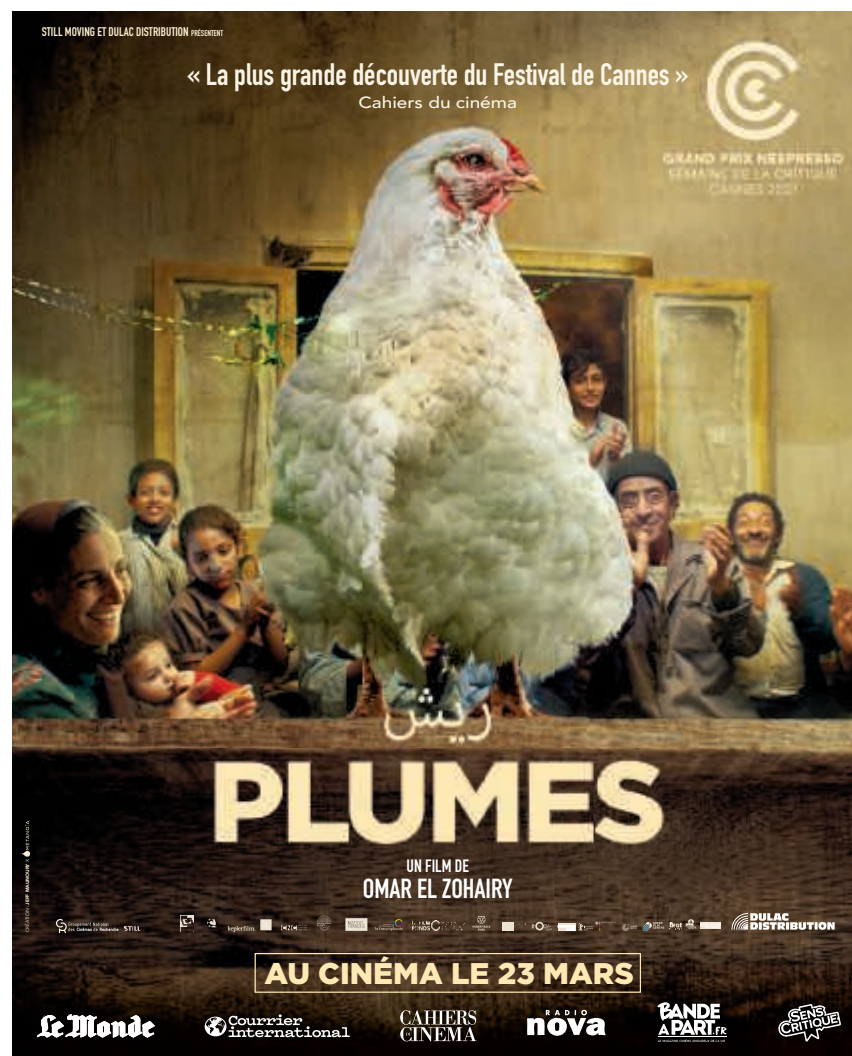
Toujours à droite, Valérie Pécresse s'est également engouffrée dans la question mémorielle. L'occasion pour la candidate de s'opposer à Emmanuel Macron, qui selon elle "a un problème avec l'histoire", puisqu'elle estime qu'il n'y a jamais eu de crime contre l'humanité dans cette histoire commune.

À l'inverse, à gauche, on observe une mise en scène de soutien à l'Algérie. Jean-Luc Mélenchon s'épanche sur ses liens avec le Maghreb dans des confidences intimes livrées au magazine *Gala*. Sa grand-mère, qui avait quitté l'Algérie pour le Maroc, lui fait monter les larmes aux yeux dans les colonnes du magazine *people*.

L'Algérie devient ainsi une sorte de balle de tennis que les candidats s'envoient en pleine face pour gagner quelques suffrages par-ci et par-là ou pour mettre en danger les candidats rivaux.

À trop être citée, l'Algérie en devient un sujet qui permet de toucher de nombreuses communautés, que ce soit les franco-algériens, les immigrés, les pieds noirs, les anti-immigrations ou encore la fachosphère. Pourquoi donc s'en passer ?

—Soraya Amiri
Publié le 2 février



AFRIQUE DU SUD

La vie dorée du pasteur Java

Prophète autoproclamé, Passion Java a construit, grâce à Internet, une église virtuelle qui prêche la bonne parole. Les "leçons" sont payantes et les bénéfices faramineux.

—Sunday Times (extraits)
Johannesburg

Si vous voulez vivre la vie d'un prédicateur jet-setteur millionnaire, le Zimbabween Passion Java, 34 ans, promet de vous montrer comment. Mais vous devrez payer pour ce privilège. Ce prophète autoproclamé, qui a claqué 1,3 million de rands [plus de 75 000 euros] dans un club de Pretoria en un week-end, a gagné des centaines de millions avec le "business" de la religion.

Java, qui réside désormais aux États-Unis, n'a pas d'églises concrètes, il préfère prêcher sur les réseaux sociaux. *Passion Java Ministries*, son site, présente plusieurs moyens de faire cracher les fidèles au bassin.

Flambeur. Pour 1 000 dollars [881 euros] (dans les 15 000 rands), vous pouvez adhérer à un programme de deux mois avec cinq leçons par semaine (souscrivez maintenant et bénéficiez de 80 % de réduction !), entre autres sur la façon de gagner de l'argent. Ce programme est destiné à former, guider et entraîner les "fils et les filles au monde et à la prophétie".

Les participants se verront enseigner "différents niveaux de révélation" et acquerront "une compréhension plus profonde du domaine spirituel". (Désolés, pas de remboursement.)

Les livres et la musique sont bon marché, le baptême coûte 444 dollars [392 euros], et pour 220 dollars [194 euros], vous avez droit à un coup de fil avec Java en personne. Moins cher, une conversation téléphonique avec l'apôtre Innocent Java, son fils, qui pourra vous aider à "rompre avec les autels du mal et vous libérer des

conjoins spirituels" (99 dollars seulement, soit 87 euros). Lily Java, sa femme, propose, elle aussi, des cours pour 220 dollars, paiement facile par PayPal et carte bancaire.

Le pasteur a demandé sur les réseaux sociaux : "Si je vous donne un million de dollars, qu'est-ce que vous ferez pour moi ?" Il a reçu près de 4 000 réponses.

Java a dépensé 1,3 million de rands au 012 Lifestyle, un club

branché de Pretoria où il fêtait l'anniversaire de deux amis, Joshua Muchena et Boss Lashaan, le directeur de Passion Java Records.

Selon une serveuse qui était de service ce soir-là, les assistants de Java avaient appelé auparavant pour commander 100 bouteilles d'Ace of Spades, le champagne rosé de la star américaine Jay Z, à 10 000 rands la bouteille [582 euros].

Ils ont ajouté à cela 20 bouteilles de Dom Pérignon Lumineux à 6 000 rands [350 euros] chacune, et 50 bouteilles de Veuve Clicquot Rich à 2 000 rands chacune [116 euros], soit 220 000 rands en tout [12 700 euros]. Plus, entre autres, 3 bouteilles de Glenfiddich 23 ans Grand Cru à 9 500 rands [554 euros] chacune et 10 petites bouteilles de Coca. La nourriture était secondaire : deux assiettes représentaient 1200 rands [70 euros]. La note

"Je suis allé à son église, mais j'ai arrêté. Tout ce qu'il fait, c'est pour doper son ego."

Nigel Musenga, ANCIEN FOLLOWER DE PASSION JAVA

a été postée en ligne : on y voit que le service de 10 % se montait à 124 000 rands [7 228 euros]. Java a expliqué à *News24* qu'il était en Afrique du Sud pour quelques jours et voulait se faire une "sortie sympa" parce qu'il avait eu de la chance au cours de sa vie. "Si je peux gâter ceux qui m'entourent, je le ferai."

La serveuse, dont nous ne pouvons citer le nom car le personnel du club a reçu l'ordre de ne pas parler aux médias, précise que le personnel ne s'est pas partagé les pourboires et que la personne qui a servi Java et ses amis n'a pas travaillé cette semaine.

"Elle était probablement aux Bahamas", a lancé un des clients en riant. Les flambeurs ne sont pas inhabituels au club, nous a-t-on expliqué. "Ça arrive souvent, il y a des gens qui débarquent et qui dépensent beaucoup d'argent - pas autant que samedi -, mais ça arrive."

Le pasteur a lancé une église appelée Kingdom Embassy en 2010, et une chaîne de

Le Zimbabween Passion Java.
Dessin de Glez, Burkina Faso,
pour Courrier international.

télévision appelée Kingdom TV trois ans plus tard. Il a l'habitude d'afficher sa richesse. On trouve sur ses comptes des vidéos de lui avec des voitures de luxe et des liasses de billets.

Il affirme montrer son argent pour inspirer les autres, mais tous ses followers ne sont pas convaincus. Nigel Musenga, qui a été l'un d'entre eux, déclare : "Un pasteur est censé être humble. Et Passion Java n'est pas humble. Je suis allé à son église et j'ai suivi ses enseignements en ligne, mais j'ai arrêté. Tout ce qu'il fait, c'est pour doper son ego et étaler sa richesse."

Juste "un business". Valerie Muchuwa, qui l'a elle aussi suivi, confie : "Avant, j'admirais Passion Java, mais maintenant, je trouve juste que c'est un clown. Je l'ai contacté parce que je voulais qu'il me guide, mais on m'a dit qu'il fallait que je commence par lui verser 1 000 dollars. C'était très décevant."

Java a déclaré l'année dernière à la publication en ligne *Nehanda Radio* que la religion était un "business". "Si une personne vient à mon église et me donne de l'argent, je l'accepterai. Mais j'ai d'autres affaires que je ne mentionnerai pas parce que mes affaires, ce sont mes affaires, et les vôtres, ce sont les vôtres."

Larry Kwirirayi, qui est une personnalité de la radio au Zimbabwe, ne voit rien de mal dans ce que fait le prédicateur. "Passion Java s'exprime différemment, nous avons tous la liberté de choix, déclare-t-il. Je ne vois aucun conflit entre la religion et l'argent. La religion, c'est l'argent, et si Java décide de dépenser son argent comme il l'entend, c'est très bien."

—Alex Patrick
et Sharon Mazingaizo
Publié le 16 janvier



SOURCE



SUNDAY TIMES

Johannesburg, Afrique du Sud
Hebdomadaire, 504 000 ex.
[timeslive.co.za/sundaytimes](https://www.timeslive.co.za/sundaytimes)
Fondé en 1906, *Sunday Times* est le journal dominical le plus populaire d'Afrique du Sud. Jadis conservateur, il est devenu de plus en plus libéral. Son succès repose sur ses enquêtes rigoureuses, ses nombreuses analyses et ses pages sportives.

Shellac présente

« UN PORTRAIT TOUT EN NUANCES
DE LA FRANCE D'AUJOURD'HUI » ★★★

Première



10 ANS APRÈS

« NOUS, PRINCESSES DE CLÈVES »

AVEC ALBERT AURORE
ANAÏS
MORGANE ABOU
ARMELLE
CADIATOU
LAURA
EMMANUELLE
SARAH
VIRGINIE

UN FILM DE REGIS SAUDER

AU CINÉMA LE 23 MARS

Télérama

LOBS

PREMIERE

Causette

SENS
CRITIQUE

RENDEZ-VOUS
CULTURE



amériques

Argentine. En Patagonie, des habitants poussés dehors

À El Chaltén, capitale du trekking andin, l'offre de logements aux étrangers et aux touristes, toujours plus importante, oblige de nombreux habitants à vivre dans des mobil-homes.



—**ELDIARIOAR** (extraits)
Buenos Aires

Comme tous les soirs, Domo Blanco, le seul vendeur de glaces d'El Chaltén, fait salle comble. Les gens font la queue à l'intérieur et sur le trottoir. Sur l'avenue principale, on croise quelques voitures mais surtout des gens à pied qui cherchent un restaurant, retournent dans leur hôtel ou se promènent. La saison bat son plein dans la capitale nationale du trekking.

Les touristes qui attendent de commander leur glace n'y prêtent sans doute pas attention, mais, à l'intérieur du magasin, il y a un panneau réclamant "des terrains pour El Chaltén, TOUT DE SUITE". Un message qu'on retrouve un peu partout : chez le boucher, à la supérette, sur les fenêtres des maisons, sur les vitres des voitures. Au milieu du vacarme touristique,

ceux qui vivent et travaillent dans cette ville de la province de Santa Cruz veulent se faire entendre.

Lorsqu'elle est arrivée à El Chaltén il y a huit ans, Mariana Neme a dû s'installer dans un dépôt : une pièce remplie de cartons, le seul logement disponible à l'époque. Elle a ensuite passé quelque temps dans une tente et, plus tard, dans un studio partagé avec une amie, avec la salle de bains à l'extérieur. "Ce n'était pas très confortable", se souvient-elle. Elle travaillait alors comme serveuse et, hors saison, elle retournait à Santa Fe, bien plus au nord, ou voyageait ailleurs. Maintenant, sa vie a changé. Elle travaille comme garde forestier dans le parc national de Los Glaciares, elle a une fille de 4 ans et vit dans un mobil-home garé sur un terrain squatté.

Les locations sont réservées aux touristes et, aucun terrain

n'étant disponible à la vente, la plupart des habitants de la ville et ceux qui viennent travailler pendant la saison vivent, comme elle, dans des mobil-homes ou dans de petites maisons sur roues. Une première explication se trouve dans les origines de la ville. El Chaltén a été créé en 1985 dans le cadre d'une stratégie politique visant à consolider la souveraineté de l'Argentine en plein conflit frontalier avec le Chili. Lors du premier recensement, en 1991, El Chaltén comptait 41 habitants. En 2001, ils étaient 371 ; en 2010, 950 ; et en 2012, plus de 1000. Actuellement, la population est d'environ 3000 habitants, un chiffre inférieur aux 5000 places réservées aux touristes, en comptant les chalets, campings et hôtels.

"Montagne fumante". Les amateurs de montagne étrangers avaient découvert El Chaltén depuis longtemps, mais le lieu a connu un regain de fréquentation depuis que les 213 kilomètres qui séparent le site d'El Calafate, accessible en avion, ont été goudronnés.

Mariana Neme continue : "Je me suis installée dans ce mobil-home à un moment difficile, je voulais me séparer de mon partenaire et vivre seule avec ma fille, mais je ne pouvais pas me permettre de payer un loyer avec les prix actuels." Le terrain où elle est installée appartient à l'État. Le plus dur quand on vit dans un mobil-home, raconte Neme, c'est l'hiver, parce qu'on passe beaucoup de temps à l'intérieur : "Je tiens bon, mais dans deux ans je devrai résoudre ce problème. Ma fille a besoin d'espace, et je voudrais avoir un endroit où vivre dignement, cultiver des légumes, faire du sport, profiter de la vie. J'essaie de positiver, parce que c'est un endroit magnifique, mais c'est lourd... Cette ville pousse les gens à leurs limites à bien des égards." Les habitants demandent à la municipalité d'allouer et de vendre les terrains publics restants ou de créer de nouvelles zones pour la construction de logements. Même la proposition de créer une ville-satellite est sur la table.

Originaire de Rosario, Mauro Piombo, 46 ans, a déménagé à El Chaltén il y a seize ans. Il est arrivé avec l'intention de rendre visite à un ami, mais est resté pour travailler comme saisonnier, est tombé amoureux et a eu un fils. Il est désormais professeur de



musique au collège de la ville et vit dans une maison sur roues, pour l'instant dans le jardin d'un ami, qui refuse de lui faire payer un loyer. Mais des gens sont prêts à payer 200 dollars pour un endroit où installer leur mobil-home.

Le problème des habitants d'El Chaltén n'est pas lié à l'argent. Dans de nombreux cas, il s'agit de personnes qui gagnent bien leur vie et pourraient construire leur propre maison ou vivre dans un logement plus confortable ; il leur manque juste un terrain à acheter.

Logements à bâtir, vente de terrains publics, la mairie est sommée d'agir.

Lorsqu'un terrain est mis en vente, son prix ne peut convenir qu'à des promoteurs. Le dernier terrain à vendre, selon les habitants, était proposé à 300000 dollars. Et ceux qui ont un logement disponible trouvent plus pratique de le louer temporairement aux touristes que de signer des contrats à long terme en pesos. Pour les habitants d'El Chaltén, qui ont souffert cet été du débordement du système d'égouts de la ville, la seule chose qui reste à faire est de partir. Mauro Piombo regrette : "La ville continue de s'étendre et ceux d'entre nous qui ont choisi de vivre ici depuis longtemps, qui ont un projet de vie et de famille dans cet endroit, sont laissés de côté. C'est désespérant et beaucoup de gens décident de partir parce que la ville les pousse dehors."

C'est samedi matin. Il bruine et de légers nuages se déplacent au-dessus de la montagne Chaltén, "montagne fumante" en langue aonikenk. Nati Ebe entre et sort du mobil-home avec des vêtements

qu'elle lave dans un seau orange. C'est jour de lessive.

À l'intérieur de sa caravane, un espace de moins de 6 m², se trouve tout ce qu'elle possède : un lit recouvert d'une couette, un ordinateur posé sur un tiroir en bois peint, une petite table ovale et une cuisine avec des bocaux d'épices suspendus au plafond. "Vous ne trouverez pas plus chic", plaisante Nati, qui est photographe et a décoré la pièce avec des tapis colorés et des pompoms. Elle explique en désignant ses voisins : "Nous sommes plusieurs à louer ce terrain. Le propriétaire possède une agence de tourisme et presque tous ceux qui vivent ici sont ses employés. Par exemple, les guides de montagne habitent à côté."

Mais les employeurs n'ont pas toujours de terrains à offrir à leur personnel, c'était l'un des problèmes de cette saison. Les entreprises avaient besoin de recruter pour répondre à la demande, mais ne pouvaient garantir un logement à leurs employés. Les touristes qui ont réservé tôt, en revanche, avaient l'embaras du choix.

—**Delfina Torres Cabrerros**
Publié le 20 février

SOURCE



ELDIARIOAR

Buenos Aires, Argentine
eldiarioar.com

ELDIARIOAR est un site argentin en accès gratuit (avec des contributions volontaires), fondé en 2020 et associé au site espagnol *ElDiario.es*. Il affirme son indépendance : sa société éditoriale, Prensa Digital, appartient à des journalistes argentins et à *ElDiario.es*.



**139 tonnes de CO₂e économisées⁽¹⁾
par nos clients avec
Mon Programme Pour Agir.**

**J'agis
avec
ENGIE**

Merci aux 36 000 clients qui ont participé aux challenges de réduction de consommation d'énergie. Ils sont la preuve que, tous ensemble, nous avons le pouvoir d'agir sur l'environnement.

Rejoignez-les sur monprogrammepouragir.fr⁽²⁾



ENGIE

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

⁽¹⁾Estimation des économies de CO₂e des 36000 participants aux challenges de réduction de consommation d'énergie Ma conso organisé du 01/03/2021 au 30/06/2021 et du 01/11/2021 au 31/12/2021 par rapport à la même période en 2020, soit les émissions induites par la consommation électrique de 4100MWh. Calculé avec le facteur d'émission des offres Électricité verte d'ENGIE de 34g CO₂e/kWh. (Étude Carbone 4 pour ENGIE, mai 2021.) Voir détails sur particuliers.engie.fr/challenge

⁽²⁾Mon Programme Pour Agir est un service gratuit réservé aux clients ENGIE ayant souscrit une offre de marché, qui a pour objectif de valoriser les actions des consommateurs qui s'engagent en faveur de la transition énergétique. Grâce à leurs actions éco-responsables, ils peuvent cumuler des KiloActs et les utiliser pour accéder à des avantages et soutenir des projets.

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2435285011€ - RCS NANTERRE 542 107 651. © Louise Carrasco.

↳ Dessin de Falco, Cuba.

ÉTATS-UNIS

Austin se rêve en capitale d'une autre Silicon Valley

Soucieux d'éviter les prohibitifs loyers et les fortes inégalités de San Francisco, les géants de la tech se pressent dans la capitale du Texas.



—The Economist (extraits)
Londres

Austin va afficher “la plus grande expansion qu’une ville américaine ait connue depuis cinquante ans”, prédit Elon Musk. De 2010 à 2020, l’agglomération a connu le deuxième taux de croissance du pays : sa population a augmenté d’un tiers. Déjà la 11^e ville des États-Unis, la capitale du Texas pourrait bientôt

remplacer San José, nichée dans la Silicon Valley, parmi les dix premières.

La prolifération des puits de pétrole était jadis le symbole du dynamisme du Texas, mais aujourd’hui cet élan se mesure au nombre de grues qui montent des gratte-ciel à Austin, déclare Evan Smith, le patron du *Texas Tribune*. Meta, né Facebook, y a récemment loué 33 étages dans un bâtiment qui sera le plus haut

de la ville une fois achevé, l’année prochaine. Tesla, la société que dirige Musk, et le géant du logiciel Oracle y ont transféré leur siège.

Les personnes venues de la région de la baie de San Francisco affluent, à la recherche d’une meilleure qualité de vie. Il n’y a pas d’impôt d’État sur le revenu, le logement est moins cher et les restrictions liées au Covid-19 moins importantes. La vie politique de la ville est, au Texas, celle qui se rapproche le plus de celle de San Francisco. Les habitants ont pour devise “Keep Austin Weird” [“Conservons la bizarrerie d’Austin”], et cultivent une créativité originale. L’université du Texas (UT) à Austin produit des travailleurs hautement qualifiés. Jay Hartzell, son président et ancien doyen de la faculté d’Économie, s’emploie à nouer des liens étroits avec les entreprises locales.

Jim Breyer, un investisseur de premier plan, a établi un deuxième siège pour sa société à Austin et s’y est lui-même installé après avoir remarqué que les jeunes entrepreneurs étaient rebutés par le coût du logement dans la région de la baie de San Francisco. “La région de la baie est incontournable pour la prochaine génération d’Internet, l’intelligence artificielle (IA), les technologies quantiques et les perspectives de financement”, confie-t-il, mais il voulait trouver une base où les jeunes créateurs d’entreprise auraient les moyens de vivre.

L’arrivée des Californiens et autres provoque des problèmes semblables à ceux de San Francisco mais à une plus petite échelle. Austin connaît les pires embouteillages du Texas. Elle dépense actuellement des milliards pour améliorer la circulation et élargir un axe important, mais ces projets prendront des années.

Les électeurs avaient dépenalisé le camping dans l’espace public en 2019, et les sans-abri étaient devenus plus visibles. On les voyait occuper les parcs et

autres espaces, des scènes qui rappelaient San Francisco. Les électeurs ont rétabli l’interdiction en mai dernier, et les sans-abri n’ont plus le droit de camper dans les espaces publics, qui ont pour la plupart été évacués.

Mais le problème demeure et l’augmentation du prix du logement risque de l’aggraver. Sa valeur moyenne a augmenté de 56 % entre mars 2020 et novembre 2021. L’UT a commencé à proposer des primes pour attirer les professeurs. “Avant, on appelait les professeurs de Californie pour leur dire combien ils économiseraient en venant à Austin”, confie M. Hartzell. Maintenant, “ce sont les autres universités qui nous font le coup”.

Les élus et les habitants favorables à la construction de logements pour soutenir la croissance devront affronter tous ceux qui refusent de voir leur ville chan-

Les habitants ont pour devise “Keep Austin Weird” et cultivent une créativité originale.

ger. Certains se disent : “Si on ne construit pas, ils ne viendront pas”, explique un élu, une forme de protectionnisme comparable à celui de la région de la baie. La ville a tenté de modifier son code de l’urbanisme pour pouvoir accroître plus facilement la densité, mais certains ont intenté un recours. Le dossier est toujours en cours. Si Austin n’augmente pas le nombre de logements, elle risque de perdre les artistes, les musiciens et les créateurs qui la rendent si attirante pour les autres, confie Steve Adler, le maire.

Même aux prises avec les affaires d’une ville en pleine expansion, Austin présente quelques avantages. Premièrement, elle dispose d’un grand nombre de terrains à distance de voiture : on peut trouver des logements bien plus abordables à trente minutes dans

toutes les directions, ce qui n’est pas le cas de la région de la baie de San Francisco, plus enclavée. De plus, la ville en est au début de son “cycle de vie”, ce qui signifie que “la municipalité et l’État ont l’occasion de faire des choses originales qui pourraient très bien marcher”, explique Jim Breyer.

Les nouveaux arrivants n’ont en général pas la moindre envie de recréer la région de la baie de San Francisco. “Les gens qui viennent ici tiennent à ne pas refaire les mêmes erreurs”, déclare Patrick McKenna, le fondateur de One America Works, une association qui met les talents en relation avec des pôles de nouvelles technologies. Il a quitté la Californie pour s’installer à Austin. Il ne faudrait pas que la communauté locale soit exclue de la prospérité que les entreprises du numérique génèrent pour leurs employés et leurs actionnaires, explique-t-il. C’est ce qui est arrivé à San Francisco, et cela a accru les inégalités et provoqué un contrecoup.

Beaucoup de gens pensent que le Texas deviendra plus démocrate au fur et à mesure que les Californiens s’y installeront. Austin, cependant, l’est déjà. Plutôt que de pousser la ville vers la gauche, les nouveaux arrivants venus de Californie la pousseront peut-être vers le centre. “La plupart des gens qui quittent la Californie sont partisans d’une société libre ou plus à droite”, déclare Joe Lonsdale, un investisseur. Il parle aussi pour lui : il a soutenu le retour de l’interdiction du camping dans l’espace public et lancé récemment une université antiwoke.

Les élections municipales de novembre constitueront “un test qui permettra de savoir comment se voit la ville”, déclare M. McKenna. Steve Adler ne pourra pas se présenter car il a atteint la limite de ses mandats. Un modéré favorable aux entreprises devrait l’emporter.—

Publié le 15 janvier



BIENVENUE

DANS UNE AUTRE
GRANDE-BRETAGNE

©VisitBritain/Matador Network



[visitbritain.com](https://www.visitbritain.com)



asie

Corée du Sud. Moon éclipsé

Le gouvernement démocrate de Moon Jae-in n'a finalement pas réussi à répondre aux aspirations de la population. Pire, il a lui-même mis en selle le nouveau président, Yoon Suk-yeol.

—Pressian (extraits) Séoul

En perdant de peu l'élection présidentielle, qui s'est déroulée le 9 mars, le Parti démocrate va devoir laisser la présidence cinq ans à peine après l'avoir gagnée. En 2016, à la vue des rues remplies de manifestants, il était pourtant en droit de rêver d'une place à conserver longtemps pour son candidat, Moon Jae-in. Celui-ci allait la prendre quelques mois plus tard, presque une décennie après le mandat du dernier président de gauche, Roh Moo-hyun (2003-2008). La colère de la population était alors immense, contre le gouvernement sortant de Park Geun-hye [destituée en décembre 2016 pour abus de pouvoir et corruption] et contre l'ensemble des politiciens conservateurs. "Une occasion en or", disait-on fréquemment au sein du Parti démocrate.

Le plus douloureux pour ses partisans réside dans le fait que le président Moon va devoir céder sa place à Yoon Suk-yeol, devenu candidat de l'opposition après avoir été l'homme du président Moon lui-même. "C'est le Parti démocrate au pouvoir qui a ressuscité les conservateurs peu après la destitution de leur présidente, et qui a fait naître le candidat de la principale force d'opposition en le nommant procureur général", a déclaré Sim Sang-jung, candidate du Parti de la justice pendant la campagne.

Porté par la soif du peuple pour une société plus juste, le président Moon Jae-in, dès son arrivée au pouvoir, en mai 2017, s'est attelé à ce qu'il considérait comme sa mission principale : éradiquer les maux de la société, à savoir la corruption et les différentes formes

d'injustice sociale. Ainsi a-t-il appelé à ses côtés Cho Kuk, juriste et professeur de l'université nationale de Séoul, qui était considéré comme l'"icône de la justice". Il a également nommé à la tête du parquet de Séoul Yoon Suk-yeol, qui avait été limogé pour avoir révélé les manœuvres de manipulation de l'opinion publique par les services de renseignements, dans le cadre de la campagne présidentielle de 2012 à l'issue de laquelle avait été élue Park Geun-hye. Il a été chargé d'enquêter sur Choi Soon-sil, accusée de s'être impliquée dans les affaires de l'État en abusant de ses liens d'amitié avec la présidente. [Park Geun-hye elle-même a été emprisonnée pour de nombreux faits d'abus de pouvoir, condamnée à vingt ans

Avant de passer à l'opposition, Yoon Suk-yeol a été l'homme du président Moon.

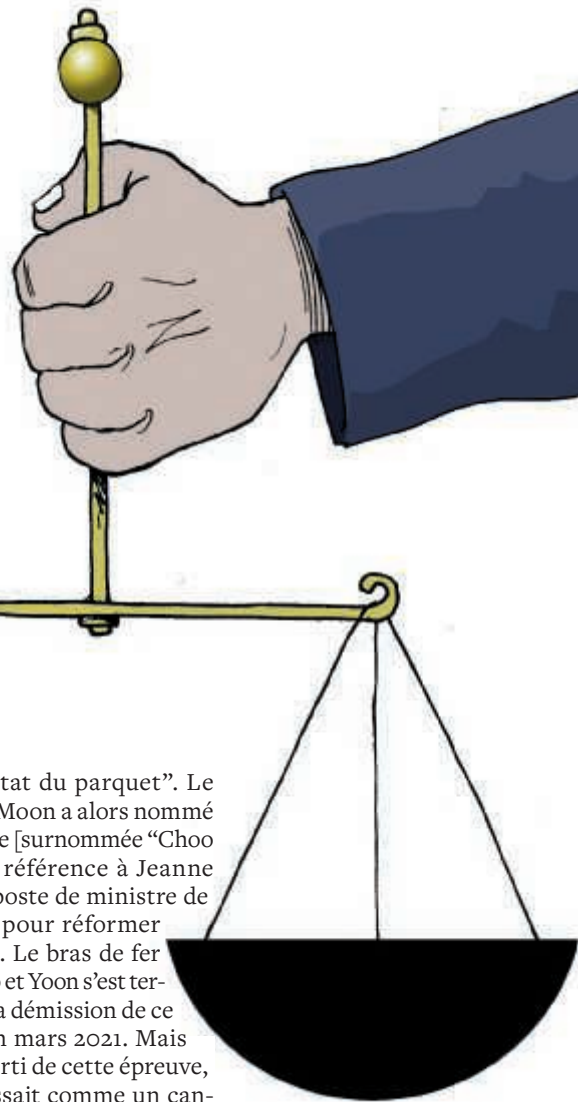
de prison, puis graciée et libérée le 31 décembre 2021 au terme de quatre ans et neuf mois d'emprisonnement.] Grâce à ce travail, M. Yoon a bénéficié d'une promotion exceptionnelle, devenant, en 2019, procureur général.

Avec la bénédiction du président, il a poursuivi sa croisade contre la corruption et commencé à enquêter sur... Cho Kuk et sa famille, remettant en cause au passage certaines actions gouvernementales, au point que la présidence a fini par considérer tous ses agissements comme un

"coup d'État du parquet". Le président Moon a alors nommé Choo Mi-ae [surnommée "Choo d'Arc" en référence à Jeanne d'Arc] au poste de ministre de la Justice pour réformer le parquet. Le bras de fer entre Choo et Yoon s'est terminé par la démission de ce dernier, en mars 2021. Mais une fois sorti de cette épreuve, il apparaissait comme un candidat potentiel de l'opposition grâce à son image de victime, d'homme qui avait lutté contre un pouvoir moralisateur, jugé finalement hypocrite.

Par ailleurs, M. Yoon a fait de l'équité une de ses valeurs principales. Un des chefs d'accusation contre Choi Soon-sil était qu'elle avait soudoyé certaines personnes pour faire entrer sa fille dans une université [aux critères d'admission très sélectifs]. Le gouvernement de Moon Jae-in a commencé à être ébranlé quand on a accusé la famille de Cho Kuk de multiples délits destinés à avantager la fille de celui-ci, par attribution de bourses, falsification de documents, etc. Ces révélations ont provoqué la colère des jeunes électeurs.

Autre illustration de *naeronambul*, néologisme qui signifie "ce qui est un adultère pour l'autre est une romance pour moi", et qui renvoie à l'hypocrisie des hommes politiques : des personnalités emblématiques de la gauche comme Park Won-soon ont été accusées de harcèlement sexuel. Le maire



Avec Yoon Suk-yeol, la droite revient au pouvoir

●●● Le scrutin du 9 mars a apporté une victoire de justesse au candidat de l'opposition conservatrice. Yoon Suk-yeol, candidat du Parti du pouvoir du peuple, a été élu président avec 48,56 % des voix. Son adversaire Lee Jae-myung, du Parti démocrate, le parti du président sortant Moon Jae-in, a obtenu 47,83 %.

Seules 247 077 voix d'écart ont décidé de l'issue des élections. "De toute l'histoire de la Corée du Sud, jamais un candidat n'a gagné avec aussi peu d'avance", fait remarquer le quotidien **Hankook Ilbo**. Comme en 2017, le taux de participation a été très élevé, à 77,1 %.

La victoire de M. Yoon n'a été annoncée que vers 4 heures le lendemain du scrutin, les habitants atteints du Covid-19 ayant dû attendre la fin de la journée pour voter. Le nombre de cas atteignait les 300 000 par jour la veille de l'élection.

Commentant les sondages de sortie des urnes, **Kyunghyang Shinmun** fait remarquer que les plus de 60 ans ont massivement voté pour le candidat conservateur (64,8 % chez les 60-69 ans).

Le vote de la tranche d'âge des 20-39 ans a, lui, été marqué par genre : les hommes soutenant M. Yoon et les femmes M. Lee. Chez les 20-29 ans, 58,7 % d'hommes ont voté pour M. Yoon, contre 33,8 % de femmes.

"Ces scores montrent que l'égalité entre les deux sexes, qui a été un sujet important tout au long de la campagne, a réellement divisé les jeunes électeurs", affirme le journal.

—So O-ri

Publié le 10 mars

PLUTÔT QUE DE CHERCHER DES JEUNES AVEC DE L'EXPÉRIENCE, ON PRÉFÈRE LEUR EN DONNER.

Les magasins E.Leclerc recrutent et forment plus de 2700 jeunes en contrat d'apprentissage chaque année. C'est l'un de nos engagements lorsque l'on s'implante dans une région : partager notre savoir-faire et former les jeunes pour faciliter leurs débuts dans la vie active. Plus d'informations sur www.recrutement.leclerc



E.Leclerc 

www.mouvement.leclerc

↙ Khyal Mohammad Ghayoor, au centre, chargé de la police de la circulation à Kaboul, en janvier.

Photo Jim Huylebroek/The New York Times

AFGHANISTAN

Et maintenant, comment administrer le pays ?

Les talibans sont des combattants, aguerris par vingt ans de conflit, et des théologiens, mais pas des administrateurs. Le nouveau gouvernement peine à recruter des fonctionnaires expérimentés et fait feu de tout bois.



VIVRE SOUS
LES TALIBANS

3/4

—The New York Times New York

Il y a vingt ans, ce combattant djihadiste, ancien employé du ministère de la Défense dans le premier gouvernement des talibans (1996-2001), a fui l'Afghanistan lorsque les troupes américaines ont fait irruption dans le pays [à la suite des attentats du 11-Septembre]. Il s'est installé dans le sud-ouest du Pakistan voisin, ainsi que bon nombre d'autres Afghans. Il a acheté une maison et ouvert une boulangerie.

Puis, en août dernier, Kaboul est retombée aux mains des talibans. Et Khyal Mohammad Ghayoor a reçu un coup de téléphone d'un homme disant s'appeler Hajji Sahib, addition de deux titres honorifiques que l'on pourrait traduire par "l'homme honorable qui a fait un pèlerinage à La Mecque". L'homme lui a dit que l'on avait besoin de lui en Afghanistan,

mais pas en tant que boulanger. En tant que chef de la police. Aujourd'hui, Ghayoor est responsable de la police de la circulation routière de Kaboul et commande 1 450 personnes. "Je suis ravi d'être de retour dans un Afghanistan libéré", dit-il.

Cinq mois après leur reconquête de la capitale, les talibans étaient déjà aux prises avec les difficultés du pouvoir. Au lieu de maintenir les fonctionnaires dans leurs postes et de donner la priorité aux minorités ethniques dans les fonctions hiérarchiques, ainsi qu'ils l'avaient promis, les chefs talibans ont placé des soldats et des théologiens à tous les échelons de l'administration. Certains fonctionnaires se sont enfuis ou refusent de travailler pour le nouveau gouvernement, laissant d'importants postes vacants.

Pour les pourvoir, les talibans se sont tournés vers le Pakistan. Pendant des années, les autorités pakistanaises ont

En mars, retrouvez chaque semaine un reportage décrivant le quotidien des Afghans. La semaine prochaine : La vie clandestine des nouveaux ennemis du régime, un article du Christian Science Monitor.

nié le fait que des combattants comme Ghayoor et ses milliers de frères d'armes vivaient tranquillement sur leur territoire. Mais aujourd'hui, c'est pourtant bien là que les nouveaux maîtres de Kaboul les recherchent activement afin de les recruter dans leur nouveau gouvernement. On ignore combien ils sont à avoir quitté le Pakistan [pour revenir en Afghanistan], mais un certain nombre d'entre eux occupent déjà des postes importants – dont Ghayoor.

Arsala Kharoti, qui s'occupait d'un camp de réfugiés au Pakistan, est désormais vice-ministre pour les Réfugiés. Mawlawi Saeedullah, prédicateur dans une mosquée d'un bidonville de Karachi, a été nommé juge de district dans la province de Paktika, dans l'est de l'Afghanistan, retrouvant ainsi les fonctions qu'il avait quittées en 2001.

Expertise en exode. Ces nouvelles recrues arrivent dans un Afghanistan au bord de la catastrophe. La faim règne dans le pays [lire Courrier international n° 1635]. Bon nombre d'enseignants et de fonctionnaires n'ont pas été payés depuis des mois. Les millions de dollars d'aide qui maintenaient à flot le gouvernement précédent se sont évaporés, et des milliards d'avares publics ont été gelés [aux États-Unis], tandis que les sanctions économiques ont conduit le système bancaire national au bord de la faillite.

"Conquérir le pouvoir et exercer le pouvoir sont deux choses différentes", résume Noor Khan, comptable de 40 ans qui a fui Kaboul pour Islamabad au début du mois de septembre, en même temps que des centaines de compatriotes espérant trouver asile en Europe.

Durant les premières semaines de la reconquête des talibans, près de 120 000 personnes – notamment des fonctionnaires, des banquiers, des chercheurs et des médecins – ont été évacuées par le pont aérien mis en place par les États-Unis et d'autres pays étrangers. Anticipant le manque de personnel à venir, Zabihullah Mujahid, porte-parole des talibans, avait tenté de convaincre les États-Unis de suspendre les départs au mois d'août. "L'Afghanistan a besoin de l'expertise de ses personnels compétents, arguait-il. Ces employés ne devraient pas être transférés dans d'autres pays."

L'Afghanistan a déjà connu semblable exode de sa main-d'œuvre qualifiée. C'était au tournant des années 1980 et 1990, entre le retrait des Soviétiques, en 1989, et la prise du pouvoir par les talibans aux seigneurs de la guerre, en 1996.

Déjà, les talibans avaient préféré recruter des djihadistes et des fidèles à leur cause dans leur administration. Cette fois néanmoins, certains fonctionnaires désertent leur poste, soit parce qu'ils ne sont pas payés, soit parce qu'ils ne veulent pas prendre le risque de se voir refuser l'asile en Europe ou aux États-Unis parce qu'ils ont collaboré avec les talibans.

Chaque nouveau régime installe de nouveaux lieutenants, mais ce nouveau gouvernement sort de vingt années passées à mener une insurrection radicale islamique. Résultat, sa réserve de cadres n'est pas constituée de partenaires politiques et de technocrates, mais de soldats et de théologiens. Nombre de ces derniers sont issus de la madrasa Darul Uloom Haqqania, l'une des plus grandes et des plus anciennes écoles coraniques du Pakistan.

Sirajuddin Haqqani, responsable du réseau Haqqani [important groupe combattant ayant évolué pendant des années à la frontière pakistanaise] et figurant sur la liste des terroristes du FBI, a été nommé ministre de l'Intérieur par intérim et supervise à présent les forces de police, le renseignement et les forces de sécurité. Le nouveau responsable des affaires administratives du ministère de l'Éducation, également mollah, arborait une ceinture de munitions lors de sa cérémonie de prise de fonction, en décembre.

Des carences administratives commencent à se faire jour, notamment au sein de Salaam, une entreprise publique de télécommunications que les talibans ont dans le passé régulièrement menacée et accusée de transmettre des informations sur eux à l'ancien gouvernement.

“Les talibans restent assis dans leurs ministères, avec leurs armes, à insulter les employés des services.”

Basir Jan, EMPLOYÉ D'UNE ENTREPRISE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

“Ils n'ont pas l'expérience pour gérer les ministères, explique Basir Jan, employé chez Salaam. Ils restent simplement assis là dans leurs bureaux, avec leurs armes, à insulter les employés des différents services et à leur dire qu'ils sont ‘corrompus’ ou qu'ils ont ‘facilité l'invasion’ [par les forces américaines].”

Enayat Alokozai, porte-parole du ministère des Communications et des Technologies de l'information, dément ces accusations et affirme que le service offert par Salaam s'est amélioré depuis le retour des talibans. “Toutes les équipes techniques sont présentes et font leur travail habituel”, déclare-t-il.

Pour les chefs talibans, les États-Unis sont responsables de l'effondrement de l'économie. Certains observateurs estiment toutefois que même si les États-Unis levaient leurs sanctions et le gel des avoirs afghans [un débloqué partiel a été évoqué récemment à Washington], le ministère des Finances n'aurait pas le savoir-faire technique pour relancer le système bancaire du pays. “Leur attitude consiste à dire : ‘Ce n'est pas de notre faute, ce sont les étrangers qui détiennent notre argent.’ Mais le fait est que les talibans n'ont pas la capacité de superviser ce genre d'opération technique”, estime Vanda Felbab-Brown, membre du think tank Brookings Institution. “Si les talibans rapatrient des gens du Pakistan, c'est en partie pour contrebalancer cette impression d'une fuite des cerveaux”, poursuit-elle.

Wahidullah Hashimi, membre éminent du conseil taliban pour la formation et l'éducation des soldats, affirme que ces problèmes de personnel sont la conséquence de la corruption du gouvernement



précédent et d'un complot de l'étranger pour priver l'Afghanistan de ses talents – et non d'un manque de compétences dans les rangs des talibans. “Les étrangers ont spécifiquement évacué les Afghans éduqués et les professionnels qualifiés pour affaiblir les émirats islamiques et notre gouvernement”, affirme Hashimi. “Nous sommes en contact avec des Afghans dans le monde entier et nous les invitons à revenir au pays parce que nous avons désespérément besoin de leur aide et de leur expertise pour aider leur peuple et leur gouvernement”, ajoute-t-il.

D'anciens fonctionnaires se disent inquiets de la situation, déjà difficile et qui pourrait devenir catastrophique. Certains de leurs compatriotes rentrés au pays partagent leurs craintes : plusieurs dizaines de nouveaux responsables ont fait le choix de laisser leur famille et leurs possessions à Karachi, indiquent les responsables des communautés de réfugiés afghans au Pakistan.

Base de repli. Âgé de 45 ans, Saeedullah n'est pas rentré en Afghanistan avec armes et bagages. Il n'a amené que la moitié de sa famille avec lui, explique Matiullah, un proche resté à Karachi. “La situation est encore incertaine en Afghanistan, c'est pour cela que nous avons conseillé à Saeedullah de ne pas vendre ses propriétés au Pakistan, poursuit-il. Ses deux fils sont installés ici et possèdent des magasins à Karachi.” Nous n'avons pas pu contacter Saeedullah pour recueillir ses commentaires.

Abubakar Siddique, journaliste et auteur, explique que même s'ils ont reconquis le pouvoir, les talibans restent dépendants du Pakistan. “Ils considèrent toujours ce pays comme une base de repli au cas où les choses tourneraient mal en Afghanistan”, déclare Siddique. De toute évidence, les chefs talibans et les cadres intermédiaires ne veulent pas tout risquer et ramener leur famille dans un pays que de nombreux autres Afghans cherchent à quitter.”

Ghayoor, le boulanger reconverti en chef de la police, reconnaît que Kaboul a beaucoup changé en vingt ans. Dans le cadre de son travail, il tente de mettre un peu

d'ordre sur un marché alimentaire de la capitale où des vendeurs font l'article de leurs fruits et légumes et où les chauffeurs de taxi guettent les clients. “Il y a tellement de circulation, tellement de vendeurs de rue, les chauffeurs ne m'écoutent même pas quand je leur demande de circuler, dit-il, exaspéré. Quand je demande à un vendeur de rue de s'en aller, il me dit : ‘Et qu'est-ce qu'on va manger ?’ Alors, je lui réponds : ‘Qu'est-ce que tu as fait de tous les dollars que les Américains ont déversés sur ce pays ?’”

En décembre, Ghayoor reconnaissait que ni lui ni aucun membre de la police de Kaboul n'avait été payé depuis des mois. Il a néanmoins décidé de vendre sa boulangerie de Quetta, une ville du sud-ouest du Pakistan, et de faire venir toute sa famille, dont ses neuf enfants, à Kaboul.

“La communauté internationale avait l'habitude de dire que les talibans ne pourraient jamais battre des forces aussi puissantes [que les troupes américaines], et encore moins s'emparer du pouvoir, rappelle Ghayoor. Il n'empêche que nos affaires roulent plutôt bien.”

—Zia ur-Rehman et Emily Schmall

Publié le 13 janvier



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

La guerre en Ukraine ne doit pas faire oublier le désespoir des Afghans

“On voit des appels urgents aux dons pour soutenir l'Ukraine, qui, certes, a absolument besoin de ce soutien, mais les besoins de l'Afghanistan ne sont pas moindres pour autant”, explique Sam Mort, porte-parole de l'Unicef en Afghanistan, au site d'information anglophone de Kaboul **Gandhara**. Les Nations unies estiment que 23 millions d'Afghans, soit plus de 55 % de la population, sont menacés par la famine. Selon l'Unicef, plus de 1 million d'enfants de moins de 5 ans risquent de mourir de malnutrition.

Le Monde | L'OBSS | Télérama | Courrier international

LE SALON VIRTUEL DE LA FORMATION CONTINUE

EXECUTIVE EDUCATION LIVE
MASTER, MS & MBA

EN LIVE 26 MARS 2022

Conférences Le Monde • Lives animés par des directeurs de programmes • Rendez-vous individuels

UNE JOURNÉE POUR DIRIGER VOTRE CARRIÈRE !

CONNECTEZ-VOUS
EXED.GROUPELEMONDE.FR

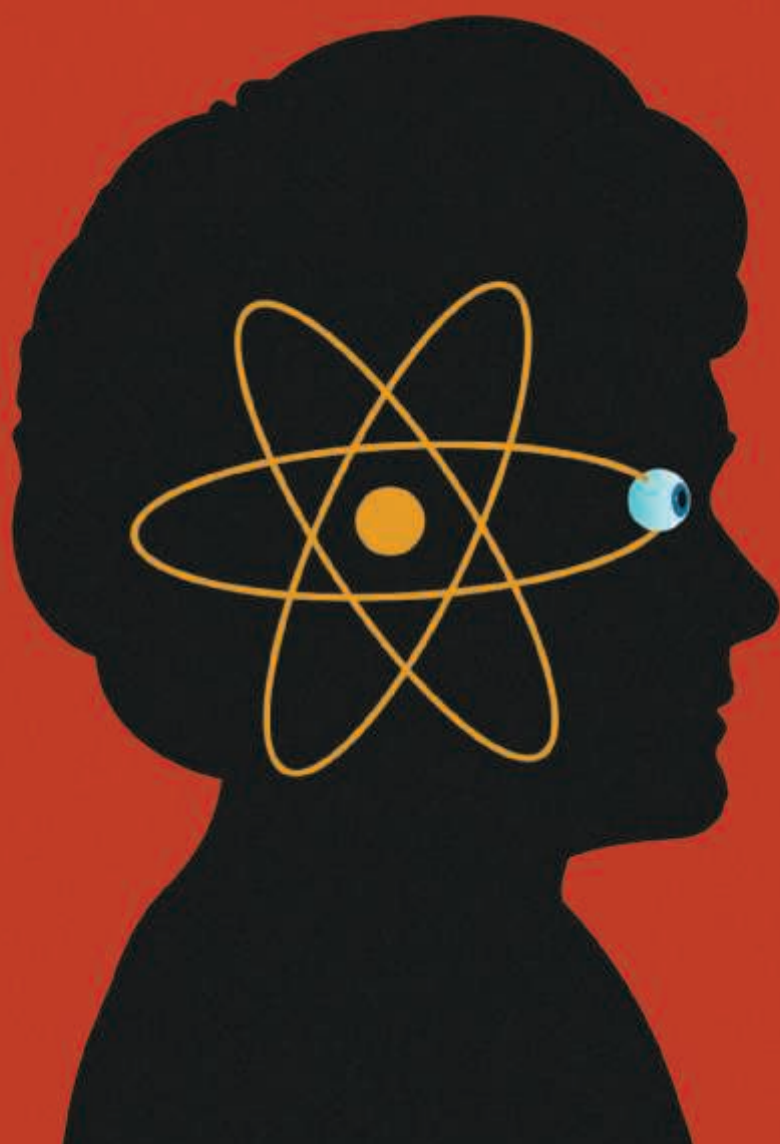
trans-
versales.

sciences

Économie40
Signaux41

“L’Univers est merveilleusement queer”

Recherche. À l’occasion de la sortie de son livre *The Disordered Cosmos*, inédit en français, l’astrophysicienne noire, juive et queer Chanda Prescod-Weinstein revient sur l’idée d’une physique plus inclusive.



✓ Dessin d’Ajubel paru dans *El Mundo*, Madrid.

—Vox (extraits) *New York et Washington*

Chanda Prescod-Weinstein a 10 ans quand elle tombe sur le documentaire *A Brief History of Time* [“Une brève histoire du temps”, tiré du livre éponyme], dans lequel Errol Morris raconte la vie du physicien Stephen Hawking. La petite fille de l’est de Los Angeles comprend alors que Hawking “était payé à faire des mathématiques toute la journée pour travailler sur des problèmes qu’Einstein n’avait pas résolus”.

Pour une gamine noire, juive et queer vivant dans un quartier populaire et adorant faire des mathématiques, il était difficile de rêver mieux. “C’est vraiment là que j’ai commencé à me dire que les mathématiques étaient un peu comme le langage de l’Univers”, explique-t-elle.

Elle est aujourd’hui enseignante-chercheuse en physique et astronomie à l’université du New Hampshire, où elle étudie la matière noire et la physique des particules. Elle fait également partie des enseignants du département d’études féminines de l’université – une combinaison de disciplines inhabituelle qui donne une idée de l’approche multidimensionnelle qu’elle déploie dans son travail.

En 2021, elle publie *The Disordered Cosmos. A Journey into Dark Matter, Spacetime & Dreams Deferred* [“Le Chaos du cosmos. Voyage à travers la matière noire, l’espace-temps et les promesses reportées”, non traduit en français], ouvrage composite qui se veut autant un manuel scientifique qu’une dénonciation des structures de pouvoir injustes qui régissent le milieu de la physique.

Je l’ai récemment interrogée sur son statut de rare femme noire astrophysicienne, je lui ai demandé comment certains concepts de physique s’appliquent à nos vies et pourquoi la métaphore de la matière noire est épique. Elle m’a répondu depuis sa maison du New Hampshire, derrière un bureau couvert de livres, de cahiers et [sur lequel se trouvent] au moins deux figurines du lieutenant Uhura, de *Star Trek*. Notre conversation a été éditée et raccourcie pour des questions de lisibilité.

VOX Au début de votre livre, vous écrivez que la physique des particules continue à vous enseigner que “l’Univers est toujours plus bizarre et plus merveilleusement queer que ce que l’on pense”. À quoi voyez-vous ces extravagances de l’univers ? [Le mot anglais *queer* signifie “bizarre, inadapté, excentrique”. Le terme a été utilisé comme insulte homophobe avant que la communauté LGBTQI se le réapproprie. Aujourd’hui, il a une connotation positive et désigne les personnes qui se définissent en dehors des catégories traditionnelles. L’autrice joue ici avec cette définition.]

CHANDA PRESCOD-WEINSTEIN Oui, l’Univers est super bizarre. Il y a tellement de choses qui sont contre-intuitives. En science, on se positionne à la limite de ce que l’humain comprend de l’Univers et on essaie de repousser cette limite. Ça implique de se confronter à plein de choses qu’on ne connaît pas, ce qui signifie aussi que c’est perturbant et qu’il faut se poser beaucoup de questions. La science, c’est vraiment l’art de poser des questions. L’identité queer est exactement pareille.



INTERVIEW

Quand on est queer, on se situe à la limite de ce qui est connu et de ce qui est inconnu. Certains ont une vision de l’identité queer qui semble archaïque aujourd’hui. Et il y a des concepts scientifiques sur lesquels nous avons plus de connaissances qu’il y a vingt ans. On connaît aujourd’hui la masse du boson de Higgs. C’est quelque chose qu’on ne savait pas en 2000. Et c’est pour ça que je trouve qu’il y a un parallèle entre l’esprit queer et la science.

Vous vous présentez comme une griotte de l’Univers, une “raconteuse d’histoires”. Que voulez-vous dire par là ?

“Griot” est un terme d’Afrique de l’Ouest qui est utilisé dans plusieurs langues de la région. Tel que je le comprends, c’est traditionnellement une personne qui raconte l’histoire pour une communauté, qui transmet l’histoire orale, et je pense que c’est ce que je fais. Je raconte des histoires sur l’Univers. J’emploie un langage très particulier

– les mathématiques –, régi par des règles précises. Toutes les formes de narration sont soumises à des règles.

Vous écrivez beaucoup sur l'invisibilité, au sens littéral quand il s'agit de matière noire, et au sens métaphorique quand vous évoquez les contributions des femmes, des personnes non binaires et des personnes de couleur dans le domaine de la physique. Vous écrivez également sur les physiciens qui établissent un parallèle entre la matière noire et l'expérience vécue par les communautés noires. Vous pouvez nous en parler ? J'ai littéralement baptisé ce chapitre "*Black people are luminous matter*" ("Les Noirs sont de la matière lumineuse"). Mon objectif est très clair : nous ne sommes pas des nègres magiques. Nous ressentons la douleur. Nous la ressentons de la même manière que les Blancs, contrairement à une idée reçue très répandue chez les médecins et étudiants en médecine. Je voulais me pencher sur notre physicalité, pas en tant que notion uniforme mais dans toute sa variété. Il y a bien des façons d'être noir. Mais toutes sont liées aux baryons [catégorie de particules non élémentaires parmi lesquelles le proton et le neutron], et aucune ne provient de la matière noire.

En quoi les baryons et la matière noire sont-ils différents ? Quand je dis baryon, je veux parler de cette chose dont est généralement composé tout ce que l'on peut voir. Quand je parle de matière noire, je parle de cette chose invisible, transparente, qui semble dominer dans la structure

L'effet de lentille gravitationnelle faible permet de faire une analogie cosmique avec le racisme.

de notre galaxie. Cette chose est littéralement invisible. Elle n'a pas de couleur.

Peut-on trouver meilleure métaphore en physique ?

En fait oui, si vous cherchez vraiment une analogie cosmique avec la race et le racisme, l'effet de lentille gravitationnelle faible est bien plus utile. En substance, l'une des grandes leçons de la relativité générale c'est que l'espace-temps dit à la matière comment bouger, et la matière dit à l'espace-temps comment se courber. Donc, quand vous avez de la matière dans l'espace-temps – par exemple, le Soleil –, l'espace-temps est déformé par la présence de la matière. L'espace-temps se replie sur lui-même. Si vous avez beaucoup de matière noire, cela peut dévier la trajectoire de la lumière comme dans un palais des glaces. La lumière semble provenir d'un endroit alors qu'elle vient en réalité d'un autre.

C'est ce qu'on appelle l'effet de lentille gravitationnelle faible. Et ce qui est vraiment magique, c'est que quand vous avez vraiment beaucoup de matière noire, vous pouvez même voir plusieurs images d'une galaxie. Il n'y a qu'une seule galaxie, mais votre télescope en voit plusieurs images parce que les photons prennent des chemins détournés. C'est parfois très frappant et on voit vraiment plusieurs images distinctes, d'autres fois c'est juste une distorsion. La question est toujours : "Est-ce que c'est à cause d'un effet de lentille gravitationnelle faible ou est-ce que la galaxie est juste bizarre ?" Pour le déterminer, on fait des statistiques. On regarde partout et on se demande : "Est-ce que tout est déformé d'une façon qui soit cohérente ?"

J'ai été une Juive noire au milieu de Juifs blancs. C'est très facile de s'entendre dire : "*Est-ce que t'es sûre que si ce professeur blanc et juif t'a demandé si tu étais vraiment juive, c'est parce que tu es noire ?*" Rassemblez un

groupe de Juifs noirs, posez-leur la question et vous verrez qu'ils semblent tous être soumis à la même déformation sur ce que les gens croient avoir le droit de leur dire. C'est systémique. Et ça devient beaucoup plus difficile à nier quand on a une observation systémique.

Nous sommes toujours dans un système où les bruits de couloir sont essentiels.

Vous parlez de vos difficultés à travailler dans ce milieu en tant que rare femme noire physicienne dans ce pays, ainsi que de la honte que vous ressentez toujours à cause de vos résultats passables au lycée. Ça a vraiment résonné en moi. Je ne savais pas que les professeurs en cosmologie pouvaient souffrir du syndrome de l'imposeur ! Comment vivez-vous avec cela aujourd'hui ?

Je ne pense pas vraiment souffrir du syndrome de l'imposeur. On dit souvent que les gens qui souffrent du syndrome de l'imposeur sont ceux qui se reconnaissent dans l'idée qu'ils n'ont pas leur place là où ils se trouvent. Le système n'est pas conçu pour eux. Et c'est vrai. D'une certaine manière, ils n'y ont pas leur place.

Mais faut-il avoir l'impression d'être à sa place ? Doit-on avoir l'impression d'être à sa place dans l'espace ? Oui. A-t-on tort de juger que ce n'est pas le cas ? Non. C'est la preuve que votre capacité d'analyse fonctionne. Je pense qu'il faudrait dire aux gens que leur capacité à identifier ce problème est un signe de compétence.

Tout au long du livre, vous pointez du doigt les scientifiques qui pensent qu'ils travaillent à l'écart du chaos de la société, de la politique et de l'histoire. Vous montrez que la culture et

la société s'insinuent aussi dans le monde de la physique, mais que peu de gens acceptent d'en parler. Les choses commencent-elles à changer ?

Je pense qu'il y a deux réponses différentes à cette question. D'un côté, j'ai le sentiment que les choses sont radicalement différentes par rapport à il y a quinze ans ; de l'autre, j'ai l'impression qu'il n'y a pas eu beaucoup de changement. Je consacre un chapitre aux mauvaises conduites sexuelles, et plus précisément à leurs conséquences sur mon quotidien. Nous sommes toujours dans un système où les bruits de couloir sont essentiels et où ce sont surtout les femmes ou les autres membres de minorités de genre qui doivent partager des informations qui pourraient leur causer des problèmes sur le plan professionnel si certains savaient qu'elles les divulguent.

Votre livre se termine sur une lettre à votre mère et un extrait de la Torah. Comment conciliez-vous votre travail avec votre famille et votre religion ? Jusqu'à l'âge de 10 ans, je pensais qu'être juif cela voulait dire être syndicaliste. C'est le type de famille dans laquelle j'ai grandi. Je sais que c'est complètement idiot, mais j'en étais absolument convaincue parce que je venais d'une famille de syndicalistes. Je pense que leur influence se retrouve dans tout le livre. Je ne serais probablement pas devenue le genre de scientifique qui se pose ce type de questions sur la société si mes parents ne m'avaient pas appris à poser toutes ces questions et à réfléchir à ce que cela veut dire que de vraiment comprendre le monde. Ce n'est pas seulement un problème mathématique. Ce n'est pas seulement une énigme pour les physiciens. C'est aussi une question sociale et politique.

— **Propos recueillis par Neel Dhanesha**
Publié le 17 janvier

Bio express



CHANDA PRESCOD-WEINSTEIN

1982 — Naissance à Los Angeles, en Californie. Elle a la double nationalité américaine et barbadienne.
2011 — Elle soutient sa thèse en astrophysique à l'université de Waterloo, au Canada. Elle est la 54^e femme noire américaine à décrocher un doctorat dans un département de physique. La même année, elle obtient une bourse pour travailler au Massachusetts Institute of Technology (MIT).
2016-2018 — Elle bénéficie du fonds du Foundational Questions Institute et travaille à l'université de Washington.
Depuis 2019 — Enseignante-chercheuse en physique et astronomie à l'université du New Hampshire.
2021 — Parution de son livre *The Disordered Cosmos. A Journey into Dark Matter, Spacetime & Dreams Deferred* (éd. Bold Type Books, non traduit en français).

SOURCE



VOX
New York et Washington, États-Unis
vox.com
Ce site a été lancé en 2014 par Melissa Bell, Matthew Yglesias et Ezra Klein, à l'époque jeune journaliste vedette du *Washington Post*. Son but : "expliquer" l'actualité à des lecteurs souvent perdus, "dans un monde où l'on a trop d'informations et trop peu de contexte, trop de bruit et pas assez d'analyse".

SIX PIEDS SUR TERRE D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

ÉCONOMIE



Kumamon, champion des mascottes nippones

Marketing. Le Japon compte plus de 1 500 *yurukyara*, ces personnages qui symbolisent une collectivité locale et peuvent lui rapporter beaucoup d'argent. À l'instar de Kumamon, l'ours représentant la préfecture de Kumamoto.

→ Créé en 2010, Kumamon est la mascotte la plus populaire de l'archipel.

Photo préfecture de Kumamoto.



ainsi que ceux de leurs gouverneurs, au 21 décembre 2021. Kumamon est la mascotte la plus populaire avec plus de 800 000 abonnés. Chiba-Kun, de la préfecture de Chiba [à l'est de Tokyo, sur l'île de Honshu], en compte quelque 290 000. Suivent Shimanekko, de la préfecture de Shimane [dans l'ouest de Honshu], et Musubimaru, de la préfecture de Miyagi [dans le nord de Honshu], qui en réunissent chacun plus de 70 000. Côté gouverneurs, le plus suivi est celui d'Osaka, Hirofumi Yoshimura (1,2 million d'abonnés). En deuxième position arrive la gouverneure de Tokyo, Yuriko Koike (environ 930 000 abonnés).

Si l'on compare le nombre d'abonnés des mascottes avec celui des gouverneurs de leurs préfectures respectives, on constate que l'influence des premiers a supplanté celle des seconds dans 20 préfectures. Même le gouverneur de Chiba, Toshihito Kumagai, réputé très actif sur les réseaux sociaux, est devancé par la mascotte locale, Chiba-Kun (280 000 abonnés, contre 290 000).

“Les petits pains aux châtaignes de la région de Hitoyoshi Kuma sont en vente ! Ne manquez pas d'y goûter !” Ce tweet publié en janvier sur le compte de Kumamon pour promouvoir un produit élaboré avec la participation des élèves d'un lycée préfectoral a immédiatement reçu de nombreux commentaires tels que “Peut-on en acheter à Tokyo ?” ou “Ce serait bien qu'ils soient commercialisés dans tout le pays !”. Fort de ses 800 000 abonnés, Kumamon officie tel le directeur commercial de la préfecture de Kumamoto. Tout produit dont il fait la promotion bénéficie d'un impact publicitaire exceptionnel, même s'il n'apparaît pas sur l'emballage.

Sablés aux arachides. Les *yurukyara* populaires à l'échelle nationale soutiennent également les économies locales. La Fédération des coopératives agricoles économiques de Kumamoto s'en est remise à Kumamon pour vendre les fraises locales, moins renommées que la fraise *amao* de Fukuoka [au nord de Kumamoto] ou que la *tochiotome* de Tochigi [au nord de Tokyo]. L'effigie de la mascotte sur le film plastique a assuré aux “fraises de Kumamon” une distribution dans les supermarchés de tout le pays.

Chiba-Kun est également utilisé pour promouvoir un large éventail de produits, des pin's aux polos en passant par les sablés aux arachides. La préfecture touche 3 % sur les ventes grâce aux droits d'exploitation, qui lui ont rapporté 9,7 millions

de yens [71 000 euros] en 2020. Par un simple calcul, nous pouvons évaluer les revenus générés par ces produits dérivés à 300 millions de yens.

Dans la préfecture de Miyagi, Musubimaru – plus de 70 000 abonnés sur Twitter – fait fonction de responsable de la communication de l'organisme chargé du tourisme. Le personnage [inspiré d'un samourai] apparaît sur des photos et dans des vidéos présentant les spécialités et les sites touristiques locaux. Selon la banque 77 Bank, les recettes annuelles dégagées par Musubimaru s'élèvent à 1,5 milliard de yens [12 millions d'euros], avec des répercussions économiques de 2,4 milliards de yens, un niveau comparable à celui des matchs de la J-League disputés à domicile par le [club de football local] Vegalta Sendai.

Toutes les collectivités cherchent aujourd'hui à créer des personnages à succès. Après avoir enquêté auprès des 47 préfectures et de 815 municipalités urbaines du pays, le *Nihon Keizai Shimbun* a recensé au total 1 553 *yurukyara* régionaux en 2021, deux fois plus qu'en 2011. Ce nombre a augmenté dans toutes les préfectures, à l'exception de celle de Kumamoto. De fait, moins la mascotte d'une préfecture a d'abonnés sur Twitter, plus cette dernière aura tendance à en concevoir de nouvelles.

Kagawa [dans le nord de l'île de Shikoku] a connu la plus forte augmentation : + 880 %. Avec des communes rurales toujours plus désireuses de créer elles aussi des mascottes auxquelles confier leur avenir, la concurrence se fait toujours plus intense.

—Kurahiro Seguchi,
Hiromoto Deguchi,
Eri Watanabe
et Yusuke Sakurai
Publié le 5 février

—Nihon Keizai Shimbun Tokyo

Les *yurukyara* [contraction de *yurui kyarakuta*, “personnages pelucheux”] des collectivités locales font de l'ombre à leurs dirigeants. Sur les réseaux sociaux, l'influence de ces mascottes dépasse celle des gouverneurs dans 40 % des préfectures.

Leur impact économique est également immense : Kumamon, mascotte

de la préfecture de Kumamoto [sur l'île de Kyushu, dans le sud de l'archipel], a généré 170 milliards de yens [1,3 milliard d'euros] en 2020, chiffre record depuis la création du personnage, en 2010 [un sympathique ours noir aux joues rouges]. De plus en plus de régions ambitionnent de créer leur Kumamon afin de revitaliser leur économie et d'attirer davantage de visiteurs.

Nous avons examiné les comptes Twitter officiels des mascottes des préfectures,





L'école du management responsable et solidaire

LYON | PARIS | RENNES | TOULOUSE

Formations en alternance et en initial de post-Bac à Bac+5

HUMANITAIRE
MANAGEMENT RESPONSABLE
ÉCONOMIE SOLIDAIRE
GÉOPOLITIQUE



ecole3a.edu

ICI
ON
CHANGE
LE
MONDE

SOURCE



NIHON KEIZAI SHIMBUN

Tokyo, Japon

Quotidien, 2360000 ex. (matin),
1140000 ex. (soir)

nikkei.co.jp

Par sa diffusion, le “Journal économique du Japon” est sans conteste le plus important quotidien économique du monde.

La qualité de ses articles vaut largement celle du *Wall Street Journal* ou du *Financial Times*. Le *Nihon Keizai Shimbun* est à l'origine du groupe Nikkei – connu pour son indice des valeurs boursières –, dont il est la principale publication.

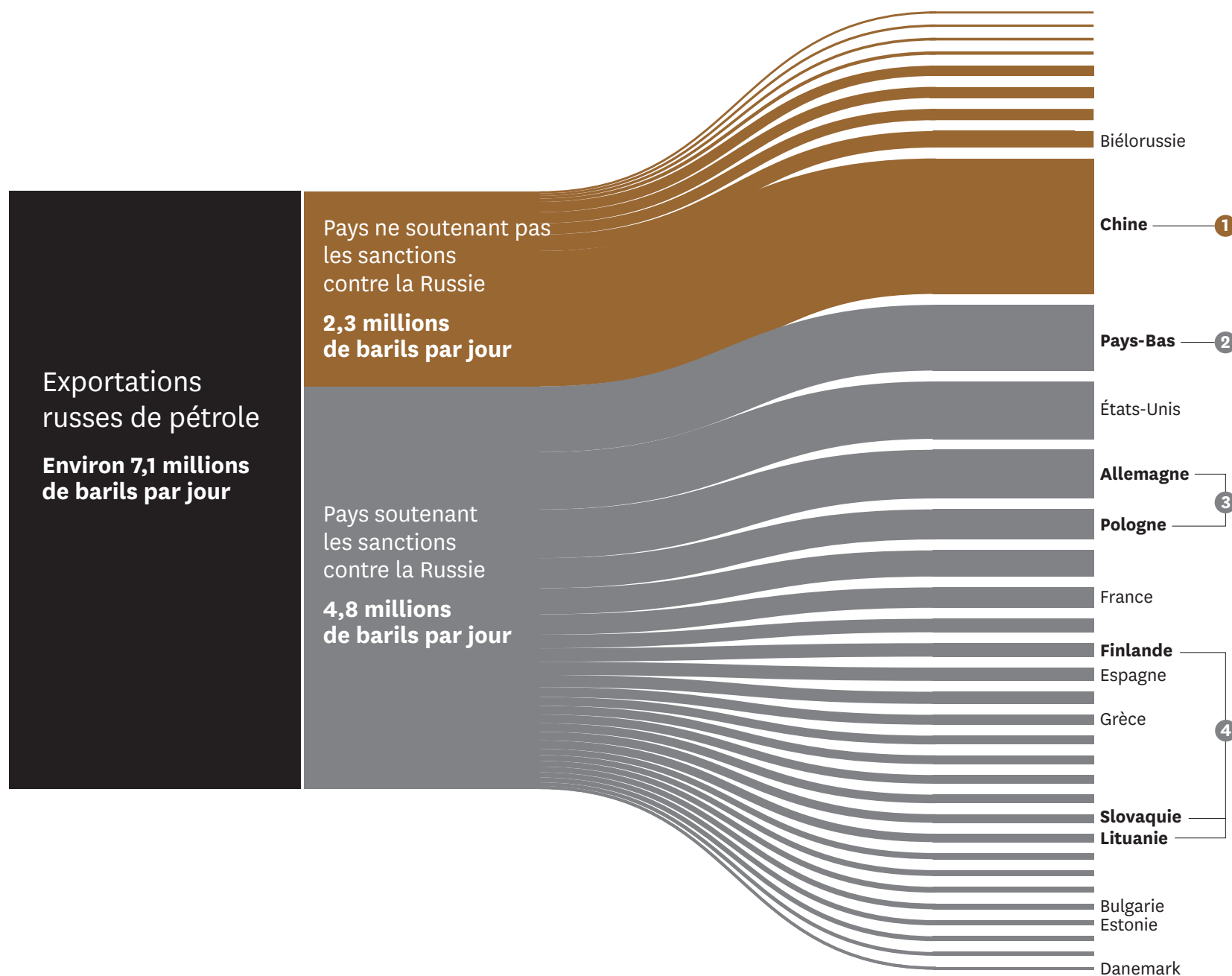


Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Où va le pétrole russe ?

La Russie, qui produit 11,3 millions de barils par jour, est le troisième exportateur de pétrole au monde.

- 1 L'année dernière, la Russie vendait 1,6 million de barils de brut par jour à la **Chine**, ce qui fait d'elle son premier acheteur.
- 2 Les **Pays-Bas** sont une plaque tournante du raffinage et du négoce en Europe ; un très important volume de transactions passe par Rotterdam.
- 3 La dépendance au pétrole russe varie énormément d'un pays de l'UE à l'autre. L'**Allemagne**, locomotive économique de la région, et la **Pologne** sont ceux qui en importent le plus pour leur propre usage.
- 4 Dans l'UE, les pays les plus dépendants du pétrole russe sont la **Slovaquie**, la **Finlande** et la **Lituanie**.



THE WASHINGTON POST

La source



THE WASHINGTON POST. Le quotidien américain a publié cette infographie le 8 mars, alors que Joe Biden a interdit les importations de pétrole et de gaz naturel en provenance de Russie. Cette mesure vient élargir le panel de sanctions

économiques mises en œuvre contre le pays depuis 2014, après l'annexion de la Crimée, et surtout depuis l'invasion de l'Ukraine le 24 février. L'Union européenne s'est engagée à réduire de deux tiers sa consommation de gaz russe cette année.

↓ Illustrations de
James Kerr/Scorpion Dagger,
Montréal.



SOURCE



DIE ZEIT

Hambourg, Allemagne
Hebdomadaire, 600 683 ex.
zeit.de

C'est la publication allemande
de référence, une autorité outre-Rhin.
Ce (très) grand journal d'information

et d'analyse politique, pointu et exigeant,
se distingue aussi par sa maquette et
son iconographie très recherchées. Créé
en 1946, installé à Hambourg, il appartient
au groupe Holtzbrinck. Le texte que nous
vous proposons ici a fait la une de *Zeit
Magazin*, son supplément sur papier glacé.

distingue



Qu'est-ce qui peut bien rapprocher Léonidas, chef de guerre spartiate du v^e siècle avant Jésus-Christ [mort au combat contre les Perses], et Rosa Luxemburg, militante socialiste [1871-1919] qui se battait pour la liberté ? Que peuvent avoir en commun le théologien allemand Dietrich Bonhoeffer [1906-1945, figure de la résistance au nazisme] et le défenseur des droits civiques américain Malcolm X [1925-1965] ? Quel lien existe-t-il entre Malala Yousafzai, jeune militante pakistanaise pour les droits de l'enfant [née en 1997], et Viktor Frankl, ancien déporté [1905-1997, voir plus loin] ? Tous portent une idée qui dépasse de loin leur existence terrestre. Tous consacrent leur vie à un but supérieur – un sens profond.

C'est ce qui importe pour ces gens qui ont écrit, ou écrivent, l'histoire avec un grand "H". C'est aussi ce dont il est question dans ce cabinet d'une psychologue de Rhénanie-Palatinat [dans l'ouest de l'Allemagne]. Deux femmes sont assises face à face. L'une est la psychologue, Claudia Christ. L'autre est sa patiente, que nous appellerons ici Sophie. Sophie a la bonne trentaine, une petite fille, sort tout juste de congé parental, travaillait jusque-là dans une crèche et se cherche aujourd'hui une activité plus gratifiante. Elle a une vie agréable, mais qui ne lui suffit plus. Elle veut accomplir davantage, avoir plus d'influence sur le monde dans lequel va grandir sa fille. Reste à savoir comment. Sophie est venue ici en quête de réponses.

Elle commence tout d'abord par évoquer une de ses amies, qui vient de mourir d'un cancer du sein. Après le diagnostic, il ne restait à celle-ci que six mois à vivre. De quoi donner un caractère d'urgence accrue aux envies de changement de Sophie.

L'échange, très personnel, en dit long sur l'état de notre société. Claudia Christ, une des rares psychologues d'Allemagne à s'être spécialisée dans la question de la quête de sens, reçoit des demandes sans arrêt, de la part d'entreprises comme de particuliers. Il faut dire que la pandémie ébranle les certitudes. Et une question qui couvait déjà chez beaucoup de gens éclate aujourd'hui au grand jour : quel sens ont ma vie et celle des autres ?

C'est surtout le dérèglement climatique qui taraude Sophie. "Je veux créer autour de moi un environnement qui aille dans la bonne direction. Mais je me sens systématiquement coupée dans mon élan, comme si quelqu'un me disait : 'Ça va trop loin, maintenant, Sophie.'" Elle tend la main et fait le geste d'agripper quelqu'un par le col pour le retenir.

C'est leur première séance à toutes les deux. Elles n'ont pas besoin de trouver des réponses aujourd'hui. Elles ouvrent des perspectives et regardent si, dans le brouillard d'un mal-être existentiel, se dessinent les contours d'une nouvelle vie. Elles commencent par là où débute toute quête de sens.

43 ← “Sens”. Le mot porte en lui une profonde aspiration. Sa racine indo-germanique [qui a fini par fusionner avec sa racine latine *sensus*, “percevoir par les sens”] est le verbe *sent*, qui se traduirait approximativement par “aller, voyager, prendre une direction”. Autant dire qu’on ne “possède” pas le sens, il nous traverse quand nous sommes en mouvement. Son caractère inachevé nous empêche de le cerner tout à fait. Le sens est une quête au long cours. Ceux qui croient dur comme fer l’avoir trouvé deviennent parfois pour les autres un problème. Ils passent pour des donneurs de leçons brandissant une conception du monde hermétique ou deviennent intéressés, dans le pire des cas.

Tatjana Schnell, 50 ans, est professeure de psychologie. Et elle planche sur le rapport qu’entretiennent les Allemands avec le sens. La chercheuse nous répond par visioconférence depuis Innsbruck [en Autriche], où elle vit et enseigne. C’est une femme avenante au débit de mitraillette. Cela fait maintenant plus de vingt ans qu’elle creuse des sujets comme l’expérience du sens, la crise de sens ou encore le sens au travail. Elle conduit des études à grande échelle, réalise interviews et sondages. On pourrait dire d’elle qu’elle est la géomètre du sens.

“Seul un petit cinquième des Allemands ne se pose aucune question sur le sujet”, révèle-t-elle en préambule. Voilà quinze ans, dans un sondage, ils étaient encore plus de 30 % à se dire “indifférents au sens de l’existence”. Aujourd’hui, les Allemands sont de plus en plus nombreux à avoir une idée de ce qu’ils jugent important dans leur vie, ou sont en quête de réponses à cette question.

Quand les chercheurs de sens considèrent-ils que leur vie en est riche ? Au gré des nombreuses études que Tatjana Schnell et son équipe ont menées sur plus de deux décennies, leurs réponses ont été compilées, classées et systématisées. Au bout du compte, la chercheuse a identifié quatre prérequis à une vie riche de sens. “Les gens ont d’abord besoin d’un sentiment d’appartenance, ils veulent avoir leur place en ce bas monde”, confie Tatjana Schnell. Ce sentiment peut leur être prodigué par leur famille et leurs amis, mais aussi par une religion ou un engagement politique. Une vie est ensuite jugée riche de sens quand on a un cap que l’on suit ou une mission. Par ailleurs, les gens doivent avoir l’impression que leur conception du monde est juste et cohérente. Enfin, les gens trouvent du sens à leur vie lorsqu’ils constatent que leurs actions rencontrent un écho.

Quand Tatjana Schnell a demandé aux participants à ses études ce qui donnait du sens à leur vie, les réponses ne se sont pas fait attendre : la famille, l’amour, les amis, la découverte du monde... La chercheuse a creusé plus avant. Pourquoi l’amour ? Qu’y a-t-il derrière ? Pourquoi les envies d’ailleurs ? En quoi voyager est-il gratifiant ? Elle voulait aller à la racine des choses, les concepts pouvant se définir de plusieurs manières. La famille, par exemple : pour les uns, elle est synonyme de proximité, de cocon, pour les autres, elle est l’occasion de se mesurer à ses frères et sœurs et de progresser grâce à cette émulation.

Chacune et chacun se fait sa propre idée du sens – c’est ce que montrent les travaux de Tatjana Schnell. Difficile de trouver un horizon commun sur cette question. En tout cas dans ce monde occidental individualiste. L’acception moderne, individuelle, du sens est très éloignée de ce qu’elle a été pendant des siècles.

Quand le christianisme s’est propagé en Europe au Moyen Âge, imprégnant le quotidien de la plupart des gens, l’affaire était entendue pour l’Église : le sens, dans

la vie des croyants, était indissolublement lié au sens de la vie – qui était de servir un Dieu tout-puissant. Tout homme prenait part à ce grand dessein : il était né et baptisé, vivait dans la conscience d’être un pécheur en quête de rédemption, s’efforçait d’accomplir sur terre la volonté de Dieu et mourait dans l’espoir d’accéder au paradis. La vie s’en trouvait allégée à deux titres : personne n’avait à se chercher et chacun faisait partie d’un tout. Mais elle s’en trouvait aussi entravée, car l’individu devait se soumettre au plan prévu. S’écarter du droit chemin n’était pas sans conséquence, l’Église était puissante et pouvait sévir.

Les Lumières sont venues chambouler cette conception. Et depuis quelques décennies, l’ère de la prédominance chrétienne est révolue en Allemagne. L’Église n’est plus qu’un prestataire parmi beaucoup d’autres sur le marché de la quête de sens. Il n’est pas étonnant qu’aujourd’hui tant de gens s’interrogent sur le sens de leur vie. On remet en question ce qui est supposément la volonté de Dieu tout en posant un regard neuf sur les grandes questions liées au sens, en particulier celle-ci : pourquoi diable faut-il que nous cherchions du sens ?

Des années durant, Eckart Voland, 72 ans, a été professeur de philosophie des sciences de la vie à Giessen [centre de l’Allemagne] et philosophe de l’évolution. Son travail consiste à se demander pourquoi l’homme est devenu ce qu’il est. On pourrait dire de lui qu’il est l’archéologue du sens.

Le chercheur commence à expliquer comment, selon lui, le sens est apparu. Le fondement de son argumentaire

On ne “possède” pas le sens, il nous traverse quand nous sommes en mouvement.



réside dans les capacités de notre cerveau. L’intelligence sociale confère à l’homme une compétence qui le distingue des autres créatures, y compris des grands singes : l’homme peut avoir accès à l’état mental de l’autre – on parle de *theory of mind*, la “théorie de l’esprit”. Selon cette théorie, notre cerveau nous permet de formuler des hypothèses sur notre interlocuteur : est-il attentif, peiné, joyeux ? Nous pouvons nous mettre à la place de l’autre, même si nous ne sommes pas à l’abri d’une erreur.

Biologiquement parlant, cette aptitude serait apparue pour nous permettre de prédire les actions de nos partenaires au sein d’une organisation sociale. Donner un sens au comportement de l’autre, c’est pouvoir réagir en conséquence. Le sens, pour Eckart Voland, n’est donc pas ce que l’homme cherche au départ en lui-même. Dans un premier temps, il s’agit de comprendre l’autre.

Le chercheur se figure le lien entre le groupe et l’individu de la façon suivante : l’individu qui observe les autres et qui reproduit leur comportement agit dans son intérêt propre, qui est de survivre. L’action de plusieurs individus ensemble peut donner naissance à un groupe, lequel sera particulièrement efficace s’il adopte et cultive une identité commune – politique ou religieuse, par exemple. Quand chacun des membres trouve un sens à ce groupe et se dit : “Nous le défendons ensemble, nous nous battons pour lui, nous vivons pour lui.” Voire nous mourons pour lui.

S’il est capable de retracer cette évolution, Eckart Voland se heurte néanmoins à un problème élémentaire : le comment s’explique, mais pas le pourquoi. Dans le contexte de l’évolution, il ne trouve aucun sens à la quête individuelle de sens : “Elle semble totalement superfétatoire, observe-t-il. Sinon, comment expliquer que la plupart des êtres vivants se débrouillent très bien sans avoir conscience d’eux-mêmes et soient aussi performants sur le plan biologique ? L’objectif de l’évolution est double : l’autoconservation et la reproduction. Or pour y arriver, nul besoin de sens profond.” Les loups chassent les cerfs en meute et observent une hiérarchie propre au moment de partager, mais sans y associer une signification.

C’est la lacune qu’Eckart Voland ne parvient pas à combler. L’espèce humaine s’est dotée de quelque chose qui ne semble pas nécessaire du point de vue de l’évolution, mais qui la définit néanmoins intimement et la distingue des autres créatures. Nous ne pouvons pas nous empêcher d’attribuer un sens aux événements. Les religions se fondent ainsi sur des récits de culpabilité et de rédemption, les nations sur des mythes fondateurs faits de batailles et de révolutions. Même dans la vie privée, beaucoup interprètent leur existence comme une suite d’événements pourvus de sens.

Le meilleur exemple, ce sont les histoires de rencontres. Comme celle-ci, tirée d’un forum sur Internet : une jeune femme travaille dans un musée en plein air, à Rome, où sont régulièrement présentées des saynètes de théâtre qui permettent de faire revivre le passé. Un beau jour, on joue une noce, tous les comédiens sont là, il ne manque que la mariée. La jeune femme la remplace au pied levé et épouse, donc, sur scène un homme – qu’elle épousera plus tard dans la vraie vie. Quand on le vit, on est tenté d’y voir un signe : nous étions faits l’un pour l’autre ! On peut y voir la main du destin : c’était écrit. Ou encore la volonté de Dieu.

Pour [le Britannique] David Hand, ce n’est rien de tout ça. À ses yeux, ce n’est que le fruit du hasard.

Professeur de statistiques, David Hand s’est lui-même trouvé à plusieurs reprises dans des situations dans lesquelles

il s'est dit : "Je n'arrive pas à y croire !" Après la parution de *The Improbability Principle. Why Coincidences, Miracles and Rare Events Happen All the Time* ["Le Principe de l'improbabilité. Pourquoi des coïncidences, des miracles et des événements rares se produisent tout le temps", non traduit en français], il a par exemple été contacté par un écrivain qui lui a expliqué avoir écrit un roman qui parlait d'un enseignant londonien qui menait des travaux sur le hasard et qui était né un 30 juin – tout comme David Hand. Ce dernier s'est alors dit : "Je ne le connais pas, il ne me connaît pas, c'est incroyable." Et puis il s'est souvenu de ce qu'il avait appris et s'est penché sur les probabilités. Et même si la probabilité qu'une personne invente un tel personnage est infime, elle n'est pas nulle pour autant.

David Hand est un des statisticiens les plus renommés du monde. Il se soucie peu du sens, parce qu'il n'en voit nulle part. On pourrait dire de lui qu'il est l'athée du sens.

Il nous répond depuis son bureau de Londres. C'est un homme distingué de 71 printemps aux formules ciselées : "Le sens ? interroge-t-il d'emblée. Je suis désolé, mais rien de tel n'existe. Quand un événement n'a qu'une chance sur un million de se produire, beaucoup de gens se disent que ça n'arrivera jamais. Mais de toute évidence, c'est faux. Ça arrive même assez souvent aux près de 8 milliards d'humains qui peuplent cette planète", assure-t-il.

Une telle posture ne plaît pas toujours. David Hand reçoit des coups de fil de personnes qui cherchent à le convaincre. Ils disent : "La providence existe, ce n'est quand même pas un hasard si ma femme a réchappé d'une maladie grave alors que les médecins ne lui donnaient plus l'ombre d'une chance !" David Hand reste courtois en toutes circonstances. Il ne veut pas priver les gens de leurs croyances. Mais il entend montrer que son point de vue rationnel sur le monde n'est pas moins passionnant. Il aime prendre l'exemple des arcs-en-ciel. Quand ils apparaissent à l'horizon, les passants marquent une pause et contemplant le ciel. Ils sont touchés par cette beauté. David Hand, lui, estime que l'arc-en-ciel est encore plus beau quand on ne se contente pas de l'admirer mais que l'on comprend les processus physiques complexes à l'œuvre.

Il en va de même avec les expériences qui nous font dire que ça ne peut pas être le fruit du hasard. "Les chances sont très faibles pour que vous choisissiez tous les bons numéros au loto. Mais comme il existe une chance sur plusieurs millions, il n'est pas impossible non plus que vous soyez l'heureux gagnant", poursuit David Hand. Le même raisonnement vaut pour les pires événements de la vie, les arbres qui tombent, les maladies rares... David Hand est soulagé de ne pas avoir à chercher de sens profond. On pourrait penser que le sens de sa vie est précisément d'éradiquer toute forme de sens. Or le statisticien trouve du sens dans le fait d'aider les gens à se libérer de la contrainte du sens et de la peur d'une vie qui en serait dépourvue.

Mais quid des gens qui ressentent malgré tout le besoin impérieux de trouver du sens ?

Sophie, notre chercheuse de sens de Rhénanie-Palatinat, explique que tout est tombé en même temps pour elle : la naissance de sa fille, la mort de son amie, la pandémie. Pour elle, la concomitance de ces événements est une invitation du destin à remettre sa vie en question. David Hand dirait ici que tous ces événements relèvent du hasard. Mais en perdent-ils pour autant leur valeur ? Nous mentons-nous à nous-mêmes en cherchant du sens ? N'est-ce qu'une tentative désespérée de projeter sur la vie quelque chose de plus grand qui n'est au fond qu'une illusion ?

Le chercheur américain Adam Kaplin estime que ces questions passent à côté de la raison d'être profonde du



Viktor Frankl était persuadé que l'homme a une faculté unique : celle de ressentir le sens et donc l'espoir.

sens. Le psychiatre en est convaincu : les gens qui trouvent un sens à la vie sont en meilleure santé. On pourrait dire de lui qu'il est l'avocat du sens.

Ce professeur de Baltimore est assis devant un immense globe terrestre bleu qu'il a choisi comme fond d'écran pour notre échange en visioconférence. En préambule, il entend mettre une chose au clair : il ne dénigre pas les travaux menés sur le hasard. Lui s'intéresse à la vie intérieure des gens, physique et psychique. Et, pour avoir une vie intérieure, les gens doivent trouver un sens à ce qu'ils font. Et c'est bon pour la santé. Des études le prouvent, assure-t-il.

Les gens qui trouvent un sens à leur vie sont nettement moins touchés que les autres par la maladie d'Alzheimer, la démence, les AVC, les infarctus. Une étude de 2019 montre que, chez les plus de 50 ans, les gens qui pensent avoir eu une vie riche de sens ont deux fois et demie moins de risques de mourir d'un AVC ou d'un infarctus que ceux qui n'ont pas trouvé de sens à leur vie.

Adam Kaplin qualifie ces conclusions de "révolutionnaires" et leur trouve une explication médicale. Schématiquement, ses travaux sur la sclérose en plaques et la dépression montrent que le stress chronique – la quête de sens engendre un stress chronique lorsqu'elle est infructueuse – fait grimper durablement le taux de cortisol. Or le cortisol est une hormone qui peut déclencher des inflammations qui peuvent à leur tour entraîner les problèmes de santé cités.

Des incertitudes demeurent malgré tout. Les études montrent des corrélations mais non des liens de causalité.

Il n'est donc pas certain que le fait de trouver un sens à la vie soit une cause déterminante dans la faible prévalence de ces maladies graves. Adam Kaplin en est conscient et planche sur la question avec d'autres chercheurs, mais il n'en est pas moins persuadé que le sens peut sauver des vies. À ses yeux, le sens est un médicament qu'il est impardonnable de sous-estimer.

Seulement voilà, le sens n'est pas produit par les plantes, ni par la chimie. Il ne s'administre pas. Adam Kaplin a là aussi une réponse : "La mission qui incombe à l'ensemble de la société est de proposer des solutions, si possible au cas par cas." Si ça ne tenait qu'à lui, on proposerait dans les écoles des cours pour trouver un sens à sa vie, mais aussi dans les hôpitaux et dans les maisons de retraite. Il appelle de ses vœux la création d'un établissement spécialisé pour les personnes atteintes de troubles psychiatriques, dans lequel elles pourraient réfléchir au sens de l'existence. Et il souhaiterait généraliser des modèles comme celui de la psychologue Claudia Christ, qui aiguille les chercheurs de sens depuis son cabinet.

"La foi peut soulever des montagnes", lit-on dans la Bible. Adam Kaplin pense que le sens a la même faculté. Et il propose même un exemple, celui de Viktor Frankl. Né à Vienne en 1905, ce neurologue et psychiatre a fondé la troisième école viennoise de psychothérapie [la première étant celle de Freud et la deuxième celle d'Adler]. Là où Sigmund Freud voyait le moteur de l'homme dans la quête du plaisir et Alfred Adler dans la quête de pouvoir, Viktor Frankl situait la quintessence de l'humain dans la quête de sens.

Il a créé des centres d'accueil pour les jeunes et a traité chaque année jusqu'à 3000 femmes suicidaires en qualité de médecin chef à l'hôpital psychiatrique de Vienne, de 1933 à 1937. Il a baptisé sa thérapie "logothérapie", du grec *logos*, qui veut dire "mot" ou "sens". Viktor Frankl était persuadé que l'homme possède une faculté unique : celle de ressentir le sens et donc l'espoir. C'est ce qui lui a permis de tenir quand les nazis ont pris le pouvoir. Frankl était juif et a été déporté dans plusieurs camps de concentration. Il a été le seul de sa famille à en revenir. Après la guerre, Viktor Frankl a écrit un livre, *Découvrir un sens à sa vie avec la logothérapie* [J'ai lu, 2013], qui a eu un succès retentissant dans le monde entier.

Il y parle des camps et raconte que, pour ne pas sombrer, il s'efforçait chaque jour de considérer ses compagnons d'infortune comme des patients. "Il fallait faire prendre conscience aux prisonniers du camp du pourquoi de leur vie, du but de leur vie, afin qu'ils puissent se fortifier de l'intérieur et tenir face au terrible comment de leur existence présente, l'horreur de la vie au camp", écrivait-il. On demande souvent à Adam Kaplin, l'avocat du sens, si le bonheur et la joie ne sont pas également importants pour rester en bonne santé. Là encore, le chercheur cite Viktor Frankl : "La préoccupation première de l'homme n'est pas d'atteindre la joie ou d'empêcher la souffrance, mais de trouver un sens à sa vie." La joie, c'est merveilleux, reconnaît Adam Kaplin. Il la trouve néanmoins surfaite. Elle ne dure généralement que l'espace d'un instant. Le sens, lui, reste.

— Kilian Trotier
Publié le 28 février

plein écran.



↓ Demyana Nassar, dans une scène du film *Plumes*.
Photo Dulac Productions



—The New York Times (extraits)
New York

Quand l'actrice principale de *Plumes* s'est présentée pour son premier jour de tournage, elle n'avait aucune expérience dans le métier. Elle ne pouvait même pas lire son texte. "Je voulais faire des études, et mon père aurait adoré nous envoyer à l'école, mais il n'en avait pas les moyens", raconte Demyana Nassar, 40 ans.

Avant de jouer dans ce film, elle était mère au foyer dans le village d'Al-Barsha, dans le centre de l'Égypte. Son CV s'est avéré parfaitement adapté au rôle. Dans *Plumes*, elle incarne une mère dévouée de trois enfants, à qui son mari semble n'adresser la parole que pour lui dicter ce qu'elle doit cuisiner pour le dîner. Un jour, cet ouvrier est transformé en poulet par un prestidigitateur invité pour fêter l'anniversaire de leur fils. Le magicien se révèle incapable de trouver un contre-sort. Et les voici, s'accrochant à leur appartement crasseux face aux dettes qui s'accumulent et à la menace d'une expulsion : un poulet blanc, trois petits garçons et une femme de plus en plus désespérée.

Un tabou politique. Le film a décroché deux récompenses de premier plan lors du dernier Festival de Cannes [le grand prix Nespresse de la Semaine de la critique et le prix Fipresci], une première pour un long-métrage égyptien. Mais à l'automne suivant, au lieu d'effectuer un retour triomphal au pays, il s'est heurté à un tabou politique. *Plumes* dépeint en effet une Égypte pauvre et sinistre, bien loin du pays prospère en voie de modernisation que son président, Abdel Fattah Al-Sissi [au pouvoir depuis 2014], prétend bâtir.

Plusieurs acteurs célèbres ont quitté la salle lors de la première projection

Demyana Nassar, oiseau rare

Cette mère au foyer du centre de l'Égypte, analphabète, tient un rôle très proche de son quotidien dans *Plumes*, une satire fantastique d'Omar El-Zohairy. Le film, très controversé dans son pays d'origine, sort en France le 23 mars.

égyptienne dans le cadre du festival d'El-Gouna [en octobre 2021], dénonçant "une insulte à la réputation de l'Égypte". Certains organes de presse et présentateurs proches du gouvernement ont également accusé le film de porter atteinte à l'image du pays, tandis que d'autres ont discrètement ôté de leur site Internet toute mention aux récompenses obtenues à Cannes.

"Ces réactions n'ont rien d'inédit. C'est le témoignage d'un nationalisme de longue date, profondément enraciné, et de l'idée qu'il faut dissimuler ce qui ne va pas", analyse Ezzedine C. Fishere, écrivain et ancien diplomate égyptien. "La différence, cette fois-ci, c'est le lien avec le gouvernement. L'État perçoit chaque critique de tout ce qui est égyptien comme une critique lui étant directement adressée."

Ce qui dérange ses détracteurs, c'est que des passages de *Plumes* semblent tout droit sortis du quotidien de Demyana Nassar. Certains spectateurs égyptiens ayant trouvé une version piratée du film sur Internet ont même eu l'impression qu'il avait été tourné dans la maison de l'actrice.

Bien que ce ne soit pas le cas, cette hypothèse n'est pas absurde pour autant. La maison de l'actrice, dans le village

d'Al-Barsha – où se dressent quatre églises de la minorité chrétienne copte et quelques mosquées, et où résonnent les braiments des ânes portant les fermiers jusqu'aux champs verdoyants le long du Nil –, est faite de briques et non pas de béton et de carrelage maculé, comme celle de son personnage. Mais comme son personnage, Demyana Nassar porte depuis longtemps la charge de sa famille.

Deuxième d'une fratrie copte de six filles et deux garçons, elle avait 12 ans lorsque son père est parti chercher du travail dans une autre ville. Ses sœurs et elles ont alors commencé à travailler dans les champs, ne rentrant qu'à la nuit tombée pour aider leur mère dans la maison.

Elle n'a jamais reçu d'instruction, hormis quelques cours d'alphabétisation durant lesquels elle a appris l'alphabet arabe, juste de quoi lire le nom des contacts dans son téléphone. Depuis la petite pièce à l'entrée de sa maison, sommairement meublée d'un lit recouvert d'une couverture et d'un petit frigo, elle résume sa vie : "C'est nous qui faisons tout. Et puis on a grandi, on s'est mariées, et on a arrêté de travailler."

Elle a épousé l'un de ses cousins à 19 ans, ("On nous présentait un homme en nous disant

que c'était lui, notre futur mari") et est devenue mère quelques années plus tard. "J'étais heureuse de travailler dans les champs, d'aider, mais j'aurais aimé m'instruire. Je veux que mes enfants aillent à l'école, pour qu'ils ne soient pas comme leurs parents."

Un visage inconnu. Sa fille Heidi, 19 ans, en rentrant d'un atelier théâtre, lui a appris qu'un réalisateur venait d'arriver en ville et cherchait son actrice principale. Pourquoi pas ? s'est dit Demyana. Elle a consulté son fils, Mario, pour s'assurer que passer l'audition ne serait pas *eib* ["honteux"] – un concept qui guide la conduite de nombreux Égyptiens. Quand son père doit s'absenter durant de longues périodes pour travailler, c'est Mario qui assume le rôle de chef de famille et qui a donné sa bénédiction à sa mère.

Le réalisateur, Omar El-Zohairy, cherchait un visage inconnu et a choisi Demyana après une simple conversation, se souvient l'actrice. (Le réalisateur, lui, a refusé de répondre à nos questions. D'après ses attachés de presse, les producteurs souhaitent éviter d'attiser la polémique).

Le vécu de Demyana Nassar a peut-être joué en sa faveur. Comme beaucoup d'autres Égyptiennes de familles pauvres, dont les maris émigrent dans d'autres régions ou d'autres pays arabes pour trouver du travail et expédier de l'argent à leur famille, c'est elle qui porte le foyer – à l'écran, comme à la ville. Pendant des années, son mari a travaillé en Libye. Il a également vendu des vêtements sur un étal de rue à Badr, dans le gouvernorat du Caire, à cinq heures de route d'Al-Barsha. Il a ensuite trouvé un poste dans une usine de chaussures à Tanta, encore plus loin de son village, et ne rendait visite à sa famille que quelques semaines par an. "Comme mon personnage, je devais m'occuper de tout en l'absence de mon mari."

Est-ce en raison de ces similitudes – les tâches qu'elle accomplit dans le film, qu'il s'agisse de donner le bain à un enfant, de récupérer des casseroles ou de couper des aubergines, font partie de son quotidien – ou grâce à son talent ? En tout cas, Demyana Nassar a conquis le public. Après Cannes, son fils lui a créé une page Facebook officielle, qui rassemblait déjà 47 000 fans au bout de quelques jours. Les internautes saluent son naturel et la chaleur qu'elle dégage. Mais les plus heureux étaient sans doute ses voisins, qui ont enfin eu l'impression que leurs difficultés seraient peut-être entendues.

Si ce film d'art et d'essai n'a pas été conçu pour le grand public égyptien, il devait néanmoins sortir dans son pays d'origine en décembre. Mais en janvier, une porte-parole de la société de production a annoncé qu'aucune sortie n'était prévue en Égypte pour le moment.

—Vivian Yee
Publié le 11 février

culture. 

L'effet papillon selon Rosalía

← À 29 ans, Rosalía est l'une des très rares Européennes devenue une star de la pop internationale.
Photo Sony Music

Trois ans après le triomphe de son album *El mal querer*, l'artiste catalane sort le très attendu *Motomami* ce 18 mars. L'influence du reggaeton vient se mêler à celles du flamenco et de la pop pour nourrir une ambition internationale.

—El País Semanal (extraits) Madrid

Une étincelle fugace brille dans le sourire de Rosalía. Comme un diamant au centre du foyer de gravité. Ses éclats rouges font penser à un cœur, mais à y regarder de plus près et au bon moment, on distingue de petites ailes ouvertes entre les deux incisives : c'est un papillon. Rosalía, née il y a 29 ans à Sant Cugat del Vallès, près de Barcelone, sourit, pointe un doigt vers [le bijou dans] sa bouche et dit : "Ah oui, c'est vrai que ça ressemble à un cœur, mais c'est un papillon. Je me le suis fait poser pour l'album." Ce lundi matin de février, elle affiche un sourire spontané, éclatant. Elle est rentrée chez elle, à Barcelone, depuis une quinzaine de jours, et son planning est on ne peut plus chargé en cette période de lancement de son nouvel album très attendu, *Motomami*, qui sort chez Sony le 18 mars.

Double force motrice. Elle arrive au rendez-vous à l'heure dite. Le van noir aux vitres fumées se gare devant les studios d'un hangar industriel de Barcelone. Elle descend au bras de son compagnon, le rappeur portoricain Rauw Alejandro. Il se montre bien élevé et aimable, mais s'abstient de tout commentaire sur Rosalía qui, de temps à autre, lui lance des regards et des sourires, mais est très concentrée sur ses obligations du jour : interview, maquillage, coiffure, habillage... Elle ne quitte pratiquement jamais d'une semelle sa sœur Pilar, dite Pili, l'une de ses plus proches collaboratrices, qu'elle qualifie

d'"artiste visuelle". Pilar, qui se refuse également à la moindre déclaration, est attentive à tout et sait tirer le meilleur de sa petite sœur qui, lors du shooting photo, bouge à un rythme impeccable.

Rosalía impose toujours son propre rythme. Et ce, depuis son entrée au Taller de Músics, une école de musique du quartier du Raval, à Barcelone. Comme le rappelle Lluís Cabrera, fondateur de ce centre musical novateur, à l'époque, elle avait déjà "un immense talent". Elle avait 16 ans. C'était une élève "insatiable", qui jouait aussi bien de la guitare électrique que du piano, connaissait le jazz et parlait bien l'anglais. Après avoir entendu le légendaire *cantaor* [chanteur de flamenco] andalou Camarón de la Isla [1950-1992] dans la voiture d'un ami, sur un parking, elle s'est mise au flamenco. "Elle avait quelque chose de très ancien, et en même temps c'était ce que nous avions entendu de plus moderne depuis quarante ans", poursuit Cabrera. Elle a ensuite intégré l'École supérieure de musique de Catalogne (Esmuc), où elle était la meilleure élève de chant flamenco, et a préparé son projet de fin d'études dont elle a fait son deuxième album, *El mal querer* (2018).

Plus de trois ans après ce coup de maître, qui a révolutionné la musique espagnole et propulsé la chanteuse sur la scène internationale, tous les regards sont braqués sur elle. "Tu n'arrives jamais trop tard si tu suis ton rythme", assure-t-elle. Celui de Rosalía est porté par une double force motrice : celle de la star internationale, qui calcule le moindre de ses gestes, à grand renfort de campagnes publicitaires et de promotion, et celle de l'artiste capable de se métamorphoser à une vitesse stupéfiante, en apportant une voix décisive à chacun des genres qu'elle aborde. De fait, dans *Motomami*, elle s'attaque à plusieurs styles (pop, bachata, dembow, reggaeton...),

MUSIQUE

engageant sa propre voix à voyager dans différents registres. *“Certains pensent que l'on peut faire de la musique avec des algorithmes. Mais ce n'est pas en réfléchissant avec des chiffres qu'on compose des paroles, qu'on déforme les voix ou qu'on crée une structure asymétrique. Ça se fait au feeling. On cherche l'émotion”*, souligne-t-elle.

Depuis la sortie d'*El mal querer*, elle est devenue l'une des artistes de l'écurie Sony aux États-Unis, sous le label de Columbia Records, celui-là même qui a signé avec Adele, AC/DC, Bruce Springsteen ou Beyoncé. C'est exceptionnel pour une artiste espagnole. Mais Rosalía vit cela avec sérénité. *“En général, dans l'industrie du disque, tout se fait à un rythme effréné, mais moi j'avance pas à pas”*, affirme-t-elle. Entre ses deux disques, elle n'a pas arrêté de sortir des chansons devenues des tubes, a multiplié les collaborations remarquables avec des artistes comme J. Balvin, Travis Scott et Ozuna, et a en outre été invitée par des vedettes telles Billie Eilish, Bad Bunny, The Weeknd et Tokischa. Sa méthode de travail, ajoutée à celle d'autres stars de la pop, du reggaeton et de la musique urbaine, a changé le cours d'une industrie qui ne jure plus que par les singles.

Pourtant, *Motomami* est bien autre chose qu'une compilation de singles. C'est un ambitieux travail de seize compositions retraçant le parcours de Rosalía ces trois dernières années. *“Je tenais particulièrement à ce que ce projet soit très concentré. Je voulais que le disque soit un peu comme un instantané d'un photographe. Quelque chose de sincère. Je cherchais la façon de capturer mon moment.”* Le moment de Rosalía est celui d'une artiste qui cherche à conquérir le monde, plus encore qu'elle ne l'a déjà fait. *“Je m'efforce de rester dans un état d'esprit d'apprentissage et d'évolution permanents. C'est une histoire entre moi et la musique”*, poursuit-elle. Elle et la musique, elle et un contrôle implacable de tout ce qu'elle entreprend.

Motomami est le portrait photographique d'une Rosalía qui revendique sa place au sommet de la pop mondiale. Et elle arrive au top avec un formidable élan, comme le rappelle Pedro G. Romero, influent spécialiste du flamenco, de la culture populaire et des avant-gardes artistiques, auquel elle doit la découverte d'un manuscrit occitan du XIII^e siècle qui lui a inspiré *El mal querer*. *“Elle disait toujours que si Beyoncé ou Rihanna pouvaient s'approprier la soul et le blues pour en faire de la pop, elle ne voyait pas ce qui l'empêcherait d'en faire autant avec le flamenco.”*

C'est précisément ce qu'elle a fait, et elle élargit désormais son spectre en y intégrant de *“nouveaux codes”* du désir, du sang, de la sueur, des larmes... Elle cherche la gloire et la reconnaissance, et veut être la référence qu'elle est déjà pour toute une

génération. C'est d'ailleurs ce qu'en dit Judeline, talentueuse artiste [espagnole] de 19 ans. Pour cette chanteuse de soul électronique, Rosalía est *“une inspiration très puissante”*. *“Elle a ouvert la voie à beaucoup d'entre nous, démontrant que l'on peut être jeune et cartonner avec un son et une façon d'être différents. Grâce à elle, beaucoup de gens s'intéressent maintenant à l'Espagne dans d'autres parties du monde. Elle a su se bouger pour débarquer aux États-Unis sans devenir mainstream.”*

Métamorphose. Le papillon est l'emblème de *Motomami*. *“Un papillon, je me transforme”*, chante-t-elle dans *Saoko*, le titre qui ouvre l'album. *“Elle a sciemment décidé de se transformer en tant qu'artiste, explique David Rodríguez, ingénieur du son mastering de l'album, qui a travaillé avec Billie Eilish, Shakira ou LL Cool J. Beaucoup attendent peut-être un album du genre ‘El mal querer, partie 2’. Mais elle a eu suffisamment de visions pour faire quelque chose de différent et de nouveau.”*

La métamorphose était annoncée depuis son premier reggaeton avec J. Balvin. Elle sait qu'elle est remise en question par un secteur qui lui reproche de s'éloigner de ses racines flamencas, et elle se défend. Elle le fait en musique dans son nouvel album avec *Bulerías*, la seule chanson flamenca, dans laquelle elle revendique : *“Je suis tout aussi cantaora en pull Versace qu'en robe de flamenco.”* Et elle le fait en paroles, pour expliquer le cheminement naturel qui l'a poussée à intégrer d'autres sons : *“Je dansais sur Don Omar [star portoricaine du reggaeton], avec mes cousines aux fêtes de mon village. On chantait aussi dans des bars. Le reggaeton a bercé toute mon adolescence. En fin de compte, ma carrière sera une lettre d'amour aux genres de musique que j'aime. À l'avenir, j'ajouterai tout ce que je trouve. Le flamenco est un élément important, auquel ma musique doit beaucoup, mais elle doit aussi à d'autres styles. En musique, il n'y a rien de bien ou de mal, de bon ou de mauvais. L'important, c'est que la musique reflète qui je suis.”* Et à propos du perreo [un style de danse très sensuel et lascif, issu du reggaeton], elle ajoute : *“Le reggaeton ne demande ni pardon ni autorisation. C'est pour ça que je le trouvais taillé sur mesure pour Motomami. En fin de compte, c'est une musique très directe et crue, et les gens n'ont pas l'habitude d'admirer les femmes qui ont un langage direct et cru.”*

Les projecteurs éclairent le visage de Rosalía, qui le couvre de ses mains comme une enfant jouant à se cacher, laissant entrevoir des éclats de son bijou dentaire en papillon. Les immenses faux ongles qui la caractérisent sont devenus un peu moins exubérants. Et sa crinière d'un noir de jais ondoie au gré de ses mouvements. Le moindre de ses gestes, aussi léger et imperceptible soit-il, est très expressif.

L'esquisse d'un sourire, un regard, un clin d'œil, un silence... Son langage corporel est d'une puissance extraordinaire et, au-delà de l'aura de sa célébrité, du halo de star ou de son charisme, il communique une infinie douceur.

Rosalía qui, dans l'album, a également joué avec le sens de l'humour, émaille tout naturellement ses propos de mots issus d'autres langues ou dialectes. *“Quand je suis aux États-Unis, cela influence inévitablement mon écriture. Dans la mesure où je suis en perpétuelle évolution, ma musique évolue avec moi. Je suis exposée aux influences d'amis de Porto Rico, de la République dominicaine, des États-Unis... Je m'en réjouis. Le jour où ça ne m'arrivera plus, je commencerai à m'inquiéter.”* Une plume sous influences qui, selon le critique musical [espagnol]

“Le reggaeton ne demande ni pardon ni autorisation. C'est une musique très directe et crue, et les gens n'ont pas l'habitude d'admirer les femmes qui ont un langage direct et cru.”

Rosalía,
MUSICIENNE

Diego A. Manrique, pourrait aussi porter un certain risque artistique : *“Avec El mal querer, elle était sur la crête de la vague : elle ne ressemblait à personne. Dans Motomami, elle s'inscrit dans une tendance caribéenne, et son originalité se dilue.”*

Changer. Se transformer. Mais pour que le papillon puisse éclore, il faut qu'il y ait eu une chenille auparavant. En ce sens, Rosalía a traversé son propre hiver, et sa vie ne se résume pas à des storys sur Instagram. Le déclenchement de la pandémie l'a surprise à Miami, où elle est restée confinée chez son imprésario, Rebeca León. Pendant les premières semaines de restrictions, elle travaillait dans une chambre convertie en studio d'enregistrement. Après quoi, elle a déménagé, mais sans quitter les États-Unis. *“Je devais terminer mon projet”*, justifie-t-elle. C'était la première fois qu'elle passait tant de temps aussi éloignée de sa famille. *“Cette période de pandémie a été très dure. Je suis restée près de deux ans loin de ma famille”*, dit-elle en appuyant bien sur *“deux ans”*.

Avec sa spontanéité particulière, elle laisse échapper un long *“oouuuah”* en parlant de cet isolement. L'interjection gronde comme un écho de sa propre voix sous les hauts plafonds du studio photo

désert où elle a pris place pour raconter sa vie. *“Je me rappelle qu'à un moment j'étais à Los Angeles dans un appartement de West Hollywood. Dès que je descendais dans la rue, je prenais la mesure de la situation, et je ne trouvais que ça à dire : ‘Ouah ! J'étais tellement loin de chez moi... Très loin. Et c'est là que je me suis rendu compte à quel point ma famille me manquait terriblement. Je travaillais quinze à seize heures par jour, mais c'était très difficile. J'en ai vraiment beaucoup bavé.’”*

Cette période à Los Angeles, confie-t-elle, lui a inspiré *G3 N15*, une ballade émouvante dans laquelle elle chante : *“Je suis dans un endroit qui ne te plairait pas.”* La chanson s'achève sur la voix de sa grand-mère, Rosalía elle aussi, qui dit en catalan : *“La famille passe avant tout.”* Ce sont là ses références, des *“femmes fortes”* : sa grand-mère, sa sœur... et sa mère. C'est l'autre Pili, qui gère l'entreprise et s'occupe des divers aspects du management de Rosalía. Elle chapeaute une entreprise qui s'appelle *Motomami*, comme l'album. *“Ma mère s'est toujours déplacée à moto, et pour moi cette image est très claire. C'est pour ça que, moi aussi, je me déplace à moto depuis des années. Je suis une motomami [“maman moto”] parce que ma mère était une motomami, et que sa mère l'était aussi.”*

Le titre de son album, explique-t-elle, joue sur *“la dualité”*. *Moto*, en japonais, signifie *“fort”* au sens d'*“agressivité”*. D'où le ton cassant de chansons comme *Saoko*, *Chicken Teriyaki* ou *Bizcochito*. *Mami* [“maman”] fait en revanche référence à la *“fragilité”* et renvoie vers des balades. Il y a même un boléro, *Delirio de grandeza*, inspiré par le chanteur cubain Justo Betancourt. *“L'album a quelque chose d'une montagne russe. Ça monte très haut et ça retombe. C'est un peu comme cela que je me sens parfois.”* Lui est-il arrivé de se retrouver au fond du trou ? Rosalía reconnaît qu'elle avait parfois l'impression de *“péter un câble”*, et c'est pour cela que l'album s'achève sur *Sakura*, la *“fleur de cerisier”* en japonais, qui représente le printemps et la féminité. Le texte est une réflexion sur la possibilité de craquer. *“Il n'y a de risque que si on a quelque chose à perdre”*, chante-t-elle.

Avant la séance, Rosalía a avoué : *“Si, dans quelques années, le succès finit par me briser, tant pis. C'est la vie, c'est le parcours. La vie et la mort sont très proches l'une de l'autre. L'important, c'est de vivre aussi intensément que possible.”* Soudain, elle a un doute sur le choix du mot. Ce n'était pas *“intensément”* qu'elle voulait dire. Elle ferme les yeux et se reprend : *“Vivre la vie avec sincérité.”* Le brillant qui luit entre ses lèvres reparait et ressemble à un cœur, mais c'est un papillon aux ailes éployées, qui semble prêt à s'envoler plus haut que jamais.

—Fernando Navarro
Publié le 6 mars

Le passé enfoui de Tenochtitlán

XIV^e-XVI^e siècle — Mexique

Bâti sur l'ancienne capitale aztèque, Mexico continue d'exhumer les trésors du vieux Tenochtitlán. Ainsi que ses aspects les plus cruels.



➤ **Le Codex Tovar, attribué à Juan de Tovar (1546-1626 env.), contient des informations sur les rites des Aztèques comme celui des sacrifices humains.**

Photo John Carter Brown Library/Wikimedia Commons.

— **El Mundo** (extraits) Madrid

La cathédrale de Mexico [cathédrale métropolitaine de l'Assomption de la Très Sainte Vierge Marie] a été construite avec les matériaux récupérés des grands temples aztèques. La première pierre de l'édifice est posée par Hernán Cortés lui-même, vers 1524. Il lance ainsi un processus irréversible qui va consister pour les Espagnols à enterrer Tenochtitlán pour construire sur ses ruines les fondations de la capitale de la Nouvelle-Espagne. Près de cinq cents ans plus tard, les rues du centre historique sont devenues un fidèle reflet de la société métissée qu'est le Mexique actuel : on y trouve pêle-mêle des églises, des bâtiments coloniaux, des étals de nourriture, de grands marchés, ainsi que des vestiges de l'ancienne capitale aztèque, que le Programme d'archéologie urbaine (PAU) a pour mission de préserver.

La première grande découverte a eu lieu le 21 février 1978, lorsqu'un groupe d'archéologues a mis au jour les restes du Templo Mayor, principal centre cérémoniel des Mexicas [ou Aztèques]. Cet imposant édifice de 45 mètres de hauteur accueillait les événements les plus importants de la vie politique, économique et religieuse de l'empire. Actuellement, ce lieu de culte est l'un des mieux conservés, et il possède son propre musée, mais il n'est pas seul. Au total, les spécialistes estiment que l'enceinte du Templo Mayor était formée de 78 édifices, pour la plupart détruits ou ensevelis au fil du temps.

“L'enceinte sacrée de Tenochtitlán était un espace quadrangulaire de 500 mètres de côté”, explique Raúl Barrera, à la tête du PAU et du Programme de fenêtres archéologiques. Cet archéologue dirige une équipe chargée de déterrer les trésors qui reposent dans le sous-sol de l'enceinte. Jusqu'à présent, il est parvenu à aménager au total 42 fenêtres pour que, depuis la rue, les passants aient un aperçu de l'ancienne capitale aztèque.

ARCHÉOLOGIE

“L'idée étant que ce que nous retrouvons ne finisse pas seulement dans des musées, mais qu'il s'intègre aussi à la ville actuelle”, poursuit Barrera.

Le centre historique de Mexico est inscrit au Patrimoine culturel de l'humanité, et tous les travaux de voirie et autres chantiers doivent être signalés à l'Institut national d'histoire et d'archéologie. C'est alors que Barrera et son équipe entrent en action : toutes les occasions sont bonnes pour tenter d'exhumer les trésors du vieux Tenochtitlán. Les travaux d'agrandissement du Centre culturel d'Espagne, adossé à la cathédrale, ont permis de découvrir, en 2006, les restes du *calmecac*, une école où étudiaient les enfants des nobles mexicas et les futurs dirigeants du grand empire.

Sous les fondations du Nacional Monte de Piedad, l'équipe de Barrera a découvert un lieu d'une valeur symbolique particulière : le palais d'Axayácatl, où les Espagnols ont été hébergés à leur arrivée à Tenochtitlán. C'est dans ce lieu même que l'empereur Moctezuma II fut fait prisonnier et mourut. Des années plus tard, Hernán Cortés allait s'installer dans ce palais, qui deviendrait le siège de la première municipalité de Nouvelle-Espagne. Entre autres découvertes, les archéologues du PAU ont mis au jour le temple d'Ehécatl, dieu du Vent, et des vestiges du terrain de jeu de paume, le sport mortel que pratiquaient les Aztèques.

Au total, 16 chantiers du centre historique ont fait l'objet de fouilles, l'une des découvertes les plus intéressantes étant sans conteste le Huey Tzompantli, offrande monumentale au dieu de la Guerre, Huitzilopochtli. Selon les dernières études, cette redoutable structure se composait d'une plateforme de 36 mètres de longueur, sur laquelle étaient dressés des pieux munis de traverses où l'on fichait les crânes des sacrifiés. Ces pieux étaient flanqués de deux colonnes de section circulaire, de 4 mètres de hauteur, composées de centaines de têtes de morts. Jusqu'à

présent, on en a retrouvé plus de 600, mais on soupçonne qu'il en existe beaucoup plus.

Comme l'explique l'archéologue, la majorité de ces crânes appartiennent à des hommes ou des femmes qui avaient entre 20 et 35 ans lors du sacrifice. “Sans doute des ennemis capturés ou des personnes qui s'y étaient préparées toute leur vie”, estime-t-il. On a trouvé également plusieurs mineurs, ce qui en dit long sur la brutalité de ces rituels, que les Aztèques n'étaient pas les seuls à pratiquer. “En Mésopotamie, il s'agissait d'une pratique très courante, reprend Barrera. Différentes sociétés ont eu recours aux sacrifices pour diverses raisons. Dans le cas des Mexicas, c'était une question religieuse : ils croyaient que les dieux pouvaient mourir et qu'il fallait les alimenter [en “eau précieuse” ou chalchihuatl, c'est-à-dire en sang humain] pour que le cycle de la vie se poursuive.”

Plus grande ville du monde. L'analyse des crânes en laboratoire a permis de mieux connaître la réalité des sacrifiés. “C'était des gens très sains, ils avaient peu de maladies”, souligne l'archéologue. Jusqu'à présent, on n'a découvert que l'une des deux colonnes du *tzompantli*. La seconde devrait se trouver sous le jardin de la cathédrale. L'un des conquistadors qui accompagnaient Hernán Cortés, Andrés de Tapia, estime le nombre de crânes à 136 000, “sans compter ceux des tours”. À son apogée, Tenochtitlán était la plus grande ville du monde, avec une population estimée à 200 000 habitants. Les chroniqueurs espagnols parlaient d'une ville “plus grande que Rome ou Séville”. Les conquistadors ont drainé le lac et complètement transformé une ville qui allait devenir, cinq cents ans plus tard, une métropole tentaculaire de 22 millions d'âmes. Aujourd'hui, grâce au travail de leurs archéologues, les habitants de Mexico peuvent se pencher sur leur passé préhispanique.

— **Pablo Sánchez Olmos**
Publié le 27 décembre 2021

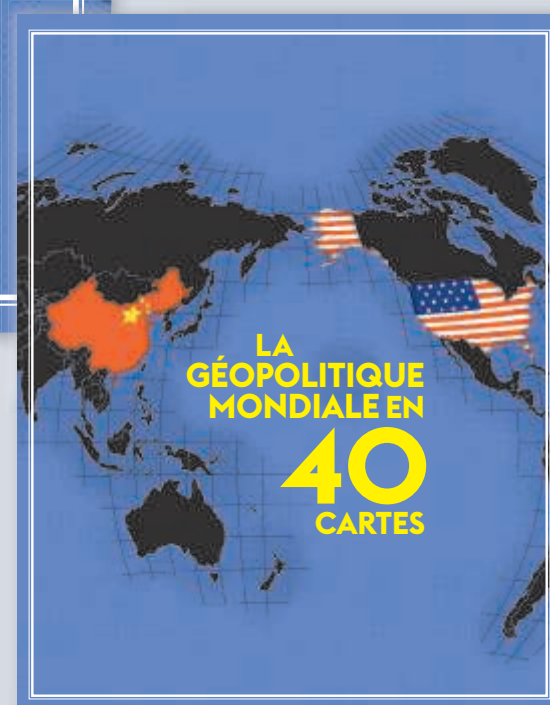
Le Monde

HORS-SÉRIE

LA GÉOPOLITIQUE MONDIALE EN 40 CARTES

De l'invasion de l'Ukraine à la nouvelle « guerre froide » Etats-Unis - Chine, des enjeux climatiques et sociaux à l'impact du Covid-19, comment le monde bascule dans l'incertitude...

A l'Ouest, la guerre en Ukraine ravive le face-à-face Russie-OTAN, alors qu'en Asie s'installe la confrontation Chine - Etats-Unis dans l'Indo-Pacifique. En quarante cartes, nous dessinons un état du monde confronté aux conflits et tensions géopolitiques, mais aussi aux crises sanitaire, environnementale et sociale.



DEUX FACES D'UN MONDE EN CRISE

Un hors-série du « Monde »

116 pages - 10,50 €

Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

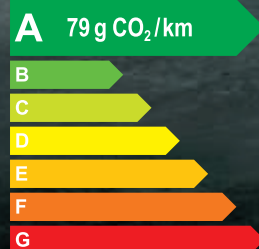
NOUVELLE GAMME JEEP®

4xe HYBRIDE RECHARGEABLE

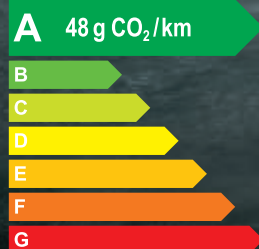
PLUS LIBRE QUE JAMAIS



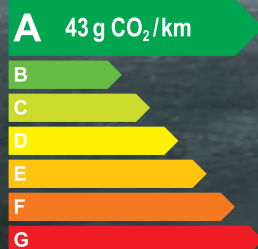
WRANGLER



COMPASS



RENEGADE



Jeep® fait un pas de plus vers l'électrification de sa gamme : après avoir déployé ses motorisations 4xe hybrides rechargeables sur ses SUV Renegade, Compass et Wrangler, elle propose aujourd'hui son innovante technologie e-Hybrid sur Renegade et Compass. Venez découvrir également en concession les versions Upland qui utilisent des matériaux recyclés.

À DÉCOUVRIR CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR JEEP® OU SUR JEEP.FR

Renegade MY22 4xe hybride rechargeable : consommations mixtes combinées de carburant (l/100 km) : 2,1-1,8 ; consommations d'énergie électrique (kWh/100 km) : 16,6-15,5 ; émissions de CO₂ valeur combinée pondérée (g/km) : 47-41 ; autonomie en mode électrique en ville (km) : 56-52. **Compass MY22 4xe hybride rechargeable** : consommations mixtes combinées de carburant (l/100 km) : 2,1-1,8 ; consommations d'énergie électrique (kWh/100 km) : 16,8-16,1 ; émissions de CO₂ valeur combinée pondérée (g/km) : 48-44 ; autonomie en mode électrique en ville (km) : 54-51. **Wrangler MY22 4xe hybride rechargeable** : consommations mixtes combinées de carburant (l/100 km) : 4,1-3,5 ; consommations d'énergie électrique (kWh/100 km) : 29,1-26,9 ; émissions de CO₂ combinées pondérées (g/km) : 94-79 ; autonomie en mode électrique en ville (km) : 53-45. Renegade : feux Full LED uniquement disponibles sur versions Upland, Trailhawk et S. Valeurs mesurées selon la procédure WLTP (Règlement (UE) 2018/1832), mises à jour le 13/05/2021 ; les dernières valeurs à jour seront disponibles auprès de votre Distributeur Agréé. Les valeurs de consommations et d'émissions de CO₂ sont communiquées à des fins de comparaison, les valeurs communiquées peuvent ne pas refléter les valeurs réelles. **There's only one = Seule Jeep® est unique.**

Jeep®
THERE'S ONLY ONE

Pensez à covoiturer #SeDéplacerMoinsPolluer